**ET PRATIQUES SOCIALES**



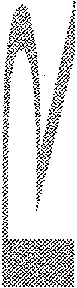
**No 39 - Avril/Juin 1992 - 40 F**

**DOSSIE1111**

p 5 *Avant propos*MEMOIRE

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| VI | ACTION SOCIALE  p 62 *De la crise, dans le travail social* | par Jean Jacques DELUCHEY |

p 6 *Les apports successifs de l'immigration, de l'ethnie à la nation*



par Raymond CURIE par Jorge de la BARRE par Hugues BAZIN

par Mchdi FARZAD par Guy JOUANNET par Damien MABIALA

par Daniel CURBELO et Jean Luc DU MONT

par Sylvie FEVRIER

par Cheikh Oumar BA et Jean,Marc OISEL

par Damien MABIALA par Jorge de la BARRE

par Michel TALEGHAN

par Mustapha BOUDJEMAÏ

p 10 *De la savane à la ville, les migrations en Afrique,*

p 16 *Rapports de domination, des anciennes galères aux nouveaux galériens,*

REGARD

(

p 22 *Lettre Persane*

p 27 *Arrêt sur image, immigration et racisme dans le cinéma*

p 32 *La communauté Zaïroise, une particularité*

PRATIQUE

p 37 *Travail social en interface, projets des associations villageoises africaines en France*

p 42 *Rencontre avec des enfants Kurdes, Culture de résistance et action collective*

p 48 *Les couleurs de l'Ecole, accompagnement social et scolaire d'un groupe d'enfants*

**111111111111111111,11111391**

ACTUALITE SOCIALE

p 52 *Los Angeles, la rue rend la justice*

p 55 *Un toit, un droit I, expulsion de familles africaines*

TRAVAIL SOCIAL A L'ETRANGER

p 56 *Récit de voyage au Brésil*

DEVELOPPEMENT URBAIN

p 58 *Prenons en acte, Forum Les Cultures de la Rue*

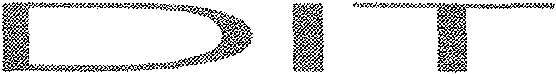
p 59 *Intelligences de banlieues, un collectif associatif*

RELATION EDUCATIVE

p 60 *Espoirs et limites des Etats Généraux des Educateurs*

par Jean Pierre VIVIER

osen4s..11\_\_



**«Immigration», dans quel sens ?**

Encore un dossier sur l'immigration st-il question de se livrer à un exercice

intellectuel, d'élaborer un discours, après tant d'autres, sur un «sujet intéressant» souvent exploité par les médias, ou bien s'agit-il de produire des outils. susciter des actions afin de transformer une situation impossible?

A quoi sert, en effet, de parler des gens si, en même temps, on leur refuse le droit de cité à Paris, Vincennes, et en d'autres lieux où les étrangers originaires d'Afrique, en particulier, n'ont pas leur place ? Il en est d'ailleurs du logement comme de l'école, de l'emploi, de la citoyenneté...

Et comment aussi ressaisir l'immigration dans ses différentes figures ? Ce terme a tous les sens que le pouvoir trouve avantageux de lui donner (étrangers, résidents en foyers, sans papiers...). là où des enjeux économiques ou politiques sont présents. «L'immigré» n'est alors qu'un mot et un prétexte. Mais un peuple n'est-il pas le produit de mouvements successifs de populations venant d'ailleurs ? Sa culture ne représente-t-elle pas. pour l'essentiel, une mémoire qu'il a construite. façonnée peu à peu ? En parlant d'immigrés, nous prenons nos distances par rapport à un groupe d'hommes et de femmes qui nous ressemblent, comme si nous avions un peu honte d'une part de nous-mêmes. Il faut pourtant en convenir : nous sommes tous des immigrés...

On associe souvent immigration à une nécessaire intégration, mais là encore la question du sens se pose. Si l'on entend par intégrer, rendre conforme à un modèle assimilateur, c'est une imposition idéologique, une violence faite à des personnes. Si, à l'inverse, intégration signifie que des étrangers ont des projets sur une terre d'accueil comme ils en ont également chez eux et que ces projets peuvent être reconnus comme porteurs de valeurs novatrices, alors l'intégration est synonyme d'alternative, échange et changement en ce qu'elle relève d'une logique d'action créatrice.

La présence des «immigrés» fait peur. Cependant, car elle nous renvoie à nous-mêmes, à notre mémoire de colonisateurs, voire d'esclavagistes. Elle, ébranle nos certitudes. Un débat s'impose sur cette question et sur d'autres interrogations. notamment celle relative au travail social dans le champ de l'immigration : quelles sont les attitudes et les pratiques des T.S. ? Nous espérons que ce débat ait lieu à PEPS pour définir le contenu du dernier dossier sur ce thème, en octobre 1992.

Il faut penser les immigrés autrement et, pour cela en parler, mieux : leur donner la parole.

Alors ils seront peut-être perçus et nommés autrement ou. tout simplement. on ne les nommera plus. Parler de l'immigration pour ne plus avoir à en parler, voilà l'idéal !

**Jean Luc Dumont**

|  |
| --- |
| **PEPS**  Trimestriel - Association PEPS Laid 1901 - J.0, du 11.04,82 -163, rue de Charenton75012 PARIS - Tel: 16 (1) 40 02 09 56  DIR. DE PUBLICATION» Hugue BAZIN  COMITE DE BEDACTION:  Eric Auger, Hugues Bazin, Mustapha Boudjernaï, Catherine Boulenger, Raymond Curie; Jean Luc Dumond, Medhi Farzad, Nelly Gaugain, Guy Jouannet  Nous remercions pour leur participation à ce numéro  Jorge de la Barre, Damien Mabiala, Daniel Cuberlo, Sylvie Février, Cheikh Oumar Ba, Jean-Marc Oisel, Michel Talégnani,Jean-Pierre Vivier Jean-Jacques Deluchey  Secrétariat & Promotion : Mustapha Boudjernal Conception Graphique: Hugues Bazin Imprimerie: Flotographie 48.57.03.21 |

Reproduction des atticles et illustrations autorisée avec mention de leur origine et adresse.

CPPAP 64819 - ISSN 0754-8761 'Mi:Je:illégal:juin 92

|  |
| --- |
| **ATTENTION !**  PEPS change d'adresse :  163 rue de Charenton - 75012 PARIS  Tél : 16 (1) 40 02 09 56 |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **CONDITIONS**  **NUMEROS**  No 10. NUMEROSPECIAL SUR LES MUTATIONS DANS LE TRAVAIL SOCIAL  Assistants Sociaux, Educateurs, Animateurs et Formateurs ont écrit sur l'Avenir du social  No 11. LES ELUS FACEAU SOCIAL: CONCURRENTS OU PARTENAIRES? Travail Social en lndeet en France. Justice et secret professionnel  No 12: SYND I CATS, ASSOCIATIONS: REPONSES FACE AUX MUTATIONS DU SOCIAL ? L'insertion douce. Quel avenirpour la désectorisation ?Militantsou Fonctionnaires ?  No 13. POLITIQUESOCIALEENVERSLES IMMIGRES: LES T.S. SE MOBILISENTA PARIS  Du centred'accueil eldorientation au placement familial. Réflexion éducative en milieu ouvert  No 14. TRAVAIL SOCIAL EN MILIEU PSYCHIATRIQUE  No 15/16:.A PROPOS... DE NOUVELLES PRATIQUES SOCIALES ET ECONOMIQUES»  Economia Sociale. Relation Educative. Mutations dans le travail Social.  No 17. PARTIS POLITIQUES ET TRAVAIL SOCIAL  Banlieues 89, des réponses de R. Castro. Rapports Psychologues-travailleurs sod aux  No 19. SOYONS CREATIF I  Insertion par l'économique? L'avenir de l'Education Surveillée. Centres de Loisir en milieu ouvert  No 29\* TRAVAIL SOCIAL ET TRAVAI L POU R LA PAIX  Formation en marketing social. Travailleurs sociaux acadiens. L'image de l'AS en entreprise  No 21\* LES FORMATIONS INITIALES DESTRAVAILL EURS SOCIAUX  Approches de latoxicomanie. Les régies dequartier. La formation des Travailleurs sociaux.  No 22. LEDEVELOPPEMENT SOCIAL EN MILIEU RURAL  Travail en milieu psychiatrique. Service Social et réhabi litation. A.S. sanctionnées à Paris  No 23• LE CODE DE LA NATIONALITE  Réseaux entravai' social. L'aide alimentaire à LosAngeles. Réforme du diplô me d'A.S.  No24• QUE DITES VOUS APRES AVOIR DITTOXICOMANIE ?  Des travailleurs sociaux et chercheurs s'expriment : éléments théoriques et pratiques.  No 25• TRAVAIL SOCIAL ET RESEAUX  Répression de travailleurs sociaux au Chili. Insertion et emploi. La sécurité sociale en question.  No26. LIBERER LES ID EES POUR SORTIR DES PRISONS  T.S. et chercheurs s'interrogent sur les «pratiques prisonnières» et les effets de la prison.  No27. FORUM SUR LE R.M.I. Enfance en Danger  No28. BANLIEUE CENT VISAGES  Actions menées perdes jeunes dan s cies quartiers, analyse des politiques locales.  No 29: REUSSITE SCOLAIRE  Formation des T.S. en Grèce. Le secret professionnel. Accompagnement en milieu carcéral.  No30. TRAVAIL SOCIAL ET BICENTENAIRE DE LA REVOLUTION  Révolution et droits de l'homme. Révolution et institutions. Révolution et minorités.  No31 • MALAISE DANS LE 'l'HAVAI L SOCIAL  Lavidéo sociale. Valse et travail social. Critiques culturelles  No35 INSERTION DESHA NDICAP ES ET TRAVAIL SOCIAL Lacatégorisation des pauvres, Pratiqu esinformelles en se rvi ce social  No36 LESCULTURES DE LA RUE  Réflexion collective sur les pratiques culturellesdesjeunes et les mutation sociales  No37. EPUISEMENT PROFESSIONNEL DANS LE TRAVAIL SOCIAL  La mobilisation des assistants sociaux, police et politiques de préventions  No38 LESTRAVAILLEURS SOCIAUX DOIVENT-ILS D IS PARAITR E ?  Mémoire &culpabilité, quels rôles & q uels statuts, formation d'une identité  **VIDEO**  Une cassette vidéo retrace les temps forts de la RENCONTRE BANLIEUE CENT VISAGES (VHS, 35 mn). Voir aussi No 28 BanlieueCent Visages  Abonnements : Individuel (160 Frs), Institutionnel (230 Frs), Soutient (300 frs)  Numéro : 40 Frs (port payé)  Cassette vidéo 'Banlieue Cent Visages': 150 Frs (+ 20 Frs de port) | | | | | |  |  |  |
|  | A retourner à **PEPS** 163 rue de Charenton | | | | | | 75012 PARIS  1 | |
|  | Nom/Prénom Adresse |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| Je désire prendre abonnement(s)  Je commande les Numéros suivants •  Je commande la vidéo "Banlieue Cent Visages"  (Chèque à l'odrede PEPS) TOTAL | Frs  Frs  Frs |

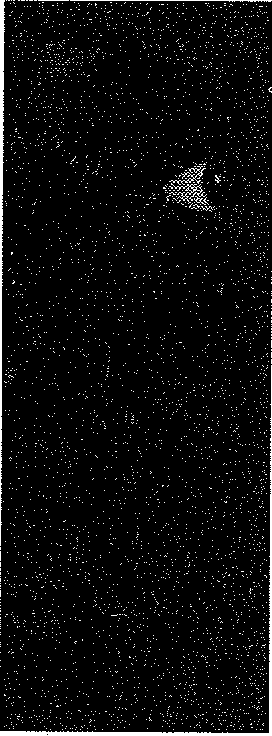
*ntervenir sur le*

|  |  |
| --- | --- |
|  | ***AVANT PROPOS*** |

*champs social, re­quiers une bonne appré­hension des mécanismes sociaux, économiques, cul­turels ; c'est s'attacher à comprendre tes mutations et agir dans le cadre d'un développement social glo­bal*

*PUS participe à cette for­mation continue par la cir­culation de l'information, dans un râle de relais et d'observateur.*

*()n ne débite pas de l'ac­tion sociale comme on dé­bite des voitures. ETRE travailleur social, c'est aussi une forme d'engage­ment et de conviction, qui passe par le droit à l'ex­pression, le droit à ('infor­mation.*



*L'immigration devient un point d'ancrage d'une sorte de fracture morale et poli­tique de la société, un su­jet de crispation un cheval de bataille, pour des ap­prentis sorciers qui agitent sans cesse les démons de l'invasion, jusqu'à en faire leur fond de commerce.*

*Consciemment ou incons­ciemment, le rapport à l'étranger intervient dans notre parole, notre pratique ; il nous oblige à nous positionner, pas seulement dans l'affichage de valeurs humanistes, universelles mais aussi dans le moin­dre de nos actes quoti­diens. En tant que profes­sionnel du champs social il nous interroge et pousse à faire évoluer notre attitude, notre intervention.*

*Pour ces raisons, PEPS a décidé de consacrer trois dossiers sur ce thème dont ce numéro constitue le premier.*

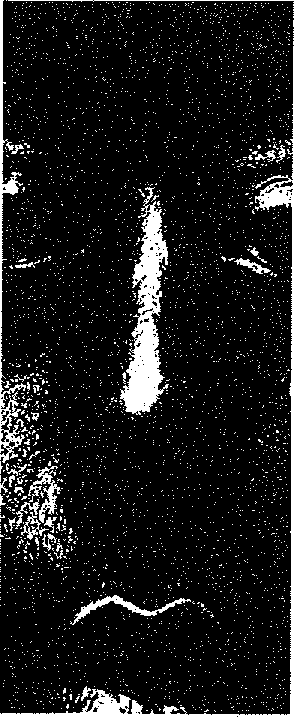
*Ces dossiers s'insèrent dans un projet\* à plusieurs dimensions :*

*- travail d'investigation et d'analyse au niveau d'un collectif de rédaction et de recherche,*

*- rencontre avec des pu­blics : lieux de formation, de travail, quartiers...,*

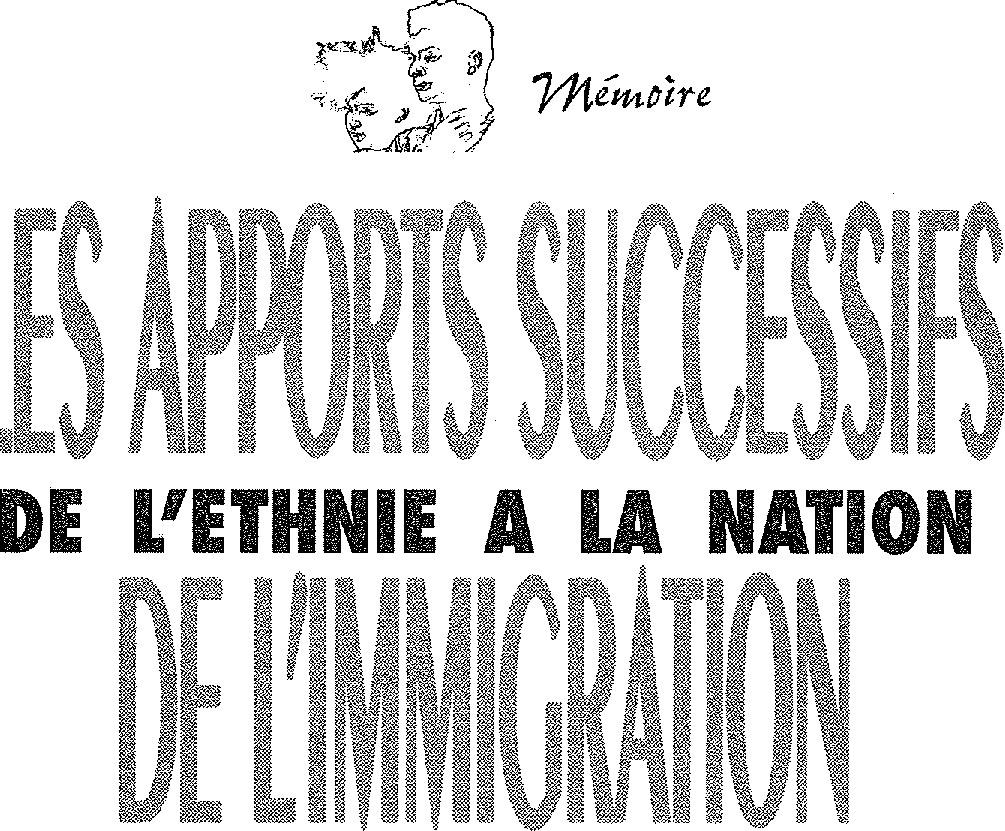
*- sensibilisation à travers la mise en place d'un fo­rum débat, une manifesta­tion inter-culturelle.*

*Le troisième numéro de PEPS (sortie en décem­bre 92) sera le reflet de la démarche engagée, il com­plétera les deux premiers dossiers sut le thème de l'immigration.*



*n'évitez pas à nous contacter pour en  
savoir plus : PEPS -* /63 *rue de Chareenn ‑*  
*75012 PANS - rél : e0 02* 09 56

**LES ETHNIES DES ORIGINES**



*éterfire*

Si on remonte aux origines de la nation française, on constate que d'importants flux migratoires se sont produits entre -500 av JC et 500 ap JC sur un territoire dont les frontières naturelles sont les Ardennes au Nord, l'Atlantique à l'Ouest, les Pyrénées au Sud et les Alpes à l'Est.

Les Celtes au Ve siècle avant JC résidaient sur des territoires situés près du cours supérieur du Rhin et du Danube (Civilisation de la Tène). A cette époque une grande partie va émigrer à l'Est et à l'Ouest de cette région.

***Si on remonte***

***aux origines de***

***la nation***

***française, on***

***constate que***

***d'importants***

***flux migratoires***

***se sont produits***

***entre -500 av JC***

***et 500 ap JC sur***

***un territoire***

***dont les***

***frontières***

**6 *naturelles sont***

***les Ardennes au***

***Nord,***

***L'Atlantique à***

***l'Ouest, les***

***Pyrénées au***

***Sud et les Alpes***

***à l'Est.***

Sur le territoire actuel de la France, ces derniers vont rencontrer d'autres peuples très disséminés qui se soumettront petit à petit au nouvel occupant, dans certaines régions cependant ces peuples et les tribus celtes vivront longtemps côte à côte sans trop se mélan­ger (1). Une civilisation celtique se mettra en place petit à petit.

Avec la période de la colonisation romaine, une nouvelle ère va com­mencer et apparaîtra ainsi une cul­ture gallo-romaine ; les dialectes des différentes régions de France remontent à cette époque. Puis viendront les invasions des Burgondes, des Alamans, des Wisigoths, des Francs et des Vikings pour ne citer que les peu­ples qui laisseront des traces his­toriques. Cependant seuls les Francs seront assez nombreux pour occuper et modifier durable­ment le nord de la France; les autres peuples s'assimileront dans les différentes régions occupées.

C'est de cette région, notamment l'lle de France que naîtra le pouvoir des rois, tous issus de leur ancêtre commun : Clovis roi des Francs.

Tout au long du Moyen Age et jusqu'à la Révolution française, le royaume de France sera très di­versifié avec des composantes eth­niques différentes. L'ethnicité se­lon FM Raveau (2) se caractérise par sept indicateurs : bio-généti-que, territorial, linguistique, cultu­rel, économique, politique et reli­gieux.

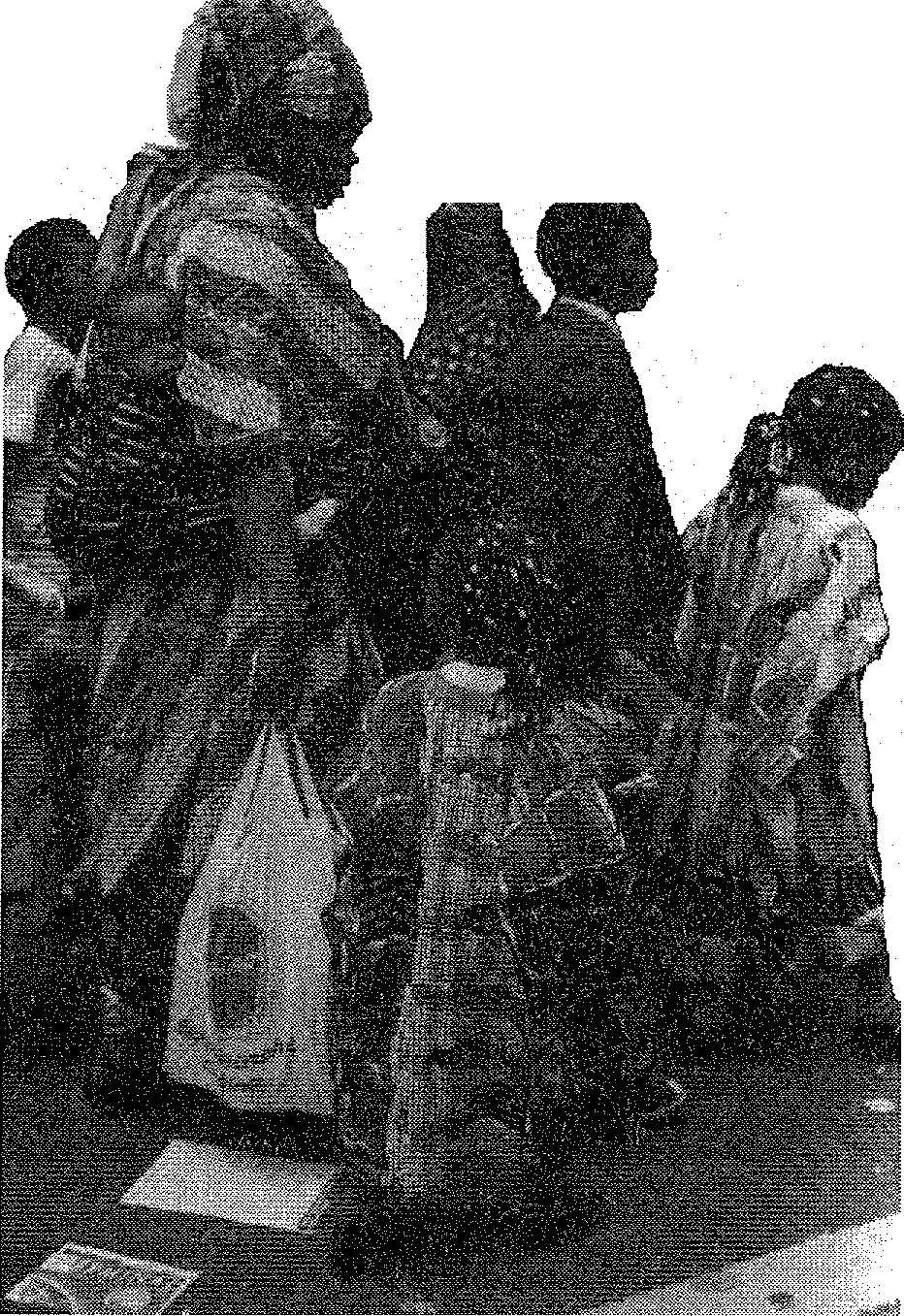
Pendant de nombreuses années des régions entières échappaient au pouvoir royal, certaines étaient autonomes d'autres rattachées à des puissances étrangères. Petit à petit cependant les rois de France vont construire un état qui s'atta­quera aux différences ethniques régionales : Philippe Auguste, Saint Louis et Louis XIV en seront les principaux artisans.

La croisade contre le Languedoc et le catharisme menée par Philippe Auguste et Saint Louis marque une volonté expansionniste de cons­truire un état autour d'une seule langue, d'une seule culture et d'une seule religion dominante.

Avant 1789 la France était divisée en Provinces :

Au nord de la Loire : Celtes, Ro­mains et Francs ont façonné un mode de vie et une culture spécifi­que. La langue française ancienne n'est parlée qu'à la cour et par les élites locales des régions, les gens du peuple parlent les dialectes ré­gionaux répartis en patois(langue d'oïl), c'est la France du nord ou

Francie. En Bretagne et en Flandres, les habitants ont une ori­gine ethnique différente, ils parlent le breton et le flamand. En Alsace ainsi que dans le nord de la Lorraine ethnies et dialectes sont issus du monde germanique.



|  |  |
| --- | --- |
|  | *7441epte'ire* |

Au sud de la Loire : c'est l'Occitanie, Celtes et Romains ont contribué au développement d'un immense territoire. Au fil des siècles une civilisation très évoluée s'est épa­nouie, ouverte aux échanges et aux autres cultures. Le libre accès était toléré aux étrangers, les juifs y étaient très bien intégrés. Cette culture sera enrichie grâce aux activités et aux déplacements des trouba-dours. Les habitants parle l'occitan (langue d'Oc) réparti en différents dialectes et patois.

Au Pays Basque une identité na­tionale existe depuis long­temps, en Catalogne la culture et la langue sont d'origine romane mais la région fut longtemps rat­tachée au royaume d'Aragon ce qui donne ainsi une identité diffé­rente de l'Occitanie ; quant à la Corse ethnie, culture et langue sont caractéris­tiques.

L'IMMIGRATION SOUS L'ANCIEN REGIME **(3)**

La faiblesse de l'accrois­sement de la population française due aux mala­dies, à la famine et aux guerres et qui la mainte­nait parfois au dessous des ressources possibles du pays a été favorable à l'immigration étrangère.

C'est notamment dans les activités nouvelles comme l'indus­trie et le commerce que le besoin s'en fait sentir.

Les preuves de cette faveur pour l'immigration abondent. Dès 1309, Philippe le Bel accorde des priori­tés aux Portugais qui s'établissent dans les ports français. Louis XI donne toute liberté aux Flamands qui s'installent à La Rochelle, aux Florentins banquiers à Lyon, aux Italiens et aux Grecs attirés pour les soieries de Tours. Henri IV multiplie les privilèges pour les

Hollandais qui s'établissent en Vendée et au Poitou. Colbert donne aux Grecs et aux Arméniens qu'il installe à Marseille le titre de «bour­geois d'icelle ville et tous droits et privilèges et exemptions». Jusque sous Louis XVI un arrêt du Con-seil(1785) donne latitude aux fabri­cants de mousseline, de draps et de toiles, aux tanneurs et aux quincaillers étrangers de s'installer en France. Pour retenir l'homme on s'efforce même de faire venir sa famille. Colbert s'occupe du sort des femmes des mineurs alle­mands et de celles des charpen­tiers hollandais qu'il établit dans différents ports. Les ambassadeurs français essaient d'obtenir de Venise qu'elle laisse par­tir pour la France les familles des verriers de Murano qui ont été

s o - doyés

*Ph M.P. GAVET*

et attirés à Paris Les artistes, sa­vants, imprimeurs, érudits bénéfi­cient à toutes les époques de fa­veurs spéciales, afin selon l'ex­pression de Louis XIV, confirmant en 1671 le privilège des artistes logés ai' Louvre «d'attirer plus faci­lement les étrangers qui étoient pour lors dans la plus grande répu­tation d'y exercer soit pour la pein­ture, sculpture, gravure, orfèvrerie et autres travaux».

Dans l'armée, les étrangers furent appelés en grand nombre et cons­

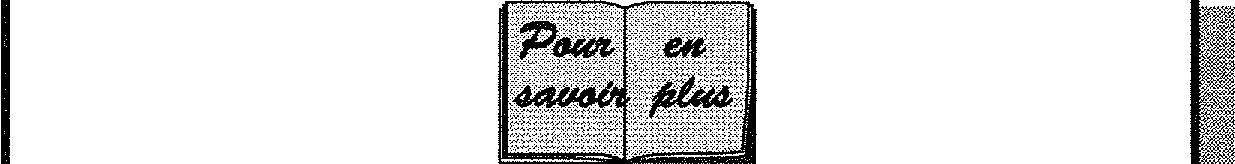
tituèrent souvent plus du tiers des effectifs ; on leur accorde honneurs et avantages pour les inciter à res­ter en France et à y fonder une famille. Dès 1346 à la bataille de Crécy, l'armée française compte 15000 archers génois. De 1480 à 1589 la royauté opère 45 levées en Suisse totalisant 300 000 hommes. Richelieu recrute des Weimariens, des Suisses, des Italiens et des cavaliers hongrois. Au XVIIe et XVllle siècles, 1/3 au moins de l'armée française est composée de régiments allemands, irlandais, suisses, italiens, wallons, polonais etc...Le rôle général des effectifs en 1748 indique 68 420 étrangers sous les drapeaux.

A coté de cette politique des auto­rités, d'autres causes favorisaient en France l'établissement des étrangers : occupation de certai­nes régions telles que la Norman­die et la Guyenne par les Anglais ; la Franche Comté par les Espa­gnols ; l'apport de population étrangère par osmose dans les Marches frontières, les provinces venant au Pays par héritage ou conquête et entraînant des éléments étrangers avec elles.

La population française, d'ailleurs se montrait d'ailleurs très accueillante pour les étrangers. Suivant une phrase du Mercure en 1614 : «Notre France est une mère commune de tout le monde qui ne refuse nourriture et accroissement à personne» Il y avait même un véritable engouement pour tout ce qui était étran­ger. Saint Simon dit en par­lant de Rosen brave mili­taire de Livonie désireux de pousser son fils à la Cour de Louis XIV «Il connaissait le Roi et son faible et celui de la Nation pour les étrangers»

Cependant cela ne voulait pas dire qu'on ne trouva pas parfois exces­sif le nombre des étrangers. Les Annales de la Cour et de Paris pour 1697 et 1698 se plaignent du renchérissement des logements dù à l'afflux des étrangers. La concur­rence amène des difficultés entre Nantais et commerçants hollan­dais installés dans cette ville, entre

ouvriers métallurgistes allemands et français et les corporations par­fois se plaignent du trop grand nom­bre de travailleurs et fabricants étrangers. Mais ces plaintes res­tent rares.



1. Jean de Vries «La religion des Celtes», Ed Payot (1998)
2. F.M. Raveau «Ethnicité, migration et minorité» Document de l'Ecoles des Hautes Etudes en Sciences Sociales (1985)
3. Georges Manco, «Les étrangers en France», Librairie A. Co­lin (1932)
4. F. Braudel «L'identité de la France», Ed. Fayard (1986)
5. M. Mauss «Théorie des civilisation» (oeuvres, 2, réf citée p 451 et suivantes)
6. M Weber «Economie et Société», Ed Plon (Réed 1979)
7. D. Schnapper «L'Europe des immigrés», Ed F. Bourin

La Royauté surveillait et contrôlait la venue des étrangers, elle tra­vaillait à leur assimilation (Interdic­tion du droit d'héritage, encoura­gement aux mariages français/ étrangers, naturalisations de plus en plus fréquentes, francisation des noms mais régime spécial pour les Juifs)

**LA CITOYENNETE ET LA NATION**

Avec la Révolution française les choses vont évoluer encore plus rapidement que du temps des rois. Tout d'abord des mesures progres­sistes dans la constitution de 1793 : comme celles concernant l'obten­tion de la citoyenneté française pour des immigrés résidant en France depuis un an.

*Texte de juin 1793 (Constitution de anl ) :*

«Tout homme né et domicilié en France âgé de 21 ans accomplis. Tout étranger âgé de 21 ans ac­complis qui domicilié en France depuis une année y vit de son travail ou acquiert une propriété ou épouse une française ou adopte un enfant ou nourrit un vieillard. Tout étranger enfin qui sera jugé par le Corps Législatif avoir bien mérité de l'humanité est admis à l'exercice des droits de citoyen fran­çais.»

Mais cependant l'esprit jacobin fa­vorisera aussi un centralisme exa­cerbé (création des départements) au détriment du régionalisme, la guerre aux frontières renforçant cet état d'esprit. C'est la véritable nais­sance de la nation française. A savoir qu'une nation est composée d'une communauté humaine ayant des origines géo-historiques com­munes ainsi qu'une langue com­mune avec des liens culturels et économiques plus ou moins forts. Des deux mesures citées plus haut (La citoyenneté pour les étrangers et le centralisme des départements) le Directoire mais surtout l'Empire qui marquent la fin de la Révolution Française ne conserveront que la deuxième. Désormais une seule

norme culturelle, administrative, judiciaire et politique sera appli­quée aux différents départements français.

A l'heure actuelle malgré tout, des différences ethniques régionales continuent toujours d'exister, bien que la culture française domine l'ensemble du pays. C'est surtout après l'année 1968 que différents mouvements régionaux ont reven­diqué des droits spécifiques et ont fait redécouvrir à beaucoup des cultures très riches. Dans deux régions (Pays Basque et Corse) le droit à l'autodétermination est re­vendiqué par des organisations nationalitaires. Il semblerait aussi qu'avec la mise en place de la décentralisation, les responsables politiques constatent que le centralisme à tout crin ne soit plus la solution idéale.

Comme le montre F Braudel (3) l'identité de la France est plurielle, elle n'est pas issue d'une seule ethnie. Pour être très clair je pense qu'il faut bien différencier les deux termes ethnie et nation : tout en sachant que différentes ethnies peuvent constituer une nation ; qu'une ethnie peut être partagée entre deux ou plusieurs nations différentes mais aussi qu'une na­tion peut exister sans état.

Le sociologue M Mauss (5) donne trois exemples pour caractériser selon lui une nation :

a) «Nous confondons, en effet sous ce nom (nation) des sociétés très différentes (...) d'une part ce

qu'Aristote appelait des peuples (ethné) et d'autre part ce qu'il ap­pelait des cités (poleis)et que nous appelons des états ou des nations»

1. «Il n'y avait nation que là ou le citoyen participait par délégation parlementaire à l'administration de l'état. Et ce furent les deux premiè­res grandes républiques du monde occidental, celle des Etats-Unis et celle de la France révolutionnaire qui firent passer la doctrine (...) à la dignité de doctrine fondamentale et exclusive de la vie publique»
2. «L'idée force de nation (...) est l'oeuvre spontanée de générations qui ont étendu au peuple, par le moyen du système de la déléga­tion populaire et parlementaire, le partage de la souveraineté et de la direction.

Comme nous venons de le voir, ce sont des personnes d'origines eth­niques différentes qui ont participé à la création de la nation française. Cependant pour un individu ayant quitté son pays d'origine, il ne faut jamais oublier que la formation de son identité basée sur ses origines reste souvent la chose à laquelle il tient le plus. Voici ce que M Weber dit à ce sujet (6) :

«Un sentiment de communauté ethnique très spécifique et souvent d'une grande portée existe là ou est demeuré vivace pour quelque motif que ce soit, le souvenir de l'origine d'une communauté exté­rieure formée par une séparation spécifique ou une émigration à partir d'une communauté mère (Colonie ou processus analogue)»

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | *emeire* | Publicité |

La richesse d'un pays comme la France se caractérise en particu­lier par des apports successifs dus à l'immigration ; apports qui n'ont jamais remis en cause la culture française mais au contraire l'ont enrichie. Une culture dominante peut très bien cohabiter avec des cultures minoritaires à condition que ces dernières soient res­pectées. Selon Dominique Schnapper (7), l'immigration a tou­jours représenté en tant que telle un défi pour la nation, mais sa politisation dans le débat public est récente. Elle date du début des années 80 au moment ou a com­mencé à grossir un parti d'extrême droite. Jusqu'alors un compromis efficace avait fonctionné qui avait permis le recours à l'immigration à la fois comme «politique de peuplement et politique de main d'oeuvre «. Car entre le début des années soixante et le milieu des années soixante dix, «l'émigration a été à la fois économique et cultu­relle» et la majorité des migrants étaient alors porteurs d'un projet de mobilité, d'aspiration à la modernité, avec toutes les valeurs qui lui sont attaché. Leur départ était le fruit d'une rupture avec les sociétés paysannes et tradition-nelles.»Ce sont d'ailleurs ces élé­ments qui ont facilité largement l'intégration, dans le sens que Dominique Schnapper lui donne dans son livre »L'Europe des immi­grés» lorsqu'elle la définit comme»le processus par lequel les individus participent à la vie collective par l'activité profession­nelle, l'apprentissage des normes de consommation, l'adoption des comportements familiaux et so­ciaux, l'établissement de relations avec les autres».

Le Comité National de Liaison des Associations de Prévention spécialisée, en collaboration avec le Conseil Technique des clubs et équipes de Prévention Spécialisée(\*), organise une mani­festation d'envergure sans précédent pour la prévention spécialisée :



**VOIR PLUS LOIN, PENSER PLUS LARGE** les 3 - 4 - 5 et 6 Juillet 1992 à Strasbourg.

Organisée à une date anniversaire : 20 ans après la signature de l'arrêté du 4 Juillet 1972 qui a reconnu officiellement les clubs et équipes de prévention spécialisée, cette manifestation a 4 objectifs :

- Ouvrir une réflexion sur le devenir de l'action de prévention spécialisée en tant que réponse à l'exclusion sociale et à la délinquance des jeunes. C'est la partie congrès d'AGORA 92

- Mettre en valeur l'action des clubs et équipes de prévention spécialisée avec les jeunes dans les quartiers, sous forme d'expositions, de pres­tations publiques (théâtre, danse, musique, vi­déo, etc...) dans différents lieux de la ville. C'est la partie communication d'AGORA 92.

- Mettre en perspective l'action des clubs et équipes de prévention spécialisée pour les an­nées à venir. C'est la partie signature d'une Charre d'objectifs au cours d'AGORA 92.

- Constituer un réseau d'échanges européens pour les opérateurs sociaux de quartiers (for­mation, visites de sites, expériences pilotes, etc...) et les jeunes issus des quartiers (chan­tiers, rencontres, camps, formation, projet d'insertion, etc..) C'est la partie ouverture euro­péenne d'AGORA 92.

Contact : Christian GUILLAUMEY Tél : 88 36 77 48 - Fax : 88 37 97 25

(\*) Organisme consultatif auprès du Ministère des Affaires Sociales.

**«Regards croisés sur les réalités» :**

Le foyer d'Alfortville ouvre ces portes  
le 4 juillet 92.

Un foyer organise une journée porte ouverte pour «d'autre porte s'ouvrent.»

Les résidents originaires de la vallée du fleuve Sénégal veulent se faire connaître par leur histoire, et présente leurs réalisations...

Rue des Alouettes - 94140 ALFORTVILLE Renseignements : 489311 60 ou 43 68 80 22

A l'heure actuelle en France plu­sieurs solutions sont offertes aux personnes immigrées dont les deux pôles extrêmes sont soit l'adapta­tion sans perte de la nationalité, pour une durée limitée et sans ac­cès à la citoyenneté ; soit l'adapta­tion avec obtention de la nationa­lité française donnant accès à la citoyenneté. A l'heure actuelle tout le monde parle d'intégration, pour­tant il est important de revenir sur les définitions exactes :

Dans l'Encyclopaedia Universalis,

Raymond Boudon donne ces ex­plications.

«En ce qui concerne le concept d'adaptation sociale, on peut dire que celui ci va de paire avec celui d'intégration sociale : l'adaptation décrit les mécanismes par lesquels un individu se rend apte à apparte­nir à un groupe ; l'intégration ceux par lesquels le groupe admet un nouveau membre. L'adaptation in­siste sur les changements chez l'individu, ainsi pour être accepté l'individu doit partager jusqu'à un certain point les valeurs opinions et attitudes du groupe.Quant à la pro­babilité que l'individu accepte ces valeurs, elle dépend de plusieurs conditions. Il faut d'abord que les opinions et attitudes du groupe ne viennent pas contredire celles aux­quelles l'individu tient parce qu'el­les lui permettent de confirmer son appartenance à d'autres groupes. En second lieu, il est nécessaire que les opinions et attitudes du groupe ne viennent pas contredire des positions profondes chez la personne en question.»

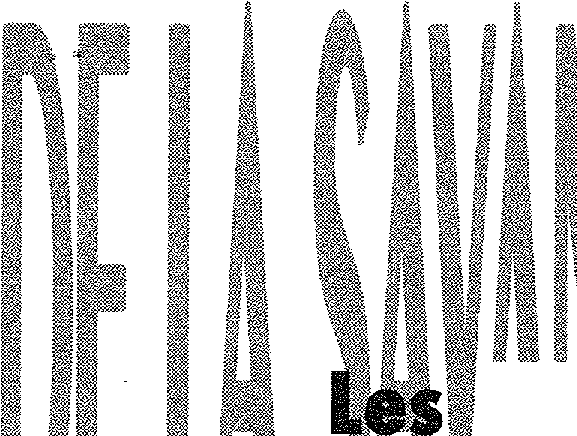
Dans un état réellement démocra­tique, trois possibilités devraient être offertes aux ressortissants immigrés avec un certain nombre de situations intermédiaires et tran­sitoires.

1. La possibilité de s'insérer dans une société en gardant sa nationa­lité et sa culture d'origine tout en respectant publiquement le mode de vie et les lois du pays d'accueil et en bénéficiant d'un apport cultu­rel nouveau et de la citoyenneté.
2. La possibilité de s'intégrer en adoptant la nationalité du pays d'ac­cueil tout en gardant des référen­ces de sa culture d'origine et en adoptant des valeurs culturelles du nouveau pays en choisissant d'y vivre définitivement.
3. La possibilité de s'assimiler com­plètement en ne gardant que quel­ques caractéristiques de sa culture d'origine.

Ces possibilités rendraient possi­bles le développement d'une Nou­velle Citoyenneté comme plusieurs associations de jeunes issus de l'immigration l'ont revendiquée.

**Raymond CURIE**

I



10

Pendant la période coloniale, les migrations étaient dirigées par les administrations coloniales, notam­ment pour les travaux forcés de constructions diverses. C'est de cette période que date «l'enclenchement» d'un processus migratoire appelé à durer, et qui s'étend désormais au niveau inter­national. C'est notamment de cette période coloniale dont il sera ques­tion ici car elle détermine en grande partie, nous le verrons, l'extension des mouvements migratoires en Afrique de l'Ouest.

Des comportements nouveaux et des habitudes de consommation nouvelles sont apparus, motivés par le développement du salariat et par l'exclusivité grandissante d'une économie de marché monétaire rendue d'autant plus pesante que les pouvoirs coloniaux se réappropriaient une partie de ce salaire (impôts, taxes diverses..).

Dans certains cas, l'administration coloniale tirait profit de l'économie traditionnelle de servage. Dans le Cameroun des années 1920, 30 par exemple, la souveraineté de l'aristocratie peule n'était pas re­mise en cause ; elle fut coiffée d'une administration européenne qui maintenait le statu quo.

La disponibilité de la main d'oeuvre était garantie par la souveraineté peule qui, de fait voyait la situation coloniale sous un jour plutôt posi­tif : «celui qui ne s'oppose pas à eux et à leurs lois vit en paix sous leur règne «. L'arrivée des euro­péens, anglais et français, au Cameroun, n'a certes pas entraîné une dépossession des terres. Elle n'a pas non plus favorisé la sup­pression de l'esclavage.

Et l'européen avait d'autant plus de pouvoir qu'infidèle, il ne pouvait être rendu coupable d'actes sanc­tionnés par la justice coranique.

Par contre, le colonisé se trouvait sous le coup d'une double juridic­tion : coranique et administrative. En venait-il à imiter le comporte­ment du blanc qu'il était tout de suite puni.

L'ETUDE DES MIGRATIONS

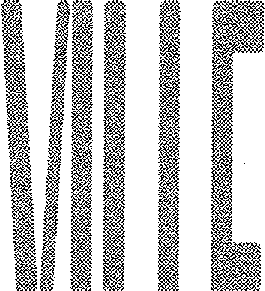
Disponibilité de la main d'oeuvre, développement inégal des régions, organisation des flux migratoires :

|  |  |
| --- | --- |
|  | *éretoire* |

I

religane42:37,

en Afekelee ihdelekeem



***Entre les années 1960 et 1980, les***

***villes africaines connaissent un***

***taux de croissance de l'ordre de***

***6% à 10% par an. Elles ont connu***

***depuis le début du siècle une***

***urbanisation rapide avant même***

***qu'une infrastructure industrielle***

***ne soit mise en route.***

***Cette urbanisation massive est le***

***témoignage d'un inégal***

***développement des régions dont***

***les plus pauvres ont été***

***délaissées au profit des***

***«comptoirs coloniaux» qui n'ont***

***cessé de se développer depuis le***

***début du siècle.***

***Ce développement inégal a pour***

***conséquence des mouvements de***

***population difficilement***

***contrôlables vers les villes les***

***plus développées (Abidjan, Dakar,***

***Yaoundé ...) dans l'espoir d'y***

***trouver du travail.***

autant de traits qui caractérisent la période coloniale.

|  |  |
| --- | --- |
|  | *empire* |

A sa suite, la période des indépen­dances voit les mouvements de population s'accentuer. L'intégra­tion, depuis les années 1960, des pays non industrialisés à l'écono­mie capitaliste mondiale a souvent été vue sous l'angle des mouve­ments de capitaux partout où le taux de profit est maximal. Elle l'a moins été sous l'angle des mouve­ments de population qu'elle impli­que. A ce titre, géographes et éco­nomistes ont ceci de commun d'analyser les phénomènes migratoires en tant que déplace­ment de population dans l'espace. En ce sens, ils réduisent la migra­tion à sa pure expression physi­que.

L'opposition classique entre migra­tions rurales et migrations urbai­nes par exemple, relève d'une pro­blématique spatiale qui est loin de recouvrir des rapports sociaux réels.

Rendre compte du phénomène migratoire suppose l'adoption d'une perspective historiciste (1), seule à même d'éviter les explications ha­sardeuses. On ne peut en effet considérer les migrations comme une simple extension géographi­que de la population concernée, car les migrations produisent des conditions nouvelles ; elles se tra­duisent par des changements dans les pratiques sociales. Aussi, les migrations de colonisation et les migrations de travail peuvent avoir des causes et des conséquences identiques.

On a souvent expliqué la migration par la surpopulation du milieu d'ori­gine. La surpopulation explique-t-elle le choix de la région ou du pays d'accueil ? Explique-t-elle les con­ditions de vie nouvelles rencon­trées par les migrants ?

La surpopulation peut certes être une des causes de migration, mais elle ne suffit pas à en rendre compte.

J.P. RAISON (1968) fait remar­quer qu'il est rare que la surpopulation joue seule car il est rare qu'«elle soit nettement res­sentie tant que la découverte du monde extérieur ne permet pas de

connaître les avantages qu'on peut tirer de l'émigration».

Parfois, dans l'exemple africain, on tend aussi à expliquer une si­tuation sociale liée à la pénétration du capitalisme pas des caractéris­tiques propres à des sociétés dites pré-capitalistes. Par exemple, l'op­position aîné-cadet en tant que conflit intervenant entre les jeunes et les vieux à l'intérieur de certai­nes sociétés est - à juste titre ­souvent considéré comme étant un facteur de départ en migration. Pourtant, si l'antagonisme entre les aînés et les cadets rend compte du départ de ceux-ci en migration, il n'explique en aucune façon leur destination. Les conflits aînés-ca­dets étant le principe même du fonctionnement de nombreuses sociétés africaines et à ce titre. ayant une existence très ancienne, ils ne peuvent rendre compte du phénomène éminemment actuel que sont les migrations.

Aussi, n'est-ce pas l'opposition aînés-cadets qui est la cause di­recte des migrations mais plutôt le processus de transformation qui affecte l'ensemble des sociétés africaines.

Sans l'impact du capitalisme sous sa forme coloniale ou néo-colo-niale, il n'y aurait pas de migrations modernes. Mais celles-ci ne peu­vent se perpétuer que par l'exis­tence des oppositions présentes dans les sociétés qui engendrent les migrants.

Dès lors que le déclenchement des migrations modernes s'est effec­tué, les conflits aînés-cadets ne font qu'entretenir le processus migratoire.

Dans un même ordre d'idées, il existerait selon certains, chez cer­taines ethnies, une propension particulière à migrer. Des caracté­ristiques observées localement et à une date déterminée sont éri­gées en essences propres à une ethnie donnée. Ainsi, on aura des ethnies dynamiques (ex : Wolof du Sénégal) opposées à des ethnies conservatrices (ex : Bassari du Sénégal).

L'anthropologie culturelle tente d'appréhender les phénomènes sociaux à travers la saisie de la

personnalité de base des mem­bres de l'ethnie ou le modèle cultu­rel de la société. On estimera par exemple qu'il y a un modèle cultu­rel (pattern) propre à telle ou telle population qui opérait autrefois pendant la période pré-coloniale et qui est réutilisé ou réactualisé à l'époque contemporaine, induisant certains effets sociaux, par exem­ple les migrations.

Cette théorie met l'accent sur l'as­pect interne et non économique des mécanismes sociaux régissant les sociétés traditionnelles ou précolon laies.

A titre d'exemple, les Soninké de la vallée du Sénégal, engagés de­puis des siècles dans des activités commerciales se sont trouvés con­frontés, à la fin du XlXème siècle, à une situation de délaissement économique (disparition du com­merce de la gomme). Cette situa­tion, ainsi que la perception de l'impôt par les Français, les ont contraint à se reconvertir dans le navétanat (voir plus loin), et en­suite à émigrer vers la France.

Aucune société n'a jamais vécu à quelque époque que ce soit de façon isolée et repliée sur elle-même. Toutes les sociétés ont tou­jours été insérées dans des en­sembles socio-économiques qui les débordaient largement et qui in­fluaient sur elles. Les analyses psychologisantes ou culturalistes pêchent par «fétichisme» de la société ou de l'ethnie car, selon elles, les ethnies africaines élabo­rent des stratégies de réponses différentes en fonction d'une situa­tion coloniale ou post-coloniale unique.

Le comportement différenciel de chaque ethnie en face des mouve­ments de population doit plutôt être cherché dans les compatibilités et incompatibilités entre le système pré-colonial (développement iné­gal des contradictions au sein de ces sociétés) et le système colo­nial (politique coloniale en matière de main d'oeuvre et d'aménage­ment du territoire). En tout état de cause, il faut comprendre les mou­vements de population dans les sociétés traditionnelles sous leur *forme coloniale.*

11

Les migrants se trouvent confron­tés, notamment en milieu urbain, aux exigences de l'économie mo­derne. Cette expérience leur per­met d'élaborer des stratégies qui se révèlent souvent plus importan­tes dans leur attitude au sein de la zone d'accueil que le comporte­ment qu'ils doivent à leur milieu d'origine.

|  |  |
| --- | --- |
|  | *74jétera;re* |

Que l'économie marchande orga­nise et planifie les migrations sous leur forme moderne ne doit pas masquer pour autant les stratégies de réponses des sociétés produc­trices de migrants face à une situa­tion économique donnée.

Toute la question est en effet de savoir par rapport à quoi une mi­gration est organisée ou planifiée.

Les Soninké du Sénégal par exem­ple, *organisent* la migration pour répondre de façon optimale à la situation économique qu'ils ont à affronter. Des familles comprenant plusieurs fils organisent volontiers un roulement de façon à ce qu'il y ait à tout moment un ou deux tra­vailleurs à l'étranger, tandis que le reste des fils et des frères cadets demeurent au village pour s'occu­per des cultures.

Dans ce réseau *migratoire* très structuré, l'information circule cons­tamment entre les différents points, et le rôle joué par les travailleurs migrants dans la prise de décision concernant leur village est très im­portante.

Parallèlement, l'étude de la ge­nèse des migrations nous renvoie à un fait qu'une étude non histori­que risqueraitde nous faire oublier : le rôle de la coercition, de la con­trainte voire de la violence comme mécanisme déclencheur de nom­breuses migrations.

Il a fallu tout le poids de l'adminis­tration coloniale pour institu­tionnaliser les migrations de travail chez les Mossi de Haute-Volta. L'émigration des Peuls de Guinée n'est pas à séparer des effets des­tructeurs exercés par le régime colonial et post-colonial sur le Futa-Jalon.

**12**

Plus qu'un déplacement dans l'es­pace, la migration apparaît alors comme un changement d'état ou

de condition sociale : il y a rupture entre le milieu de départ et la zone d'arrivée, notamment au niveau des rapports de production.

Aussi, étudier les migrations, c'est apprécier l'efficacité du déplace­ment sur la perpétuation et la trans­formation d'une société ; c'est mesurer l'effet que la mobilité fait peser sur le fonctionnement et l'évo­lution des rapports de production.

**LES MIGRATIONS LOBI EN COTE D'IVOIRE**

Les migrations Lobi qui ont pris place depuis le début du siècle ­pendant la période coloniale et depuis l'indépendance - semblent la continuation et le prolongement de mouvements plus anciens.

Conséquence des migrations, l'ex­tension territoriale des Lobi vers le Sud-Ouest de la Haute-Volta et le Nord-Est de la Côte d'Ivoire dure en fait depuis plus de deux siècles. Il s'agit de migrations qui affectent, non des individus, mais des grou­pements qui cherchent à repro­duire un tissu social analogue à celui de leur milieu d'origine.

En ce sens, ni la demande de main d'oeuvre provenant des entrepri­ses coloniales, ni le développe­ment du capitalisme en basse Côte d'Ivoire et son corollaire, l'urba­nisation, n'ont eu d'impact direct sur l'ampleur et la direction de ces migrations qui sont restées à ca­ractère rural-rural.

Quels sont les facteurs qui déter­minent le départ des Lobi de leur lieu de résidence ? Comment cette société lignagère arrive-t-elle à concilier la dislocation fréquente des unités villageoises avec le fait que tous se reconnaissent Lobi ?

La première étape historiquement connue des migrations Lobi est celle de la traversée de la Volta qui donne à la tradition orale son point de départ. La tradition associe cette traversée aux attaques menées par des «cavaliers invincibles» ; réfé­rence probable aux événements qui ont troublé à cette période les royaumes Dagomba et Gonja au Nord Ghana (fin XVII lème siècle).

Leur infiltration vers la Côte d'Ivoire depuis la fin du XIXème siècle au

début de l'occupation coloniale marque le refus d'être soumis au royaume Koulango, maîtres de la terre.

En apparence très organisée, la communauté Lobi s'est forgée une réputation d'archaïsme et de rudesse renforcée par leur résis­tance à la pénétration française, leur lente soumission aux autorités coloniales.

En retour, le programme appliqué par l'administration coloniale en Haute Volta de façon autoritaire et parfois répressive, devient vite d'as­surer la «prise en main d'une popu­lation arriérée» ; de «pacifier» le Lobi.

Du côté ivoirien par contre, les Lobi, dont l'implantation est plus récente, bénéficient d'une politi­que d'intervention modérée en rai­son de l'intérêt que pouvait repré­senter leur immigration en grand nombre, tant pour l'économie de la région que pour celle de la ville. Les migrations vers la Côte d'Ivoire s'en trouvent favorisées, notam­ment dans les années 1920.

Les Lobi deviennent les seuls cul­tivateurs du pays possédant et pro­duisant les ressources permettant aux autres de vivre. Les autochto­nes de la région de Bouna, les Koulango laissent en effet les Lobi acquérir les terres. Ce mouvement se perpétue jusque dans les an­nées 1950.

Quelles sont les causes qui ont déterminé l'expansion Lobi ?

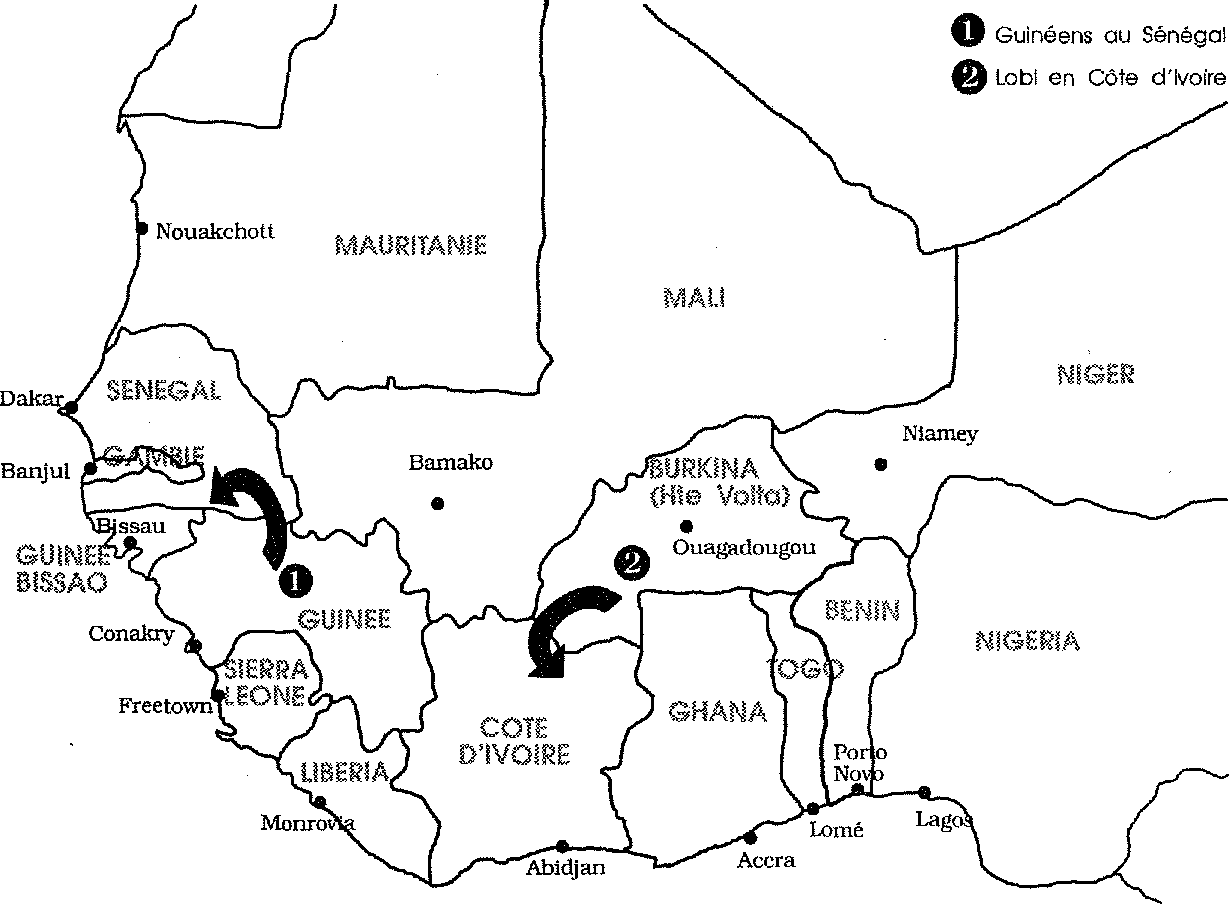
On pourra distinguer deux séries de causes en fonction des pério­des pré-coloniale et post-coloniale.

Pour la période précoloniale, les récits des Lobi traitent de la recher­che de sites fertiles et giboyeux comme étant à l'origine de la fon­dation de villages. Mais d'autres causes, inhérentes aux structures sociales Lobi peuvent être déga­gées.

Un événement particulier dans la vie des Lobi ne prend son véritable sens que dans la mesure où il est le révélateur de certaines relations avec leurs parents, leurs co-villa-geois et même leurs proches an­cêtres défunts.

De fait les causes apparemment économiques et les causes appa­remment magico-religieuses ou conflictuelles sont difficiles à dis­tinguer.

|  |  |
| --- | --- |
|  | *eseeire* |



O Guinéens au %nem! Lob en Côte d'Ivoire

**MAURITANIE**

Banju

**GUIN**

**BISSA()**

Conakry Freeto

Plusieurs domaines de la réalité sociale viennent par conséquent interférer. Par exemple, l'expres­sion assez vague de «manque de terre» peut recouvrir des situations assez différentes (insuffisance et épuisement des sols, querelle fon­cière, conflits entre père et fils, etc...) ; des circonstances fortuites (mort d'un enfant, accident de chasse, ...) qui peuvent rendre iné­luctable un départ si elles sont per­çues comme les signes d'une ten­sion, d'une opposition ou d'un pos­sible désaccord avec le milieu, les

puissances tutélaires, la terre, les co-villageois.

Rester ou même s'attarder dans un lieu qui n'engendre qu'incidents, maux ou malheurs serait pour les Lobi un début de déraison : selon leurs propres paroles, ils ne sont ni «enchaînés à leurs champs ou à leurs maisons», ni «des arbres pour rester à la même place toute la vie» lorsque tout leur semble devenir néfaste.

Durant la période coloniale, on a vu que la politique coloniale accélère les déplacements vers la Côte d'Ivoire. Les circonstances précé­dentes, nées entre autres de la vie quotidienne au village et des rap­ports de parenté, interviennent tou­

jours mais la recherche de terres vacantes devient plus importante.

A partir des années 1940-50, les cultures nouvelles (igname, riz) de­viennent des sources importantes de revenus. de plus, une adminis­tration et une fiscalité légère jouent en faveur de la Côte d'Ivoire.

Toutefois, les déplacements n'af­fectent pas l'existence des Lobi en tant qu'ensemble ethnique : la for­mation des villages et la résidence s'inscrit dans une certaine durée d'au moins 5 ans.

Les migrations Lobi se soldent-elles par une simple extension ter­ritoriale ou bien entraînent-elles certaines transformations de la so­ciété ?

La migration semble répondre à deux ordres de fait souvent indis-socia-bles : d'une part, elle traduit les rap­ports institutionnalisés entre les clans (alliés, ennemis) et les conduites so­ciales prescrites par le clan ; d'autre part, elle correspond d'une certaine façon au contexte politique et écono­mique de l'époque dans laquelle elle se déroule.

De fait, les Lobi semblent surtout avoir prolongé, durant plus de 150 ans, les voies tracées par leurs an­cêtres à partir de la Volta noire, des voies susceptibles d'éloigner dans l'espace groupes alliés et groupes ennemis. La reproduction de cer­tains mécanismes sociaux (organi­sation de village, mode d'obtention

de l'autonomie économique) favo­rise une certaine homogénéité du pays Lobi indépendamment des frontières politiques.

La politique ivoirienne toutefois, favorise, à la différence de la Haute Volta, la modernisation de l'habitat en concessions au niveau des uni­tés villageoises.

En Côte d'Ivoire, les Lobi s'inscri­vent également dans une nouvelle organisation du travail (emploi d'une main d'oeuvre salariée) et dans des rapports d'échange com­mercial avec les populations non Lobi (ignames, riz, bétail).

Les déplacements des Lobi vers le sud de la Côte d'Ivoire répondent à des raisons socio-économiques, mais il existe un autre mouvement périodique et sacralisé : une re­montée vers les lieux de la traver­sée de la Haute Volta, aux sources mêmes de leur histoire.

Ainsi, le passage de la frontière ivoirio-voltaïque n'entraîne pas la création de deux régions différen­tes : l'insertion des Lobi dans un contexte politique et économique différent n'engendre pas une nou­velle conscience nationale.

Leur système de référence ne s'ajuste pas forcément aux divers moyens qui sont mis à leur disposi­tion pour qu'ils se reconnaissent ivoiriens (carte d'identité, bulletin pour l'élection du député lobi, insertion dans l'économie mar­chande).

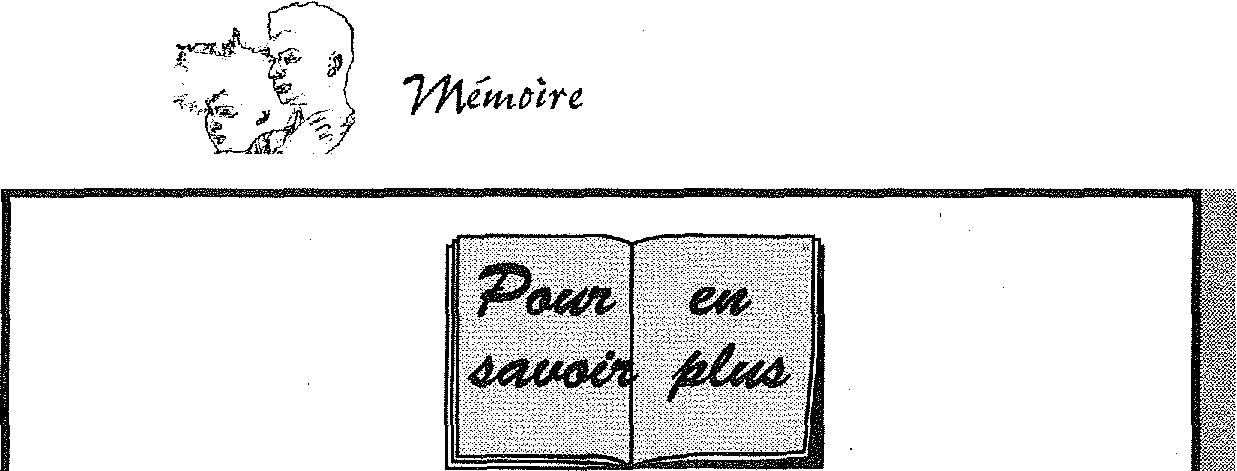
En effet, ils se reconnaissent avant tout comme des «habitants du pays de la brousse», et par là même se distinguent des Lobi installés en Haute Volta, «habitants du pays».

**L'IMMIGRATION DES GUINEENS AU SENEGAL**

**13**

Le Sénégal et la République de Guinée sont deux pays que l'his­toire a étroitement liés. Intégrés dans un même ensemble étatique pendant de longues périodes (l'Em­pire du Mali), ils furent réunis au début du siècle dans le cadre de l'ex-AOF (Afrique de l'Ouest Fran­cophone) dans un même ensem­ble administratif ayant Dakar pour capitale.

Après l'éclatement de la fédéra­tion, certains Guinéens (cadres ci­vils et militaires) choisirent de res­ter au Sénégal. La migration pay­sanne toutefois, reste de loin la plus importante.Des milliers de paysans fuyant les exactions de la chefferie qui s'était mise au service du système colonial, cherchèrent refuge dans le Sénégal oriental.



AMSELLE, J.L. (Dir), Les Migrations Africaines, Maspéro, Paris, 1976.

BALANDIER, G., Sociologie des Brazzavilles Noires, Pres­ses de la Fondation nationale des Sciences Politiques, 1955 (1 "e édition), 1985, Paris.

DENIEL,R., De la savane à la ville, Paris, Aubier, 1968.

RAISON, J.P., «La colonisation des terres neuves inter-tropi­cales», Etudes rurales, 31, 1968

Comme pour le cas des Lobi en Côte d'Ivoire, on assiste ici à deux mouvements migratoires corres­pondant aux périodes pré-coloniale et post-coloniale.

1. La culture de l'arachide au len­demain de la première guerre mon­diale fut très demandeuse en main d'oeuvre saisonnière (navétanes) provenant de Guinée et du Soudan, deux territoires d'agriculture de subsistance.

Les indépendances de la Guinée et du Mali (1958/60), le déclin du navétanat n'ont pas stoppé les mouvements migratoires vers le Sénégal ; pour raisons internes principalement (inflation monétaire, pénurie, sous-développement chronique, instauration à la cam­pagne de rapports de production de type capitaliste).

La crise économique que traverse la Guinée entre deux guerres eut, de fait, un «effet d'expulsion» sur les paysans. A cette cause princi­pale de fuite du pays ajoutent d'autres (obligation faite aux pay­sans de s'acquitter de l'impôt de capitation en espèces, alors que le caoutchouc - seul produit de traite - perdait toute valeur commerciale, réquisitions de l'administration pour les «travaux» des chantiers (rou­tes et bâtiments), recrutement mi­litaire). Les griots évoquent dans leurs chants cette «triste époque».

1. Ce premier mouvement migratoire vers l'est du Sénégal était une fuite des exactions de la chefferie sous le régime colonial.

**14**

A partir de 1956, on assiste à un changement de direction du mou­vement migratoire : les paysans viennent s'installer en haute Casamance. Il ne s'agit plus pour eux de refuser la soumission, mais plutôt de s'intégrer à l'économie et au monde moderne.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale en effet, la «fièvre arachidière» bat son plein. Certes, les causes de l'immigration sont également politiques : les ancien­nes grandes familles, déclassées socialement par l'accession au pouvoir du PDG (Parti Démocrati­que Guinéen) en 1956 préférèrent s'exiler plutôt que d'être comman­dées par leurs anciens sujets.

Mais la majorité des immigrés ­plus de 2/3 - se recrute dans la classe des paysans pauvres (an­ciens esclaves, simples cultivateurs et éleveurs). Pour ces derniers, les causes de départ ne sont pas tant

politiques qu'économiques.  
L'échec de l'expérience de coopé­ration agricole ( 1960-62), les diffi­cultés de ravitaillement, l'inflation et le trafic accrus par la politique d'austérité furent autant de causes qui déterminèrent l'émigration des paysans.

Pourquoi choisirent-ils la Haute Casamance ? En raison de la proxi­mité de la région et des conditions de vie très favorables.

Le Guinéen arrivant en Casamance n'éprouve pas l'impression de changer de pays. Le plus souvent, il vient pour retrouver des parents. Il ne change pas non plus de mode de vie. Il habite le même type de case.

Entre les années 1920 et 1930, la construction du chemin de fer re­liant Dakar à Saint-Louis incite les

paysans à se rapprocher de ses centres commerciaux : les esca­les.

La culture d'arachide se répand et, à la fin de la 1 ère guerre mondiale, le besoin en main d'oeuvre saison­nière se fait de plus en plus pres­sant ; ce jusqu'au début de la deuxième guerre mondiale : en 1938, sont enregistrés quelques 75000 navétanes.

Comment s'effectue le voyage vers le Sénégal ?

L'expédition concerne tous les jeu­nes d'une même classe d'âge. Du Soudan ou de la Guinée, ils vien­nent au Sénégal dans un but bien précis : gagner de l'argent. Les besoins les plus urgents (impôt, mariage, habits) ne s'acquittent en effet qu'avec l'argent des blancs.

Au village, le navétane est consi­déré comme un membre de la fa­mille, non comme un domestique ou comme un manoeuvre.

Son contrat est de type coutumier, tacite et ne saurait être remis en cause.

Le navétane doit à son jatigi (hôte bienveillant et non patron) quatre matinées de travail effectif par se­maine ; il dispose pour son propre champ des après-midi et de trois journées entières. Il reçoit du jatigi le logement, la nourriture, un champ d'un hectare au moins, et des outil.

La deuxième guerre mondiale en­traîne une chute vertigineuse de

l'arachide. Aussi, dès 1943, le mot d'ordre est lancé par l'administra­tion : «l'arachide pour la victoire» ; et le ton aussi : au Soudan et en Guinée, les navétanes sont recru­tés par force.

On trouve ainsi 35000 navétanes en 1945. Les Guinéens devien­nent majoritaires par rapport aux Soudanais ; la culture de l'ara­chide s'étend d'autre part à travers tout le Sénégal.

Le navétane cultive l'arachide dans l'espoir de «bien vendre» sa ré­colte et de se procurer le plus d'ar­gent possible pour payer notam­ment l'impôt de la famille et enga­ger des dépenses en vue de son mariage. Chaque année, ces be­soins se reposent avec la même acuité ; aussi, la plupart des navétanes ne peuvent se conten­ter d'un seul voyage.

Ils entrent, de ce fait, dans un cycle infernal de va-et-vient entre le Sénégal et la Guinée qui ne con­naît d'arrêt que lorsque le navétane n'a plus la force de continuer.

Après l'indépendance, le navetanat connaît un déclin. Il se verra sup­planté par une migration de type nouveau, concernant les éléments scolarisés qui cherchent à s'em­ployer à Dakar comme domesti­ques, infirmiers, enseignants, gen­darmes, garde-cercles.

En 1961, c'est la suppression offi­cielle du navétanat au Sénégal. En Guinée et au Mali se développait la campagne contre «l'exode des bras valides». L'émigration vers la France devient à ce moment-là un exutoire ; le courant migratoire guinéen vers le Sénégal se taris­sant d'année en année.

Cependant, les formes de reconversion des navétanes sont multiples : bien avant l'indépen­dance et la crise de l'arachide, certains saisonniers avaient cher­ché à rompre le cycle de va-et-vient en se fixant au Sénégal pour longtemps.

Les formes de solidarité dans le village d'accueil, le rôle attractif de la personnalité de l'aîné sont autant de facteurs qui encouragent - ou non- l'installation. Les rapports qui existent entre le navétane et son

hôte sont reproduits pour la pro­duction de charbon ou la coupe du bambou.

*L' immigration urbaine*

On assiste dans la période post-coloniale à une intensification sans précédent de la migration vers Dakar, ex-capitale de l'AOF. Après l'indépendance, une majorité de Guinéens avaient regagné leur pays, dans un élan de fierté natio­nale, mais beaucoup durent reve­nir au Sénégal une fois leurs éco­nomies épuisées ; la situation de la Guinée ne leur permettant pas d'y vivre.

Se trouvent ainsi, des exilés politi­ques (des milliers d'opposants au régime), des scolaires et universi­taires, mais surtout, une masse de jeunes ruraux et de citadins ayant peu ou prou fréquenté l'école fran­çaise.

Après l'indépendance donc, l'im­migration urbaine concerne en majorité les hommes jeunes ; la principale cause d'émigration est l'obligation dans laquelle se trouve le jeune paysan d'accumuler suffi­samment de biens pour fonder un foyer.

La dot, la cérémonie de mariage, les cadeaux à la famille de la jeune fille : tout ceci coûte excessivement cher, même après la réforme du mariage en 1960.

D'autres raisons d'émigrer vien­nent se greffer à cette raison prin­cipale : le manque de terre, la cons­titution d'un capital commercial, le besoin de construire une belle case...

A Dakar, le jeune Guinéen non scolarisé trouvera à exercer divers petits métiers journaliers avec quel­ques mots de Wolof appris pour les besoins de la cause.

Le commerce est le secteur où les Guinéens sont le plus représen­tés : plus de la moitié d'entre eux y mènent une activité (vente de fruits, de charbon, colportage ..). Le ter­tiaire est le second secteur : em­ployés de bureau, chauffeur, «boy» dans une famille sénégalaise, liba­naise ou française. Les Marabouts et Griots, qui s'étaient exilés au Sénégal aussitôt après la suppres­sion de la chefferie, continuent de

rendre visite aux «gens bien nés», lors des fêtes et cérémonies diver­ses.

Le problème majeur pour l'ensem­ble des guinéens installés au Sénégal est de rentrer au pays. La Guinée a longtemps constitué pour le Sénégal un «réservoir de main d'oeuvre» mais les Guinéens exi­lés restent conscients d'appartenir à une communauté de type nou­veau : la nation guinéenne ; qu'ils soient Peul, Malinke, Susu, Konyagi, Basari, Jalouke.

Il était question au début de cet article de développement inégal des régions lors de la période colo­niale. Aujourd'hui, 30 ans après les indépendances, ce schéma reste plus vrai que jamais : il n'est que de constater par delà les frontières, un déséquilibre flagrant.

La migration ouest-africaine (mais aussi, bien évidemment nord-afri­caine) résulte d'un contraste, sans pareil au monde, entre un Nord riche, mais à la démographie lé­thargique, et un Sud où la crois­sance de la population exerce une fonction forte sur des économies aux perspectives incertaines.

Cependant, la migration ne répond pas seulement. nous l'avons vu, aux difficultés vécues dans le pays de départ, mais également à l'ap­pel des pays récepteurs. L'écono­mie coloniale a tracé en Afrique occidentale les chemins migra­toires qui continuent aujourd'hui d'être empruntés par des popula­tions qui ne demandent qu'à entrer dans l'économie mondiale.

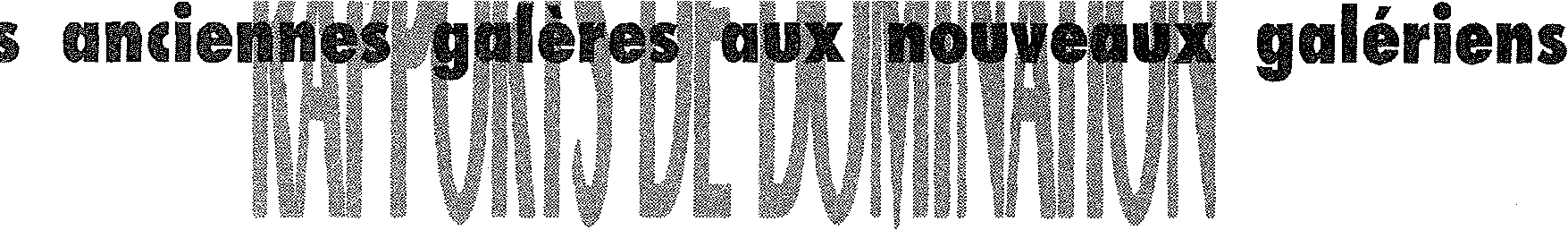
Aussi, le processus migratoire est, au-delà de l'exemple africain, un processus unique : il doit être ana­lysé sous l'angle d'une métamor­phose, d'un changement de condi­tion général qui unit structures so­ciales traditionnelles et rapports socio-économiques nouveaux.

**15**

**Jorge de la BARRE**

(1) Voir AMSELLE, J.L., *«Aspect et signification du phénomène migratoire en Afrique»,* in Les migrations Africaines, Paris, Maspéro, 1976.

***Tout immigré est un ancien colonisé, peut être cet appel au passé aiderait à mieux comprendre ce que nous vivons aujourd'hui.***



.ouvenux 9eilleeme

***Je m'attacherai dans les numéros consacrés à l'immigration à décrire les rapports de domination et leur reproduction à travers deux principaux axes historiques • l'esclavage et la colonisation ; comment ils déterminent toujours aujourd'hui nos rapports dans la société dite moderne.***

**16**

Si nous mettons les différents ty­pes de rapports de domination dans une perspective historique, nous nous apercevons qu'ils répondent à un certain nombre de critères. Qu'il s'agisse de l'esclavage, du servage, de la domesticité, de la colonisation du sous-prolétariat et du prolétariat, ces produits de la domination, au delà des contextes particuliers, correspondent à des conditions *d'exploitation* d'un peu­ple sur un autre, et-ou d'une caté­gorie sociale sur une autre.

Ces conditions peuvent être résu­mées en trois principales :

1. Le dominé doit participer à son assujettissement *(sujétion),* pour cela l'exploiteur s'évertuera à ren­dre le «corps docile» *(aliénation)*
2. Le *gain* tiré de l'exploitation doit être supérieur au coût d'investis­sement dans l'asservissement des exploités *(séparation* et *strati­fication)*
3. Le dominateur doit faire appa­raître comme *légitime* la domina­tion et tentera continuellement de se justifier *(idéologie et mytholo­gie)*

Dans le système (ou complexe) de la domination ces trois conditions sont intimement mêlées dans le temps et l'espace puisque c'est une de ses caractéristiques de s'in­génier à la con-fusion entre le «faux» et le «vrai», ou encore, en­tre le *mythe* et le *fait objectif.* Je chercherai donc à les séparer dans un premier temps.

Si la troisième condition, l'idéolo­gie, chapeaute l'ensemble, c'est la seconde, l'aspect économique, qui en constitue le pivot et imprime son évolution à la première, la techno­logie du pouvoir. C'est donc par cette seconde que nous commen­

cerons : le rapport économique constitue l'objet de ce premier arti­cle.

Le dominateur est avant tout un exploiteur et le dominé un exploité. Ceci ne veut pas dire pour autant que l'exploitation économique est la seule motivation du dominateur et la seule caractéristique du rap­port de domination.

Il existe d'autres aspects que ne couvre pas l'analyse marxiste puis­que la relation esclavagiste ou co­loniale est avant tout une relation de peuple à peuple avant d'être de classe à classe, et la séparation ­cause de l'aliénation -dépasse celle d'avec l'outil de production pour rejoindre une séparation absolue, au plus profond de l'être «épider­mique».

Le colonisé ouvrier, l'ex-esclave, est doublement exploité : avant tout comme colonisé (ou homme de couleur) puis ensuite comme travailleur. La différence est impor­tante : le dominateur blanc, de même classe sociale, lui aussi ex­ploité, sera comparativement un privilégié car il bénéficiera en tant que Blanc des avantages inhérents au système d'oppression raciale.

En fait, c'est dans la période néo-esclavagiste et néo-coloniale qu'apparaîtra une relation de classe à classe à travers la *stratification ethnique,* mais là encore, la classe sociale ne pourra à elle seule, ren­dre compte de toutes les condi­tions de l'exploitation.

LES SYSTEMES AUTORITAIRES

*Esclavage et colonisation de peuplement*

Tant que l'activité humaine était plus destructrice (cueillette) que productrice (culture, industrie), la

force du travail humain ne produi­sait pas d'excédents appréciables. L'étranger était un concurrent et la guerre servait à accroître les zo­nes d'exploitation. L'introduction du bétail, du travail de la terre, des métaux dégagea une production positive : la richesse pouvait naître de l'utilisation du travail d'autrui et corrélativement de l'inégalité de ces conditions de travail. L'étranger devenait une main d'oeuvre poten­tielle et la guerre constituait un «mode d'acquisition naturel», on chassait les esclaves comme pour la chasse avec les bêtes fauves.

|  |  |
| --- | --- |
|  | *Isueïre* |

1. Si le prix de l'homme importé coûtait plus cher que son entretien, on développait l'élevage. Dans les colonies portugaises on demandait aux femmes un enfant par an : «le ventre qui donne des enfants est la partie la plus productive de la propriété esclave» (Manifeste esclavagiste au Brésil).

Une loi fédérale interdit à partir de 1808 l'importation d'esclaves aux Etats Unis. Les plantations, se livrèrent à l'élevage humain pour pouvoir revendre le surplus sur le marché.

1. Bernardin de St Pierre (Voyage à France, lettre XII) ,18ème siècle.
2. Si toutes les Amériques connurent une colonisation de peuplement, les principaux pays d'importation des noirs sont les Etats Unis, le Brésil et les Antilles.

**17**

Ainsi est née l'idée «d'homme chep­tel» : pareil au bétail, l'homme pou­vait être loué ou cédé à bail. Ses risques de fuite étaient couverts par le système d'assurance spé­cial. Et quand il devenait plus diffi­cile de se procurer des têtes, on développait l'élevage.(1) On éta­blissait encore au 18ème siècle des listes des races d'esclaves avec leurs caractéristiques du point de vue de leur emploi possible.

La facilité de ce mode d'exploita­tion explique sa longévité puisque ce n'est qu'au milieu du 19ème (1848 pour la France) qu'il fut offi­ciellement aboli mais il continua sous la forme du «travail forcé», lui même aboli en 1946. La déclara­tion universelle des Droits de l'homme de 1948 confirma la sup­pression de toute forme de travail esclave qui pourtant maintient en­core aujourd'hui beaucoup d'hom­mes dans la servilité.

L'esclavage dans la société anti­que faisait partie de l'économie domestique. Les esclaves for­maient la base matérielle du corps social : la cité fonctionnait par eux mais pas pour eux. Il fallait déchar­ger les citoyens des occupations domestiques.

Dans l'ère moderne c'est la coloni­sation de peuplement qui fournit à

l'esclavage une force redoublée produisant une des plus grande déportations humaines de l'histoire.

«Je ne sais pas si le café et le sucre sont nécessaires au bonheur de l'Europe, mais je sais bien que ces deux végétaux ont fait le malheur de deux parties du monde. On a dépeuplé l'Amérique afin d'avoir une terre pour les planter; on dé­peuple l'Afrique afin d'avoir une nation pour les cultiver.»(2)

Ainsi les trois traits principaux de la colonisation de peuplement sont : (3)

- le massacre des population autochtones

- la mise en place d'un régime d'autophagie

- la déportation des populations d'Afrique

La politique de la terre brûlée est systématique dans les entreprises coloniales sauf quand évidemment le Blanc n'a pas la supériorité dé­mographique ou militaire.

L'évêque Bartholome de Las Ca­sas raconte en 1620 l'histoire de la conquête de Cuba par les espa­gnoles : «Les hommes (indiens) mouraient au travail et faim en les mines et les femmes en labeurs des terres; ainsi se perdait entière­ment I'lle en peu de temps. C'était la vraie mode d'extirper le genre humain par tout l'univers».

Face à la disparition des Caraïbes et populations amérindiennes par l'implantation et le développement de gigantesques plantations (canne, tabac, coton, caoutchouc) qui brûlaient la terre et anéantis­saient ceux qui étaient forcés à la servir (autophagie), une main d'oeuvre extérieure, abondante et servile fut exigée.

La traite permit de remplacer le travail des Indiens décimés par celui des Noirs. Elle fut invoquée

|  |
| --- |
| **Le colonialisme sous Bonaparte**  Lapolitique colonialiste aux Antilles de Bonaparte représente une illustration exemplaire .  C'est la question économique, sous le consulat de Bonaparte au début de l'année 1802, qui sert de prétexte à la répression la plus sanglante que connurent les Antilles.  Les colonies sont vues avant tout comme un moyen d'enrichir la métropole. Les Antilles, en 1787, représentent 30% du commerce totale de la métropole, 2/3 de son commerce extérieur.  En guerre avec les anglais, la France n'a pas la maîtrise des mers, c'est naturellement que les Antilles développent les échanges avec les Etats Unis. En échappant à la préférence nationale sur le plan économique («Exclusive»), elles renforcent leur sentiment d'indépendance.  L'abolition de l'esclavage par la Convention le 4 février 1794 contribue à unifier ce sentiment, même si la volonté des ex-esclaves devenus cultivateurs se heurte au maintien des grandes propriétés et de l'économie coloniale qui privilé­gie la culture d'exportation à la culture vivrière.  Une fois la paix avec les anglais signée, plus rien n'empêche Bonaparte d'assouvir sa soif de do­mination.  Malgré les nombreuses tentatives de dissua­sion insistant sur le caractère désastreux d'une campagne militaire sur le plan humain et écono­mique, l'inefficacité d'un assujettissement des Noirs qui ont conquis leur liberté, les contradic­tions avec la morale républicaine héritière de la Révolution, Bonaparte, en s'engageant dans une répression sanglante, révèle le caractère ouvertement raciste de sa politique. (6)  Sous le prétexte de refuser le mouvement d'auto­nomie des Antilles qui se dirige vers une indé­pendance (sans instituer cependant une rupture avec la France qui reste une référence), se dévoile la volonté à peine cachée du rétablisse­ment de l'esclavage sous la domination d'un système colonial pur et dur.  Plusieurs généraux s'emploient à la destruction systématique des Iles.  Accueillis souvent cordialement - car H n'est pas concevable que la France trahisse l'idéal répu­blicain et bafoue les droits de l'homme -, ils font entendre la seule parole qu'ils connaissent, celle des canons dont la philosophie rudimen­taire se résume à «un bon nègre, est un nègre mort».  Le massacre des populations noires offre un argument pour la reprise de la traite des indigè­nes d'Afrique, première étape vers le rétablisse­ment de l'esclavage qui est décrété le 19 mai 1802.  La politique consulaire puis impériale qui dirigea ce drame, ne fut pas le seul fait d'un homme mais aussi d'un système économique et idéolo­gique qui imprima sa marque bien après le départ du dictateur et l'abolition définitive de l'esclavage par le décret du 4 mars 1848. (7) |

comme une décision «humaine» pour préserver les autochtones survivants à l'oppression et les maladies des Blancs. Le même Evêque Las Casas cité précédem­ment - pris entre la défense des indiens et la pression des colons cherchant des captifs-, justifia et recommanda le trafic des premiers bâtiments négriers.

|  |  |
| --- | --- |
|  | *Vitieteire* |

La traite offrit donc le plus simple moyens de se procurer un cheptel humain, d'où l'importance pour les grandes métropole de garder des comptoirs («établissements») en Afrique qui assuraient la traite des marchandises humaines (Golfe de Guinée pour la France) : ces éta­blissements sont nécessaires au «transport de ce qu'il y a excédent à la population africaine pour rem-placerdans nos îles ce qui manque à la population des cultiva­teurs». (4)

Entre 1776 et 1800 on estime à 74000, le nombres d'esclaves im­portés par an dans les colonies du Nouveau Monde. La population noire aux Antilles françaises at­teindra environ 630000 en 1789. Bien que le chiffrage total soit diffi­cile, on évalue entre 5 et 12 mil­lions le nombre d'hommes intro­duits d'Afrique dans le Nouveau Monde. (5)

*Colonisation d'exploitation*

Si la colonisation de peuplement concerne essentiellement le conti­nent Américain (et Antilles), la co­lonisation d'exploitation touchera l'Afrique et l'Asie.

L'histoire coloniale française con­naît plusieurs époques. Les pre­mières bases sont lancées avec François 1er en 1540. Mais c'est l'époque impérialiste qui débute vers 1830 et dont l'apogée se situe vers 1930 qui nous concerne pus directement.

La colonisation, «consiste dans la domination d'une race par une autre en vue de l'exploitation à la fois du pays colonisé etde la main d'oeuvre dominée.»(8)

**18**

Pour arriver à ses fins, elle cherche à s'implanter durablement, elle veut «habiter» le pays. Elle emploiera pour cela différente formes d'assujettissement afin de rendre

irréversible le processus de domi­nation. Ce qui compte c'est la struc-tu re sociale domination-subordina­tion : «Le colonialisme n'est pas une machine à penser, n'est pas un corps doué de raison. Il est de violence à l'état de nature et ne peut s'incliner dans une plus grande violence». (9)

*Le pacte colonial*

La domination s'opère sur deux niveaux : du colon vers le colonisé et de la métropole vers la colonie.

L'idée coloniale se fonde sur l'inté­rêt. Ce qui importe, c'est le dégré d'utilité, la somme d'avantages et de profits devant en découler pour la métropole.

Ainsi, une grande partie de l'éco­nomie de la colonie est tournée vers la «mère patrie» qui cherche par une politique protectionniste et un développement orienté (produits manufacturés pour la métropole contre denrées premières pour la colonie) à tirer le maximum de pro­fit. C'est l'esprit du pacte colonial : Il faut «décourager par avance les tentatives industrielles qui pour­raient se faire jour dans nos colo­nies, obliger en un mot nos pos­sessions d'Outre Mer à s'adresser exclusivement à la métropole pour leurs achats de produits manufac­turés, et remplir, de gré et de force, leur office naturel de débouchés réservés par privilège à l'industrie métropolitaine». (10)

*La bourgeoisie colonisée*

Cette domination économique s'ac­compagne d'une panoplie de moyens d'asservissement empê­chant la formation d'une élite.

La bourgeoisie colonisée ne sera par une bourgeoisie d'encadrement et inventive, liée à l'industrie, mais une bourgeoisie administrative et marchande inféodée au pouvoir blanc :

«La bourgeoisie est avant tout le produit directe de réalités écono­miques précises. Or dans les colo­nies, la réalité économique est une bourgeoisie étrangère. La bour­geoise (colonisée) est sous déve­loppée, sa puissance économique est presque nulle». (11)

Ceci explique, pour une part, qu'à leur libération, les pays «indépen­

dants» entrèrent directement dans le néo-colonialisme. Le faible dé­veloppement des industries de transformation, et l'absence des cadres nécessaires à son dévelop­pement, les rendaient tout autant dépendants de l'ex-métropole. Ainsi Fanon (1961) continue sur la bourgeoisie en ces termes :

«Elle est une bourgeoisie sans esprit tournée vers l'Europe : les bénéfices énormes qu'elle retire de l'exploitation du peuple sont exporté à l'étranger.»

*La concentration urbaine*

A l'exception de l'Afrique du Nord marquée par une volonté d'investir la campagne, l'implantation des Blancs se limite aux villes, en Afri­que équatoriale, la plupart sont en­tièrement des créations de la colo­nisation. La migration des popula­tions rurales augmentera le sous-prolétariat urbain, achevant de dé­truire les structures culturelles et sociales des peuples colonisés :

C'est la «fraction de la paysanne­rie bloquée à la périphérie urbaine, celle qui n'a pu encore trouver un os à ronger dans le système colo­nial. Cette cohorte d'affamés détribalisés, déclanisés constitue l'une des forces la plus spontané­ment et la plus radicalement révo­lutionnaire d'un peuple colonisé... Elle signifie la gangrène, le pourrissement irréversible installé au coeur de la domination colo­niale». (12)

*Profits et contrôle*

Le souci du pouvoir métropolitain est de perdre le moindre d'argent possible dans l'investissement co­lonial. Il développera le protecto­rat, et les administrations régiona­les (gouverneurs), cherchera àfaire progresser une autonomie partielle des colonies tout en maintenant sous le joug les colonisés :

«La plus grande somme d'indé­pendance administrative, écono­mique et financière qui soit compa­tible avec la plus grande dépen­dance politique possible». (13)

En fait, ce sont les milieux d'affai­res privés qui tireront profit plus que l'Etat, de la colonisation. La transformation des capitaux publics en capitaux privés bénéficia plus

au contribuable qu'à l'industrie ou le commerce.

|  |  |
| --- | --- |
|  | *eeheire* |

Les assimiliasionistes rêvaient de transformer toutes les colonies en départements français, les intégrationnistes imaginaient une citoyenneté partagée. La réalité est plus prosaïque : l'assujettissement prima sur l'autonomie.

*L'apartheid*

L'apartheid est un cas à part, à la fois un archaïsme et l'aboutis­sement absolu de la domination. Aujourd'hui l'apartheid est aboli officiellement, mais la route sera longue pour qu'il le soit dans les faits et les mentalités.

Les premiers Blancs arrivèrent en Afrique du Sud en 1652. Ils appar­tenaient à la compagnie hollan­daise qui faisait route vers les In­des. Des calvinistes hollandais et Huguenots français commencèrent à s'établir en tant que fermiers.

Les familles protestantes vivent une politique d'isolement autour du culte familial séparé des serviteurs et esclaves noirs

En 1806 la colonie tombe aux mains des anglais qui suppriment l'escla­vage en 1828 et établissent un gouvernement où, en 1858, les Noirs peuvent être représentés. Les mines de diamant et d'or sont dé­couvertes (respectivement en 1870 et 1896). L'économie en sera trans­formée (transports, villes, indus­tries), rendant nécessaire l'embau­che d'une main d'oeuvre africaine (bantoue)

Deux tendances se dégageaient :

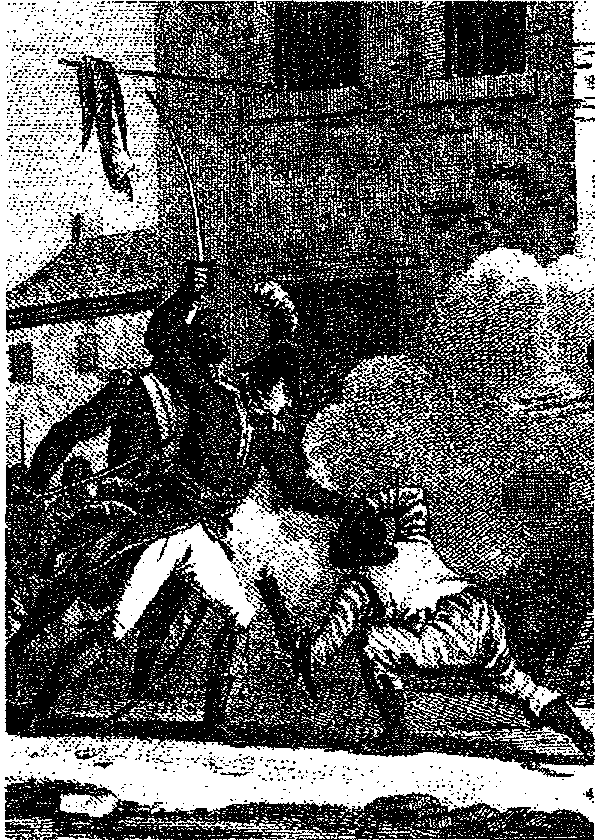
* le libéralisme anglo-saxon dont l'intérêt est de garder une main d'oeuvre mal payée (migration bantoue dans les villes). C'était une société de type concurrentielle et de stratification raciale.
* le racisme afrikander traduisant l'intérêt des ouvriers blancs (an­ciens cultivateurs spoliés de leur terre) et boers. Ils voulaient enga­

ger une société de type paternaliste de défense des valeurs occidenta­les regroupées autour de la famille (seff-preservation) qui exclue tota­lement l'africain.

La stratégie des boers l'emporta à partir de 1924 sur celle des an­glais, marquant la politique de l'apartheid.

Elle est présentée par les afrikan­ders comme une possibilité de dé­veloppement séparé «respectant» la culture bantoue face à «l'agres­sion» du capitalisme sauvage. Il s'agissait surtout pour les Blancs de préserver leur culture et leur race.

La séparation des peuples et de leur civilisation se fait donc au nom de la non-discrimination, des rela­tions plus «harmonieuses» entre des groupes «autonomes».



*Le général Gobert à la Guadeloupe en 1802 (gra­vure anonyme)*

La ségrégation doit s'effectuerdans l'égalité. L'apartheid se veut donc l'apologie d'une véritable intégra­tion séparée reposant sur la coor­dination des industries et des agri­cultures bantoues et non bantoues en un seul marché. C'est en réalité la volonté de rendre permanente l'inégalité des opportunités, mettre les Noirs dans une situation perpé­tuelle d'infériorité.

**LES RELATIONS DE DOMINATION**

L'évolution économique poussait à une remise en cause des systè­mes traditionnels esclavagistes et coloniaux. A court terme, elle allait signer la mort du premier et une profonde mutation chez le second, prélude à la décolonisation. L'im­portant était alors de garder en vigueur les principes du rapport de domination nécessaire à toute ex­ploitation. Il s'agira en faitd'un trans­fert du système de domination d'une société archaïque à une so­ciété en voie de modernisation (pre­mière moitié du 20ème siècle). Les propriétés du système resteront donc inchangées.

Seront préservées les trois princi­pales : la soumission de l'exploité, la hiérarchisation dans la relation de travail, le gel (ou le contrôle) de la mobilité sociale et spatiale des groupes dominés.

L'exemple de l'abolition de l'escla­vage cité comme avancée du «pro­grès humain», ne sera qu'un leurre dont se joueront les dominateurs.

Suivant le genre de société vont se conformer des types de relations. La relation paternaliste correspond aux régions peu industrialisées post-esclavagistes ou colonialistes où le modèle familial traditionnel s'impose (Est du Brésil, Sud des Etats Unis, et colonies)

La relation concurrentielle consti­tue une adaptation à la société industrielle centrée autour des zo­nes urbaines.

*La relation paternaliste*

L'abolition de l'esclavage réduisait de fait l'éloignement social imposé par le lien de servitude. La relation paternaliste permettra de mainte­nir l'écart utile à l'exploitation éco­nomique et garantir la stabilité du système.

Ainsi la relation paternaliste pré­serve la rupture instaurée par l'es­clavage dans la division du travail,

**19**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Forfait, ministre de la marine, octobre 1801. 2. Estimations tirées de R. Bastide, Les Amériques Noires, 1967. 3. Pour la Guadeloupe, la plus basse estimation fait état de 10000 victimes soit 10% de la population Noire de l'île. (Estimation tirées de Y. Benot, La démence coloniale sous Napoléon). 4. La Révolution de 1848 libéra par ce décret 500000 esclaves. PEPS No 39 Avril-Juin 92 | 1. Bastide, Le prochain et le lointain, 1970. 2. F. Fanon, Les damnés de la terre, 1961. 3. Méline, chef du gouvernement entre 1896 et 1898. 4. F. Fanon, Les Damnés de la terre, 1961. 5. F. Fanon, op. cit. 6. Jules Harmand, Domination et colonisation. |

le niveau de vie, l'éducation, elle se comprend comme une continua­tion de la société esclavagiste.

*74tletafre*

Bastide Roger, Le prochain et le lointain, Cujas, 1970 Bastide Roger, Les Amériques Noires, Payot, 1967 Benot Yves, La démence coloniale sous Napoléon, 1992 Dacy Elo, L'actualité de Frantz Fanon, Karthala, 1986 Fanon Frantz, Les damnés de la terre, Maspéro, 1961 Mentrni Albert, L'homme Dominé, Gallimard, 1968

Grâce au maintien de l'écart so­cial, le groupe dominant reste une classe homogène tandis que le groupe dominé est maintenu dans un statut déterminé : toute forme de lutte, de compétition, de mobi­lité collective est rendue impossi­ble.

Le paternalisme institutionnalise la relation dedomination en assignant à l'ancien esclave ou le colonisé ce qui doit être sa place et le «savoir rester à sa place».

Le rôle du préjugé sauvegardera l'écart en adaptant simplement les anciens stéréotypes esclavagistes aux nouvelles conditions d'exploi­tation. D'institution légale, l'escla­vage évoluera en tant qu'institution idéologique. Il se produit une institutionnalisation des attitudes par le truchement de l'éducation scolaire, familiale ou des partis po­litiques : «Il y a une homogénéité des représentations collectives, des valeurs et des idéaux de rela­tions inter-raciales constituant un pattern des relations raciales héri­tées de l'esclavage». (14)

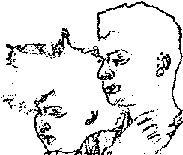
Malgré l'évolution technologique ce type de relation se maintiendra dans les zones rurales des plantations, formant des poches de résistance. Dans cette résistance, la structure familiale joue un rôle important. Elle est constituée comme un îlot blanc, «gardienne de l'intégrité et de la pureté».

*La relation concurrentielle*

Le capitalisme industriel imposa sa logique : ce n'est pas sous l'im­pulsion d'une morale charitable mais par nécessité économique que la société esclavagiste s'ef­fondra. (15) Le salariat permit d'ac­croître la capacité de consomma­tion indispensable à l'écoulement des produits. Face aux nouvelles technologies et organisations du travail, le capital, mobilisé dans l'achat et la manutention des es­claves, se révéla improductif, l'es­clavage inadapté. Le travail libre, l'investissement publique ou privé, se montrait plus lucratif.

**20**

La révolution industrielle allait bou­leverser les données : phénomène urbain, elle produisit des flux



migratoires en direction des vil­les et un bras­sage des popu­lations.

La possibilité d'ascension so­ciale pour un nouveau proléta­riat de couleur instaura une re­lation concurrentielle.

Ainsi nous pas‑

sons de la relation figée du paternalisme, aux mouvements de poussée de la compétition, du sta­tut quo social, à la mobilité sociale verticale.

La classe dominante se devait d'ins-taurerde nouvelles barrières (men­tales et morales) pour garder le pouvoir. Elle s'attachera à réduire la liberté de locomotion sociale ga­gnée par la l'abolition de l'escla­vage.

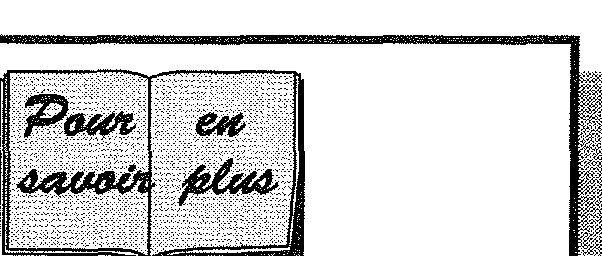
Aux Etats Unis, il n'y aura pas de possibilité de mobilité individuelle dans une société globale mais une ascension à l'intérieur du groupe de couleur dans une société ségréguée. La qualité et la qualifi­cation de l'individu se heurtera aux mesures discriminatoires établis par le Blanc afin qu'il puisse garder la direction de la société.

Si le Noir passe du lumpen­proletariat au prolétariat, son as­cension est contrôlée par le pou­voir blanc. Le préjugé racial jouera encore son rôle de sécurité-tam­pon. Notons ici que la notion de race prend la dimension de race sociologique et non biologique. Il s'agit en quelque sorte de classe de couleur en tant que symbole d'appartenance à une minorité ex­clue de la communauté nationale.

C'est l'origine, non les conditions personnelles, qui rentre en compte. Le préjugé racial permet de fixer une exclusion inconditionnelle.

Le groupe de couleur subit une double domination, en tant que pro­létaire et en tant que non-Blanc ; à la classe sociale s'ajoute une stratification raciale.

Dans cette répartition stratifiée qui inflige une distinction sociale, les Blancs jouiront d'un statut supé‑



rieur (même si seulement une mi­norité de ce groupe possède les reines du pouvoir) ; les dominés dans les zones de couleur connaî­tront un statut plus bas.

La stratification raciale permet de lier préjugés de race et discrimina­tions sociales (préjugé de classe) : fonction de l'individu et position dans la hiérarchie du travail.

Bastide (1970) résume ainsi la stratification raciale : «Dans une société multiraciale, il faut empê­cher le Noir, de franchir les limites des classes. La création de castes endogames, fermées, à pour fonc­tion de maintenir ce système de classe stratifié, dominé par la classe blanche.»

Ce sera entre le groupe blanc en bas de l'échelle sociale et le groupe de couleur en ascension sociale que la lutte et la discrimination se­ront des plus féroces. Il s'agit de défendre son intérêt en tant que strate ethnique dans une concur­rence multiraciale.

«Nous nous trouvions dans une société raciste où l'homme noir ne pouvait manger dans un même restaurant qu'un Blanc, loger dans le même hôtel ; où des chiens policiers étaient lancés à l'assaut des lycéens, où des bombes crimi­nelles éclataient dans les églises, où le Ku Klux Klan lynchait impuné­ment ; bref une société reprodui­sant sur une discrimination raciale, économique, politique, un apar­theid à l'échelle d'un continent.» (Atlanta, 1961) (16)

Dans une autre société néo-esclavagiste, le Brésil, les gens de couleur pouvaient accéder aux em­plois suivant leurs qualifications à condition qu'ils deviennent

«Blancs», c'est à dire qu'ils accep­tent les valeurs des Blancs. La seule porte de sortie dans la voie de l'ascension passe donc par le reniement de son groupe : c'est le processus d'aliénation du blanchiment.

|  |  |
| --- | --- |
|  | *744étutire* |

1. Bastide, op.cit.
2. Ainsi, au Brésil, l'abolition du travail servile en 1888, n'a pas été le résultat de la révolte des noirs, ni le fruit des bons sentiments. Il a été une affaire de blancs.
3. E.B. Dongale, intervention au colloque de Brazzaville, 1984.  
   (17 )F. Fanon, op. cit.
4. Bastide, op.cit.
5. Je reviendrai dans un prochain article sur les carences constituant la situation du dominé et les moyens de son asservissement.
6. A. Memmi, l'Homme dominé, 1968.

Il y aurait donc une différence entre le modèle brésilien et le modèle nord américain. Au Brésil, une cer­tain mobilité individuelle est possi­ble mais elle est contrôlée dans le choix des individus et le canal d'as­cension. Les critères de mobilité choisis par le Blanc sont la couleur de la peau, la fortune, le type de profession, l'instruction, l'éducation morale.

La distinction est basée sur un préjugé de couleur alors qu'aux Etats-Unis il s'agit d'un préjugé de race.

**NOUVEAUX ESCLAVES**

Quelle pourrait être la présentation de l'esclavage et l'esclave mo­derne ?

L'esclavagisme moderne n'a pas de corps, il doit bien exister des maîtres mais ils ne sont pas res­ponsables, personne d'ailleurs n'est responsable des conditions abjectes de l'oppression ! L'op­pressé est seul, l'oppresseur est anonyme : le personnage classi­que du dominant (plus d'affron­tement directe) s'est effacé au pro­fit d'une intériorisation : jeu de subs­titution, d'apparence, de masques, de dissimulation.

L'esclave a perdu les signes physi­ques de la soumission mais en garde toujours les stigmates. On ne lui coupe plus les oreilles ou le jarret s'il tente de s'échapper. Le problème aujourd'hui n'est pas de s'échapper mais de savoir où aller. Car l'esclave moderne ne gagne ni en mobilité verticale (hausse de statut et rémunération), ni en mobi­lité horizontale (possibilité de quit­ter les zones-ghetto). Bref *sa* «li­berté» généreusement octroyée par le maître est factice dans le pays «des Lumières, des Droits de l'homme et de l'Universel».

La société coloniale, figée dans la relation paternaliste impose une rupture : «on est riche parce que Blanc, Blanc parce que riche». (17)

La société néo-esclavagiste, bou­leversée par l'industrialisation, con­trôle la relation concurentielle : «Le Nègre riche est un Blanc, le Blanc pauvre est un Nègre». (18) Ainsi, que cela soit sous le régime de la séparation ou de la stratification, c'est une nouvelle fois la couleur ou la race sociale qui prédominent dans le rapport économique.

Tant pis pour ceux qui prétendent que nous vivons dans une ère de liberté et accuse de paranoïa dès que l'on parle de dominateurs. Je dis que le «maître» est toujours là car l'homme de couleur doit tou­jours se définir par rapport au Blanc, dans sa relation de travail comme dans n'importe lequel de ses ges­tes.

On pourrait me rétorquer que les conditions ont quand même changé depuis les temps les plus sombres de l'esclavage. Mais les conditions économiques sont une chose, la manière dont on vit sa situation d'opression en est une autre ; et elle est toujours dramatique.

Ce n'est pas par hasard si les ter­mes «galère» et «galérien» sont devenus des mots à la mode dans nos banlieues. Ils désignent l'inac­tion ou plus exactement la non-action de la jeune génération «Black-Blanc-Beur». En cela le monde de la galère rend impossi­ble toute mobilité sociale mais aussi toute mobilité mentale. C'est pour­quoi nous devons parler d'oppres­sion, une oppression dans les fi­bres de l'être qui atteint son image (stigmatisation), son passé (am­nésie culturelle collective, «pas­sage au blanc») et donc son ave­nir, sa relation à la cité (lumpenproletariat), une oppres­sion absolue. (19)

Si la condition ouvrière est deve­nue la condition d'oppression de

l'ère industrielle, la condition «galérienne» devient la condition d'oppression de l'ère «post-mo­derne'>.

«Lorsqu'un opprimé fait le tour de son expression, elle lui devient iné­vitable». (20) Ainsi peut-être voyons nous une lumière sous la porte si les galériens se définissent en tant que groupe social et affirment leur identité «d'ethnie sociale».

C'est ce qui semble en train de se passer : une prise de conscience culturelle et politique face à une stratification raciale. Ce mouve­ment s'oppose inévitablement et s'opposera de plus en plus aux préjugés, le racisme fleurissant est là pour en témoigner.

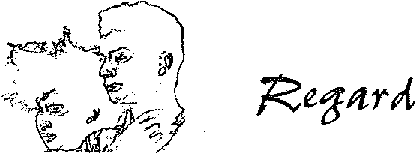
Le préjugé témoigne que cette stratification correspond bien à des conditions objectives. Le travailleur immigré était considéré comme étranger avant d'être ouvrier por­teur de revendications, le galérien est considéré comme de la «deuxième ou troisième généra­tion» avant d'être jeune porteur de lutte.

Si la condition économique joue son rôle, elle ne peut englober à elle seule tous les caractères de l'oppression. Le capitalisme a dé­truit le sens de l'activité humaine (rapport hommes - moyen de pro­duction) mais le colonialisme a détruit le sens de l'homme lui même. Et cette aliénation, si elle touche en premier le dominé, n'épargne pas le dominateur.

«Il faut réhabiliter l'homme, réintroduire dans le monde l'homme total» nous dit Fanon (1961). Mais est-ce que l'Europe peut encore le faire ? C'est un défi que nous pouvons que relever

**Hugues Bazin**

**21**



*Lettre Persane*

*Mon* ***cher ami,***

22

*Tu m'as* ***demandé dans une de tes*** *lettres de te fournir des informations au sujet de l'éducation en France.*

*Je vais dans les pages qui* ***suivent,*** *t'e.5,pli quer les différents traits éducatifs par lesquels se caractérise l'éducation des enfants. J'essaierai ainsi* ***de te décrire leurs*** *mécanismes. Je* ***dois*** *te* ***dire*** *tout de suite* ***qu'ici les*** *choses se passent autrement et ne sois pas choqué si j'utilise des )brases courtes ;* ***on nous*** *a appris ici,* ***à être bref et*** *extremement terre-à-terre.*

*Je suis* ***d'ailleurs un peu perplexe*** *à ce sujet, car lorsqu'on est trop bref on ne comprendpas toujours le contexte dans lequel* ***on*** *formule une phrase ou un message. Cela m'amène à te dire que la brièveté généralisée à laquelle je fais allusion constitue la caracteristique relationnelle des dialogues et des rapports inter-individuels. Elle est brève, Voire inexistante la communication. Enfin, c'est une autre forme de la communication.*

*Tu ne vas peut-Vtre pas me croire mon cher, mais sache que j'ai vécu pendant trois ans dans un petit immeuble de quatres étages sans jamais avoir vu mes voisins. Un jour j'ai voulu aller demander un* ***fer*** *à repasser à mon voisin la famille chq qui je vivais,* ***m'a*** *fait comprendre que cela ne se faisaitpas en France. Ce serait dérangeant m'a-t-elle dit. Evidement je ne vais pas généraliser cette situation.*

*Cependant, mes parents dans leurs lettres me deman­daient de transmettre leur bonjour à tout le monde, y compris mes voisins (comme c'est la tradition chez Je sais que tu as appris comme tous les autres lycéens l'Histoire de la France. Je vais tout de même t'expliquer certaines choses que j'ai pu vérifier et constater de près. La France, mon cher, est un très beau pays. Paris possède des quartiers très chics: elle est en effet, comme nous l'avions appris lorsque nous étions à l'école, comme la «mariée du monde». Mais ce que je ne savais pas, c'est qu'ony trouve aussi des endroits très pauvres et démunis où les populations vivent dans cette misère que l'on attribue en général au Tiers-monde.*

*Je rencontre de plus en plus de gens de tout âge qui mendient. Un des lieux les plus fréquentéspar les pauvres est le métro. Ceux qu'on appelle «clochards» y siègent, souvent installés sur les bancs. Ils font partie du décor au milieu d'innombrables affiches publicitaires. Je* ***revien­drai*** *plus* ***loin sur le*** *phénomène de l'affiche.*

*En règle générale, les gens ne parlent pas dans le métro. Si vous êtes accompagnés, vous devrez faire très attention à ne pas parler fort, cela pourrait grandement déranger la non-communication et le silence criant.*

*A titre d'exemple, la ligne Nation-Porte Dauphine par Barbès qui traverse Paris d'Est en Ouest passe des quartiers les plus démunis aux ,plus friqués. Cela se traduit par une remarquable disparité des gens qui l'empruntent.*

*Dans les grandes villes comme Paris, les gens s'invitent encore mats ils préfèrent se rencontrer au restaurant. Tandis que dans les petites villes la tradition du repas chezsoi* ***demeure.***

*Depuis quelques années, je vois que les grands projets de constructions urbaines vont dans le sens d'une destruction totale de logements souvent occupés par les immigrés. La*

*politique du logement à Paris oblige les populations, étrangères ou défavorisées, à quitter la capitale française pour la périphérie. Elles emigrent à nouveau vers les grandes banlieues créant ainsi de nouveaux ghettos. Tu* ***ne*** *me croiras pas: j'ai vu beaucoup de familles nombreuses habiter dans des petits logements parisiens d'à peine* ***10*** *à 15 mètres carrés.*

*On dit qu'a Paris il nÿ a pas assez de logements pour tout le monde etj'ai vu ces dernières années des diaines de familles camper pendant des mois en plein coeur de Paris pour obtenir un toit. Dans le même temps, des milliers d'appartements appartenant à des gens riches sont vides. Ceux-là, possèdent des villas ailleurs.*

*Les grandsprets architecturaux ont changé la structure humaniste de Paris. Des grands immeubles en béton sont construits, il en résulte des locaux commerciaux dont personne ne veut, des centres commerciaux sans vie... J'ai peur qu'a cette allure, on ne coure à la catastrophe sociale.*

*Mon cher frère, tu ne me croiras jamais si je te dis qu'a Paris il n:ry a pas de terre. Pour nous qui sommes attachés à la terre, cela est un handicap. La plupart des quartiers des banlieues sont d'ailleurs très dicile à habiter. On n'est pas si loin de Los Angeles !*

*Barbés ressemble à Marrakech ou à Braaville et le magasin «TATI» dont la clientèle est à plus de* ***90%*** *étrangère a très peu de personnel étranger.*

*D'ailleurs, dans beaucoup d'administrations où on traite le dossier «d'insertion» des étrangers, très peu d'immigrés siègent aux organes de décision.*

*Les français portent une grande importance aux vêtements, à la nourriture, aux vacances et aux voitures. Revenons mon cher au vif du sujet. Pour toutes ces questions diverses, on en parlera plus tard.*

*Je pense que le racisme «ordinaire» vient souvent de l'ignorance.* ***T*** *.a méconnaissance de l'autre, de son histoire, de sa culture, de son identité, de sa réalité, voire de son existence.*

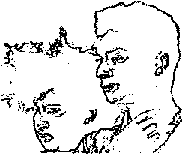
*A ce manque d'informations s'ajoute une désinformation. Dans ce cas ce n'est pas l'ignorance qui prévaut mais l'information erronée. Dans une perspective éducative, les deux cas peuvent avoir des consequences trèsgraves tant pour la construction de la personnalité des individus que pour l'instauration d'une communication.*

*L'ECOLF , L'EDUCATION CIVIQUE:*

*Jules Ferry a rendu l'école française gratuite, obligatoire et laïque. L'école ici, mon cher atni,joue un rôle important dans la vie des gens. Les enfants passent plus de temps à l'école qu'avec leurs parents.*

*La plus grosse institution français ; l'école est devenue le passage obligé pour la «réussite» sociale. De nombreuses réformes gouvernementales ont été proposées par les gouvernements successifs.*

*Les seuls endroits où les enfants peuvent jouer, sont les cours d'école, les petits parcs construits dans chaque arrondissement de Paris. Les enfants ici mon cher, ne peuvent pas toucher la terre, ils ne peuvent pas la sentir, il u\_'y en a pas !*



*Je vois des milliers de femmes emmener leurs bébés dans les crèches. Ces enfants sont souvent réveillés très tôt: entre 6H et 6H30 du matin. Tout est ici très organisé et dans certaines situations, cela ressemble à l'armee. Ces enfants sont complètement déstabilisés. Ils doivent apprendre dès leur plus jeune âge, les règles de vie que leur impose le système socio-économique en vigueur.*

**23**

*C'estpeut-être pour toutes ces raisons que les français n'ont pas beaucoup d'enfants.*

*D'ailleurs, mon cher, il nÿ a pas assez de crèches pour tout le monde. Souvent, les enfants issus des familles défavorisées ne peuvent pas avoir de place en crèche. L'enseignement de l'Histoire à l'école est essentiel. Il permet aux enfants une ouverture sur le monde et une connaissance des évènements historiques de notre planète. J'ai pu constater mon cher, qu'a l'école on n'expliquait pas aux enfants les vraies raisons pour lesquelles certains pays ont été colonisés. Rien n'est dit sur les vraies causes de l'esclavage. On ne veut pas que les enfants apprennent les mécanismes par lesquels certains pays ont été orientés vers le sous développement.*

*La guerre d'Algérie est le sujet par excellence tabou. Quant à la guerre contre l'Irak, on n'a rien voulu dire aux enfants (souvent trop curieux) qui ne comprenaient pas pourquoi du jour au lendemain Sadam Hossein, l'enfant chéri de l'Occident devenait détestable aux yeux de ceux qui l'ont aidé pendant 8 ans dans sa guerre contre l'Iran. Les enseignants devaient rester muets et faire en sorte que les élèves ne discutent pas sur ce sujet.*

*Ici aussi comme chez nous, on dit que la vérité sort de la bouche des enfants : en tant qu'élèves ils cherchaient à comprendre les jeux et les enjeux de cette guerre qui n'allait certainement pas ramener la démocratie au Koweit - le Koweit dont personne ne connaissait l'existence. Ici, mon cher, l'enseignement de la Géographie dans les établissements scolaires se limite à certains pays. Souviens-toi lorsque nous étions à l'école. Nous appre­nions beaucoup de choses sur tous les pays du monde (sans exception). Je sais que cela n'est pas le cas pour tous les enfants européens. Cela dit, l'enseignement de l'Histoire‑*

*eo, ne se limite pas qu'a çà.*

*Ici, mon cher, on ne manque pas d'écoles. T i's enfants ne souffrent pas du froid Ils ne sèchent pas l'école pour aller travailler dans les champs, assurer le gagne pain de la famille. Les enfants, ici, ne sont pas soumis à une éducation qui s'inscrit dans une logique, en faveur de telle ou telle dictature en place.*

*Et pourtant, tout n'est pas rose ici. Les problèmes scolaires sont différents.*

*Il y a des quartiers plus ppauvres que d'autres. Ils regroupent toute une population défavorisée, le taux d échec dans les écoles de ces quartiers est plus important que dans les établissements scolaires des endroits riches. Beaucoup d'écoles se trouvent dans des Zones d'Education Prioritaire. T 4 création par le pouvoir public de ces Z.E.P souligne officiellement les inégalités économiques, sociales et scolaires. Souvent dans ces écoles-là, sont regroupés un pourcentage assez considérable d'enfants immigrés.*

*Je ne sais pas comment sont les autres pays européens, mais en France, je peux dire que des milliers de tonnes de papier inutilisées se trouvent parfois dans les poubelles. Du gâchis, du gaspillage. Alors que les enfants des pays comme les nôtres, faute de papier, n'ont leurs livres scolaires que quelques mois après la rentrée scolaire, ou même pas du tout.*

*L'instruction Civique est une matière obligatoire. On apprend aux enfants le système de vote, les modalités des différentes élections en France et les règles de la vie émocratique.*

*On leur explique que la France est une des plus importantes démocraties de la planète. On leur explique la grande et glorieuse Révolution française. On leur dit qu en France tous les hommes sont égaux...*

*Mai sais-tu mon cher, que les parents de ces enfants immigrés ne peuvent même pas voter en France, qu ils ne participent a aucune élection? Ce qui n'empêche pas que ces familles paient leurs impôts comme tout le monde. Je ne sais pas ce que peuvent ressentir ces enfants à l'écoute de ce cours, ...*

*Au lendemain d'une élection importante, mon cher, j'ai entendu une conversation entre deux petits garçons (Michel etMohammed, tous deux nés en France). Michel annonçant que ces parents avaient voté pour EMitterand, voulait dans sa curiosité enfantine savoir pour qui les parents de Mohammed avaient voté. Il a répondu: (je ne sais pas».*

*L'histoire veut qu'il y ait beaucoup d'enfants africains, à qui on dit que leurs ancêtres étaient des Gaulois. D'ailleurs dans beaucoup d'écoles africaines, l'enseigne­ment se fait en langue française.*

*Il y a deux ans, dans la banlieue parisienne, un maire a refusé d'inscrire des enfants étrangers dans les écoles de sa ville car selon lui trop d'enfants immigrés vivaient dans sa ville.*

*Tout ceci, mon cher, ne constitue qu'une partie des problèmes scolaires des écoles françaises. Mais en même temps, je tiens à dire que l'école française n'est pas que çà. La tâche des enseignants et des travailleurs sociaux est très difficile ;*

* *Comment peut-on eérer des enfants dits de la «deuxième génération» d'être de bons citoyens, quand on leur apprend une citoyenneté de deuxième catégorie?*
* *Comment leur demander d'être «intégrés» tout en leur disant qu'ils sont envahisseurs ou qu'ils ont des odeurs insupportables?*

*- Comment expliquer aux enfants antillais noirs que leur pays qui se trouve à des milliers de km de Paris, appartient à la France?*

* *Comment éviter que tous ces paradoxes ne deviennent un jour l'un des moteurs de leur violence lorsqu'ils seront adolescents?*

*Pourquoi les enseignants et les travailleurs sociaux ne disent-ils pas la vérité aux enfants? Pourquoi ne pas leur expliquer qu'ils ne sont pas égaux devant les lois et les institutions françaises? Est-cec trop dur ?*

*L'un des messages qu'on peut décrypter dans les textes de Rap traduit le sentiment qu'ont ces jeunes rappeurs à rendre visible cette vérité invisible.*

*Ce n'est pas pour rien mon cher, si la plupart des, jeunes issus du mouvement Hip-Hop sont des jeunes dorigine étrangère.*

*enseignantUn ou un travailleur social ne peut pas être*

*e cace dans son travail s'il ne connaît pas bien, s'il ne*

*connaît pas son histoire.*

*Il sera davantage inefficace s'il ne connaît pas l'autre et l'histoire de l'autre. On ne peut pas sans cesse jouer avec les enfants immigrés, en les enfermant dans des thèses variées qui changent comme le temps ; un jour ils doivent être intégrés, le lendemain ils doivent être insérés, le surlendemain ils doivent être réinsérés, le quatrième jour*

*ils doivent être assimilés. Bref ils doivent rester le jeu de poker politico-médiatique de ceux qui ont fait venir par camions les parents de ces immigrés pour faire démarrer la machine économique de la France tombée en panne pendant la guerre ou plutôt les deux guerres.*

|  |  |
| --- | --- |
|  | *eg,etroi* |

**24**

*Ces thèses changeantes provoquent des sentiments de rejet chef ces jeunes. Ces théories et leurs applications empêchent l'enfant immigré de s'exprimer dans sa langue d'origine devant ses camarades français Il devient «rouge» s'il est amené «accidentellement» à parler de sa culture d'origine. Il a le sentiment d'avoir commis un acte honteux. Sauf s'il est d'origine américaine ou européenne. Eux, les américains, leur langue, leur culture, leur mode de vie servent malheureusement de modèle our la jeunesse. L'anglais marche bien ici, McDonald s aussi, Coca-cola également et Euro-Disney fait partie des nouveaux arrivants.*

*Cela donne une certaine «valorisation sociale» auxjeunes et aux moins jeunes. Cette année à la fête du Parti Communiste français, on pouvait s'acheter du Coca-cola et écouter les chansons de «Madona».*

*Aussi j'ai vu flotter devant un établissement scolaire français, un drapeau américain. Celui-ci se trouvait au-dessus de l'emblème de la République : Liberté, Egalité, Fraternité. J'espère que cela était fait accidentellement. Cependant, j'ai toujours le sentiment que la langue française est une des\_plus belles langues européennes. Elle est raffinée, riche, dansante et mélodique. Elle peut-être très éMouvante quand elle est chantée par Piaf. Brel, Brassens et les autres.*

*LA FAMIT ,T F*

*Ici on ne meurt pas de faim. Le système de sécurité sociale fait partie des meilleurs. Si les enfants du Brésil et ceux des Philippines vivent dans la Rue, se nourrissent dans les déchets des autres, orientés vers la prostitution dès leur jeune âge, les enfants ici n'ont pas ce genre de problèmes. Heureusement.*

*Ici les malheurs des enfants défavorisés prennent des formes différentes. Ils pâtissent de la séparation, de l'alcoolisme, du chômage et de l'éclatement de leurs \_parents. Ils souffrent de l'abandon, d'être battus, d'être placés dans des institutions.*

*Ici, le mode de vie veut que les membres d'une famille aient chacun une chambre. Ils sauront ainsi mieux vivre, ils pourront individualiser leur pensée, leur façon de vivre, et surtout ne pas déranger les autres. Mais beaucoup n'ont pas cette possibilité. Ils sont nombreux dans une seule pièce. Leurs parents sontfatigués, ils ne parlent pas français, ils; sont issus des familles économiquement pauvres. La communication est absente. La violence verbale est omni présente. Les enfants tout comme les adultes apprennent à s'approprier les objets dans leurs discussions quotidiennes ; -ma table, mon école ou alors mes vacances, cette notion d'appropriation obéit à des règles grammaticales précises. Alors que dans nos langues à nous, pour parler des mêmes objets, on dit ; -la table, le livre, l'école, etc... On utilise même dans les conversa­tions ordinaires les termes de notre table, notre livre ou notre école. Ce point montre la favorisation de l'individualisme au détriment du collectivisme.*

*Mon cher, tu ne pourras jamais me croire si je dis qu'en plus de dix ans une dkaine d'enfants de 2, 3 ou 4 ans ont été assassinés après avoir été violés par des adultes ! Certes ces assassins sont évidement des malades margi­naux, mais ils sont quand même des produits d un*

*système économique donné. •*

*Chq beaucoup de familles démunies, il nÿ a pas de dialogue. Les membres de la famille se réunissent souvent dans un désordre total pour regarder la télévision. Ils ne se regardent pas, ils ne se parlent pas. Ils sont envahis par les images de la télé, ils visionnent les feuilletons américains, ils regardent les publicités commerciales et ils s'enrichissent par les «jeux éducatifs...».*

*Ici, la manipulation, l'intoxication et le lavage de cerveau se font différemment.*

*Il y a six chaînes de télé et des dkaines de stations de radio. A certains moments de la journée, pendant que toutes les radios diffusent des chansons anglo-américai­nes, les six chaînes de télé diffusent, leurs feuilletons télévisés.*

*Le bombardement des images veut que les enfants jouent aux super mens, super flics, au Rambo. Quant aux familles, il faut qu'elles ressemblent aux familles modèles et «sans problème» : de Dallas et de „Vanta-Barbara.*

*On n'entend presque jamais de chansons vietnamiennes, portugaises ou arabes. Ici à 20h30, c'est l'heure de grande ecoute. A cette heure-là, on n'entend pratiquementjamais de musique classique. T .es jeunes ne connaissent pas la Valse.*

*Il y a très peu d'émissions culturelles événementielles, traitant les grandes questions de notre époque. Les émissions intéressantes passent à 23h, minuit, voire 2h du matin.*

*En France, il y a beaucoup d'artistes inconnus qui ont du talent, et beaucoup d'écrivains méconnus, qui ont consacré toute leur vie a la recherche ; on ne voit jamais à la télévision. On voit toujours les mêmes.*

*Dans les rares émissions littéraires, j'ai rarement vu un noir parmi les invités. Le pluralisme veut que les mêmes aient toujours la parole.*

*Les informations du samedi-dimanche sont souvent destinées à ne pas déranger les gens dans leur repos. On parle surtout du beau temps, du sport, du Loto et du Tac-o-Tac.*

*Dans les rares débats télévisés sur l'Europe de Maastricht, personne n'a évoqué la dette du Tiers-monde. Pas un mot sur l'Afrique qui s'enfonce dans le sous-développement.*

*La télévision dese souvent des matches sportifs Le foot, les courses automobiles, le tennis et de bien d'autres. Le Paris-Dakar traverse les déserts ou plutôt les misères de l'Afrique. Les champions porteurs de publicités pour telle ou telle marque d'automobile exposent leur technologie au milieu des populations affamées5ui cherchent à manger. Certaines d'entre elles ont été tuees par les automobilistes «champions».*

*f*

*Le phénomène de la publicité est asse. important ici. Les «Pubs» comme on dit ici, sont assez bien faites et bien étudiées. Elles sont dans toutes les émissions. On coupe un débat pour passer une Pub. Dans toutes, on voit au moins une femme, généralement bien faite, bien présentable, ui parle. bien, qui a un regard séducteur et un corps qui it trembler. Beaucoup de publicités pour les voitures et leur conduite de rêve, mais rarement contre l'excès de vitesse.*

*Beaucoup de Pubs pour les banques, les cartes American-e ress, mais rarement sur les moyens de protection d ygiène, de santé et de maladies sexuellement transmis­sibles. Il est vrai que le coût de publicité demandé par la radio-télévision est très élevé. A certains évènements sportifs, la télé demande des centaines de millions de*

*francs pour une Pub qui ne dure que 30 secondes. De quoi construire des centaines de villages en Afrique. Avec le prix d'un simple panneau publicitaire, on peut* ***bâtir*** *plusieurs écoles primaires chef nous.*

|  |  |
| --- | --- |
|  | *eg#trot* |

**25**

*On dit, mon cher, que les chercheurs européens ne collaborent pas avec leur collègues américains pour la découverte du virus du S.LD.A. On pense que c'est le raisonnement virtuellement économique qui prévaut.*

*Le Coca-Cola, le McDonald's, le Dollar et les Top-50 ont une place importante dans les flashes publicitaires et ont fait du «mon Amérique à moi» un pays modèle. Ici, mon cher, contrairement à certains pays du Tiers-monde, il nÿ a pas de chaîne de télévision scolaire.*

*Le pouvoir des médias est plus fort que celui des partis politiques. Pendant la guerre contre l'Irak nous avons eu le droit à des centaines d'émissions radio-télévisées. On n'a pratiquementjamais vu ou entendu quelqu'un qui ne soit pas parmi les va-t-en guerre.*

*Beaucoup d'arabes, de nombreux noirs sont morts pour la France. Aucune émission en signe de commémoration n'a été consacrée* ***à*** *ce propos. Cependant, le Général Schuarskoft, premier boucher de l'armée américaine a été couronné de la Légion d'honneur.*

*Alors rappelons-nous mon cher, que historiquement parlant, les américains avaient toujours préféré* ***le*** *Gouvernement de Vichy à celui de De Gaulle.*

*De nombreux films et commentaires ont été consacrés aux crimes d'Hitler contre l'Humanité. On a rarement vu ou entendu quelque chose sur les crimes de la C.I.A. contre la planete toute entière.*

*L'esclavage est aboli officiellement. Aucune* ***journée, en*** *France, ne célèbre cet évènement.*

*Les tâches des enseignants et des travailleurs sociaux* ***ne*** *sont pas faciles, mon cher. Cela, je l'ai répété précédem­ment.*

*- Comment ne pas comprendre la violence des enfants* ***et*** *des adolescents issus des familles défavorisées alors* ***que*** *l'essentiel des messages «éducatifs» de la télé favorise cette violence.*

*- Comment être étonné de l'attitude des jeunes alors qu'on leur fait croire que dans cette société on peut tout avoir en quelques secondes et sans aucun effort ? C'est une société de rêve et de fantasme.*

* *Comment ne pas être étonné de la non et/ ou mal information des jeunes de la culture française - car celle e Jaurès, de Hugo, de Montesquieu, de Montaigne,... n'est plus à l'ordre du jour éducatif. Cette année, les organisateurs du Salon du Livre ont enregistré* ***30% de*** *baisse chez leurs lecteurs en particulier chevj les jeunes. Ici, mon cher, on ne connaît ni Hafe. ni Saadi, ni MOlawi, ni Ferdossi. Ici les grandes personnalités littéraires, artistiques, philosophiques et poetiques de nos sociétés sont complètement méconnues.*

*Au festival de Cannes, aux différents concours littéraires et scientifiques, on prend toujours les mêmes et on recommence.*

* *Comment espérer* ***des jeunes qu'ils*** *puissent croire* ***aux*** *droits de l'Homme et à ceux des enfants, alors qu'ils voient leurs pays d'origine pillés, sous développés, sidaitisés, souvent par ceux qui aujourd'hui leur refusent même un deux pzeces d'Habitation à Loyer Modéré. Les H.L.M. sont devenus un luxe pour certaines familles.*

*- Comment vouloir que ces jeunes réussissent au même niveau que les autres sachant que leurs parents fontpartie des catégories de RMIstes.*

* *Comment expliquer la justice aux jeunes «délin­quants», sachant que* ***certaines personnalités politiques*** *se sont fait amnistiees par la* ***lot.***

*- Comment critiquer les* ***immigrés alors que leur présence*** *nourrit des centaines d'employés* ***(travailleurs sociaux****)* ***à travers*** *différentes institutions.*

* *"comment ne pas être étonné de voir* ***qu'en France, il existe*** *aussi beaucoup d'analphabètes ?* ***On dit que les immigrés*** *piquent* ***les*** *emplois des* ***français.***

*- Est-ce* ***que*** *l'illettrisme* ***de ces \_français-là vient aussi*** *des immigrés?*

*LA RUE (EXTERIEUR)*

*La rue ici, mon cher, joue* ***un rôle éducatif*** *considérable pour* ***les*** *enfants.*

*Dans certains quartiers de* ***Paris et de province, on trouve*** *des immeubles construits avec* ***un*** *plan architectural extrêmement prestigieux. Marcher au bord de la Seine, observer l'eau, admirer* ***les monuments*** *historiques et bénéficier du calme* ***matinal*** *qui* ***règne*** *aux Bois de Vincennes, Boulogne et tout au* ***long de*** *l'Oise,... font partie des malices de cette ville.*

*Une balade matinale dans Paris* ***est agréable.*** *Sentir le parfum des jolies femmes harmonieusement habillées, sentir l'odeur des cafés, des croissants, des passants et de la ville est vraiment merveilleux.*

*Mais la ville n'est pas* ***qu'agréable et*** *les* ***rues*** *ne se ressemblent pas. Certaines sont mieux protégées* ***que*** *les autres. Quelques unes sont mieux nettoyées et certaines plus populaires. Quelques unes sont vides désertiques, mais, ce n'est pas* ***le même*** *désert qu'au Sahara ! Celui d'ici fait peur.*

*Dans les* ***quartiers*** *populaires,* ***souvent, les jeunes jouent*** *au foot, se réunissent,* ***se parlent, se regardent et*** *se séparent.*

*Dans certaines cités des banlieues défavorisées, les réunions des enfants et des jeunes se font dans les squares. Autour d'une mobylette, d'une bouteille de Coca et d'un paquet de cigarettes, leurs réunions au sommet ont pour ordre du jour la galère.*

*lendemain pour certains* ***d'entre eux n'existe pas.*** *Ils  
se voient sans se regarder. Ils se* ***regardent sans*** *s'écouter. Ils se parlent sans communiquer.*

*Les panneaux de publicités commerciales décorent aussi bien les murs que les stations de métro.*

*Les meilleurs cafés-restaurants ont été remplacés ppar tout un échantillon de Mac do, Free-time, puick... Les lycéens préfèrent se restaurer plutôt dans ces «restos» murés de miroirs* ***que*** *dans les cantines de leurs* ***établissements*** *scolaires.*

*Ici les jeunes de toute catégorie confondue possède un baladeur. Assis, debout, immobiles et en marchant, cigarette à la main, lesjeunes écoutent* ***la*** *musique de leurs idoles. Ils sont ensemble. Mais les baladeurs les empêchent de s'écouter, de s'entendre, La communication n'est pas au beau fixe.*

*Les salles de jeux* ***vidéo*** *sont fréquentées essentiellement par les jeunes. On joue aux courses automobiles , on joue aux pistolets, on joue* ***à la*** *guerre, on joue à l'élimination des plus faibles,* ***on joue à être*** *gagnant. Et on gagne. Mon cher* ***ami, même si je*** *n'ai pas l'intention de généraliser, mai sje pense* ***qu'ici les jeunes*** *ne parlent pas* ***aux*** *adultes. Les adultes ne parlent pas* ***aux*** *personnes âgées. Ici, les gens ne parlentpas* ***beaucoup. Tout le monde*** *est pressé, tout le monde court.*

**26**

*Ici, mon cher, je vois aussi beaucoup de personnes âgées. La plupart d entre elles vivent seules. Leur situation est à la fois émouvante et alarmante. Beaucoup de mamies ou papis, comme on les appelle ici, vivent dans des maisons de retraite.*

*Tu ne sais peut-être pas ce que peut signifier une maison de retraite.* ***Il*** *n'y en a pas che< nous. Dans ces maisons, certaines personnes âgées passent leur fin de vie complè­tement seules. Elles ne plus utiles pour le reste de la famille !*

*Ici, mon cher, la solitude fait rage. On dit que des milliers de gens vivent seuls à Paris. Les français se marient très peu* ***et le taux*** *de divorce est très élevé.*

*Tu* ***vas être*** *encore étonné mon cher, mais beaucoup de gens ici peuvent trouver leur partenaire de couple par d'innombrables annonces dans les journaux.*

*On appelle «Agences matrimoniales» les entreprises officielles* ***avec*** *du personnel qualifié ayant pour but de trouver le bonheur aux gens seuls. Ces agences servent de programmateurs d'amour et de communication. Ici, tout est programmé, organisé, classé et catégorisé longtemps à [ avance. Tout le monde fonctionne avec des agendas. Tout le mondepart en vacances aux mêmes périodes, tout le monde donne des cadeaux* ***aux mêmes*** *moments.*

*Si quelqu'un rend visite à quelqu'un sans prévenir, cela peut être perçu comme anormal. Les gens se parlent, règlent leurs affaires souvent par téléphone ou encore par minitel. Le minitel rose fait un tabac ici.*

*Quelques fois les gens parlent davantage avec leurs animaux qu'avec les autres personnes.*

*Tu ne sais surement pas mon cher, qu'ici ily a plusieurs millions d'animaux. Il y a d'immenses rayons d'alimen­tation spécialement pour eux. Les espaces occupés par ces rayons dépassent la totalité de nos magasins d'alimenta­tion.*

*Ici, les animaux ont des salons de coiffure spéciaux. Certaines personnes qualifiées ont pour fonction sociale de coiffer les animaux, leur mettre du shampoing leur donner des traitements spéciaux. Leur vaccination doit être faite dans les délais. Alors que dans beaucoup de nos pays, des milliers d'enfants n'attendent qu'un simple vaccin de rougeole pour être sauvé.*

*Souviens-toi lorsque nous allions, la nuit, réviser nos leçons dans la rue, nous profitions ainsi de l'éclairage des rues.*

*Ici, la rue n'a pas cette fonction et même quelques Ibis, la plupart des rues servent aux chiens pour leurs besoins naturels. Il faut faire attention de ne pas se salir. On dit dans ce cas que «cela porte bonheur».*

*La Mairie de Paris vient de créer un poste pour protéger les rues. Des salariés spéciaux veillent dans les rues pour que les chiens ne fassent pas leurs crottes. Ils peuvent donner une amende en cas de délit.*

*Ici, il y a même des revues spécialisées pour les animaux. Ici, il y a beaucoup de marchands de journaux et les revues sont tellement variées qu'ilfaut être spécialiste pour les distinguer.*

*Le prix des livres et de la presse écrite est très chère ici. Une revue sur la mode ou sur la séparation de telle ou telle* ***«star»*** *du cinéma américain, ou encore sur les vraies causes du divorce de Caroline de Monaco, coûte en moyenne 25 à 50 Francs. Cependant, les grandes oeuvres littéraires sont soldées à bas prix.*

*J'ai acheté, en 1990, 10 livres luxueux, tous neufs, de Montesquieu, de Montaigne, de Hoffmann, de Michelet, de Zola, de Descartes, de Kafka et de Boccace, On les avaient «soldé» dans un grand super-marché J'ai payé 9F90 pour chacun de ces livres ! Décidément, les aventures de la famille royale de Monaco valent plus chère que les grands classiques de la littérature Française. Les français sont très gentils mon cher. Certains d'entre eux cependant jugent les autres à partir des apparences. Si vous téléphonepour un emploi ou un logement, ils vous disent oui, lorsqu'ils se rendent compte que vous n'appartenepas à leur nation, ils changent d avis.*

*Il „y a aussi des fonctions symboliques que les étrangers n occupent jamais. J'ai parcouru toutes les rues et toutes les villes, je n'ai encore jamais vu un boulanger noir. Ici, les églises sont aussi nombreuses que les mosquées che nous.* La *seule différence est qu'a certains moments de la journée, ces maisons de Dieu ne sont plus ouvertes au public.*

*Mon cher, les travailleurs sociaux ont encore beaucoup de chemin à parcourir. Les enseignants ont encore des tâches rudes et des responsabilités hautement éducatives. Cette description ethnologique pourrait peut être t'être utile. Je ne sais pas si tu as encore envie de venir me voir ici, mais sache qu'il m'est impossible de te recevoir maintenant. La mairie de mon quartier ne délivre plus le cuti Kat d'hébergement dont tu auras besoin pour ton visa.Pour que mes parents viennent me voir,f ai du passer par quelqu un d'autre! En fait, la bureaucratie Kafkaïenne existe ici aussi, mais ici comme là-bas, on peut toujours transgresser les règles administratives tout en restant dans la norme.*

*Un dirigeant politique a dit il y a quelques temps : la France ne pourra pas recevoir toutes les misères du monde (et en plus, il est socialiste) !*

*En ce qui concerne les questions éducatives, il reste encore beaucoup à dire. De nombreuses questions demeurent encore dans ce domaine :*

*- Comment espérer le changement de situation alors que tout va dans le sens de leur renforcement.*

*- Comment souhaiter la réussite scolaire des jeunes alors que la société ne demande plus aux jeunes d'être cultivés mais riches.*

* *Comment ne pas être surpris de voir que des centaines d'enseignants ou éducateurs pré èrent changer de métier pour aller travailler ailleurs. e ne sais pas dans quel if*

*secteur; peut-être à la banque ou dans le marketing...*

* *On nejuge plus les gens sur leur niveau scolaire, culturel ou sur leur diplôme mais sur leur fortune.*

***Il*** *ne fautpas être surpris que les jeunes issus des familles défavorisées ne sachent pas répondre positivement aux attentes des décideurs.*

*- Comment traiter de l'éducation des:jeunes sachant qu'ils sont dans un monde de profit, de compétitivité et de prospérité*

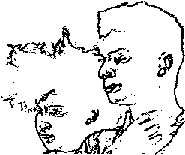
* *Comment demander auxgens de se situer dans les valeurs de la République française, sachant que les*

*remiers invités de marque du bicentenaire de la*

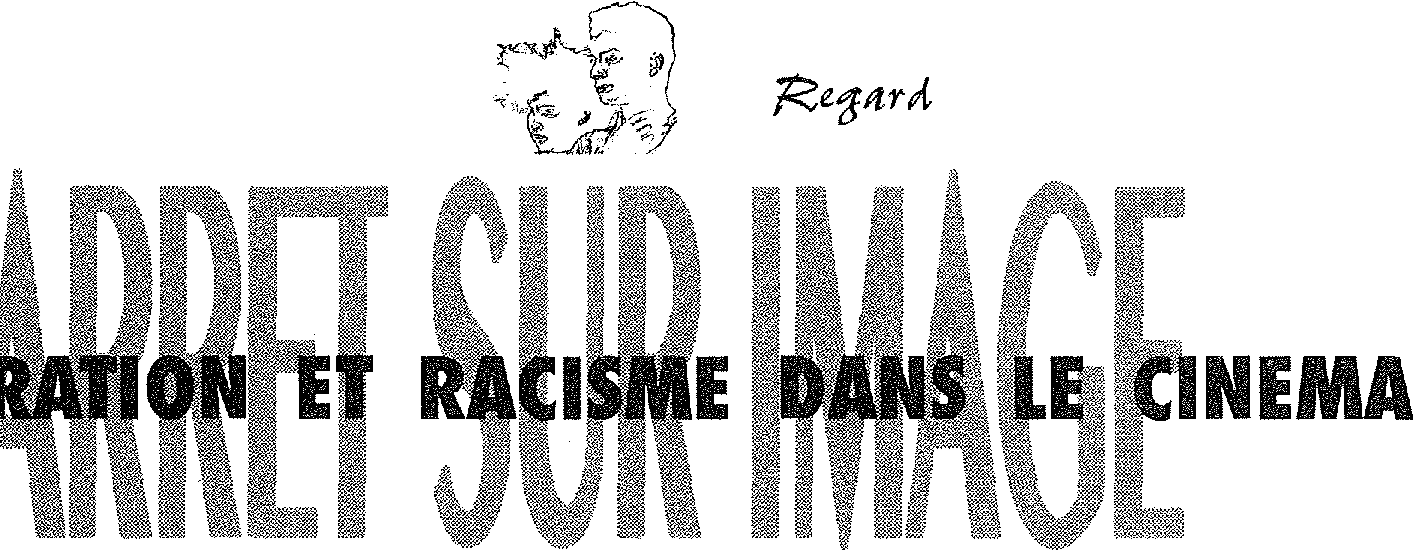
*évolution étaient les dirigeants des sept pays les plus riches du monde.*

* *Comment ne pas être étonné de toutes ces choses étonnantes qu'on voit dans ce pays étonnant ?*

tst tLLL fiiez



Dans ces quelques pages, com­plétés par une filmographie non exhaustive, je vous présente quel­ques regards d'hommes sur d'autres hommes.



4

**1 N**

*eg,etrot*

***Le septième Art saute volontiers les frontières. Des cinéastes de toutes nationalités, proposent des images de tous pays et s'interrogent régulièrement sur les différences et sur le choc multiracial de nos sociétés d'hier et d'aujourd'hui. Pas besoin de passeport pour rentrer dans une salle de cinéma et pour voyager aux antipodes ou chez nos voisins immédiats. Un film est une porte ouverte sur la connaissance de ses semblables, jaunes, noirs, blancs et beurs.***

Les débuts du cinéma se confon­dent pratiquement avec les mou­vements migratoires et la création hollywoodienne dès ses prémices a employé des artistes venant tout aussi bien des pays Nordiques que de l'Europe de l'Est.

Un Anglais comme Charlie CHAPLIN se dépeignait le premier comme L'EMIGRANT dès 1917 aux U.S.A.

La Statue de la Liberté, symbole d'espoir ne se retourne jamais sur les nouveaux habitants des fau­bourgs de New York où la misère et la pauvreté auront sans doute un autre goût que dans leur pays d'ori­gine.

Les premiers occupants du conti­nent nord-américain, qu'ils soient irlandais, allemands, russes, ita­liens ou.juifs, s'intégreront relati­vement vite dans un pays sans culture établie.

La France a toujours été une terre d'immigration pour ces voisins méditerranéens. L'illustration du phénomène migratoire a parado­xalement tardé à donner des gran­des oeuvres significatives . TONI (1934) de Jean RENOIR est sans doute l'ancêtre, le premier film fictionnel sur un fait divers évoque la difficile rencontre des paysans autochtones avec des travailleurs italiens. Ce film aux couleurs néoréaliste avant l'heure possède les accents du tragique au service d'une cause militante. Exploitation, domination masculine, aliénation, TONI démonte ces mécanismes de façon implacable.

Le cinéma français est issu de la petite bourgeoisie et ne connais­sait pas le monde ouvrier et ses valeurs. Il lui a donc été difficile de le représenter. Les travailleurs émigrés participaient de cet uni­vers de chantiers, de fermes, d'usi­nes etc... Ils sont logiquement ab­sents du champ cinématographi­que.

En 1929, King VIDOR réalisait un splendide poème lyrique articulé autour d'une famille noire du sud Américain où il célèbre l'homme noir face à sa rude existence (la cueillette du coton) en même temps qu'il le confronte à ses racines : le nègro-spirituals et la foi religieuse.

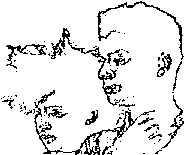
HALLELUJAH, uniquement inter­prété par des comédiens noirs est devenu un classique mais il témoi­gnait d'une audace sans pareille dans les années 1920 aux U.S.A. Le Blanc des récoltes et le Noir des peaux ouvraient et fermaient ce film qui montrait de façon remar­quable l'identité noire et sa culture.

L'importance de HALLELUJAH en 1929 n'apparait plus aujourd'hui, mais il faut se rappeler que la Guerre de Sécession n'est pas si éloignée et que le Noir n'apparais­sait pas fréquemment sur les écrans. Ce film signifiait une re­naissance pour tout un peuple.

Le Blues, chant populaire, né de l'esclavage et de la révolte du peu­ple noir est aujourd'hui complète­ment intégré dans la culture musi­cale de l'occidental. Directement à l'origine de la musique de jazz, il constitue un des plus grands cou­rants artistiques apportés par le Noir américain.

**27**

Est-il possible d'imaginer un homme raciste qui aime le jazz ? Il n'est guère besoin d'aller plus loin pour souligner l'extrême richesse



qu'apporte la culture de «l'autre». Le cinéma a cette formidable mis­sion, faire connaître afin de pou­voir reconnaître.



Evidemment chaque époque ap­porte ses couleurs et son style. YOUNG SOUL REBELS (G.B. 1991) du cinéaste noir Isaac JULIEN montre la rageuse expres­sion noire à travers les musiques funk et soul à la fin des années 1970.

Ce film, à la fois enquête et docu­ment sur l'intégration des jeunes noirs en Angleterre se double du problème de l'homosexua­lité pour l'un des deux «hé­ros». Son engagement en tant que noir et en tant qu'homosexuel dans une société qui privilégie l'assimilation, n'est sans doute pas de toute facilité.

YOUNG SOUL REBELS semble être une oeuvre d'urgence pour son créa­teur. Il véhicule malgré de nombreux défauts une énergie qui emporte l'ad­hésion et qui se retrouve dans de nombreux films réalisés dernièrement par des cinéastes noirs améri­cains (Spike LEE, Bill DUKE, John SINGLETON etc...).

La musique dans ce film joue un rôle essentiel. Elle est le moyen d'expression et de révolte par ex­cellence. On peut en dire autant du reggae ou du rap d'aujourd'hui qui rattachent les Noirs à une diaspora très large, des Caraibes à l'Afrique ou à l'importante communauté américaine de couleurs.

La musique et ses nombreuses manifestations ont souvent été des passeports pour l'intégration avec ses succès et ses faillites, ses mi­rages et ses réalités. Les mêmes phénomènes peuvent être obser­vés pour le sport et la compétition.

**28**

Les années 1970 ont été les plus fécondes sur l'immigration. Le bou­leversement de mai 1968, les lut­tes féministes, l'influence des cou­rants marginaux, le militantisme gauchiste, etc:... recomposent une société plus ouverte.

Les écrans s'ouvrent également sur la marginalité et les minorités ;

Féministes (1). Homosexuels (2), Emigrés ont droit de cité. L'avorte­ment (3), la Drogue (4) ne sont plus des sujets tabous.

C'est dans ce contexte et cette nouvelle énergie créatrice que sor­tent des films comme LES BICOTS NEGRES, VOS VOISINS (1973 FRANCE) d'Abid MED HONDO. L'AUTRE FRANCE (1976 FRAN­CE) d'Ali GHALEM, LES AMBAS­SADEURS (1976 TUNISIE) de Naceur KTARI, SOLEIL DES HYÉ­NES (1976 TUNISIE) de Ridha BEHI etc...

*«L'Homme de Cendres»(1985)*

Hélas ces films ne sont vus que par l'intelligentsia et par les militants inconditionnels. Les immigrés sont devenus sujets de films grâce à l'émergence de l'extrême gauche et à la volonté des travailleurs im­migrés eux mêmes mais ils se re­trouvent enfermés dans un parc de salles réduites, un nouveau ghetto... L'émigré et ses spécificités restent dans la marge et le confi­dentiel.

Cependant des oeuvres utilisant la fiction et le vedettariat, tout relatif soit-il, arriveront.même difficile­ment à s'imposer et à trouver un public. PAIN ET CHOCOLAT (1974 ITALIE) de Franco BRUSATI avec Nino MANFREDI constitue une des premières oeuvres populaires à dénoncer la situation faite aux émigrés, perçus ici davantage comme des exclus et des margi­naux.

Le film qui n'appartient ni à la co­médie à l'italienne ni à la satire, emprunte à la fois au réalisme et au

fantastique (les scènes du pou­lailler).

Nino déraciné de son Italie natale essaie en vain de travailler et de vivre en Suisse, un pays propre et calme en apparence seulement ou il évolue, transparent, ou seule­ment sous un regard réprobateur.

Son personnage est l'étranger ina­dapté et un lointain descendant de CHARLOT découvrant avec es­poir la Statue de la Liberté dans L'EMIGRANT en 1917.

Son «qui suis-je ?» est une ques­tion douloureuse et une recherche de son identité à travers sa confrontation avec le bien-être helvétique et ses relations avec tou­tes sortes d'immigrés réfugiés en Suisse.

Le film alliant l'émo­tion et l'humour, tou­che au coeur. Il est l'exemple même de l'oeuvre qui questionne le spectateur sur son rapport avec l'autre, le différent, l'étranger.

PAIN ET CHOCOLAT

de Franco BRUSATI,

succès considérable en Italie, a mis cependant trois ans avant de trouver une distribution en France. L'audience qu'il a trou­vée dans l'hexagone et ailleurs, a forcé le regard sur «ces étrangers sur terre» à travers une comédie de moeurs.

La Suisse se trouve être encore très récemment l'Eldorado espéré d'un film âpre et bouleversant. ins­piré d'un fait réel : VOYAGE VERS L'ESPOIR (1991 SUISSE) de Xavier KOLLER. Le film doit sa distribution française à l'Oscar du Meilleur Film Etranger 1991. Il nous raconte l'odyssée d'une famille de paysans Turcs qui quitte son vil­lage pour rejoindre un vague pa­rent sur la terre promise helvéti­que.

La générosité du sujet et le su­perbe aspect documentaire dans la peinture du village turc mas­quent difficilement la désespérance du film qui finit en tragédie, on s'en doute...

Des films commerciaux avec ve­dettes. à la française, ont égale­ment stigmatisé le racisme ordi­naire, sale et aberrant de sottise. En 1974, Yves BOISSET fonce tête baissée et caméra haute dans son (ses) DUPONT LA JOIE qui, s'il ne franchit pas l'hexagone, va aborder aux rives du quotidien et de la France profonde, celle des campings qui fleurissent dès l'été venu.

Si le film manque de subtilité et la mise en scène de légèreté, l'im­pact est fort et le but atteint. Jean CARMET en salaud intégral, est comme souvent formidable.

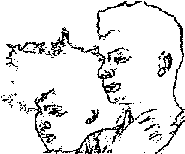
«Xénophobes ! faites une cure de désintoxication et pas dans un cam­ping», pourrait être la morale de ce film.

En 1969, Michel DRACH réalisait ELISE OU LA VRAIE VIE (FRANCE/ALGERIE) d'après le roman de Claire ETCHERELLI ra­contant l'amour passionné et tragi­que d'une jeune française et d'un ouvrier algérien membre du F.L.N. La passion, comme moteur de prise de conscience n'a jamais été si bien montrée. La toile de fond est la Guerre d'Algérie et le réalisateur traite aussi bien du racisme fran­çais que du mépris haineux des Algériens.

Quelques années après, Rainer Werner FASSBINDER propose lui aussi avec TOUS LES AUTRES S'APPELLENT ALI (1973 R.F.A.), un mélodrame grave et doulou­reux articulé autour d'un couple mixte que complique encore une différence d'âge : un émigré maro­cain encore jeune et une femme allemande de 60 ans. Ces deux exclus solitaires vont vivre ensem­ble et se marier, non sans difficul­tés. La haine, la stupidité et le racisme vont se déchaîner sur le couple et d'abord sur le person­nage d'Emmi, prototype de l'Alle­mande moyenne.

Le réalisateur nous offre par ta­bleaux successifs et concis, un constat fort et particulièrement fé­roce sur l'Allemagne profonde.

La montée du racisme est hélas un phénomène mHondial dont les intégrismes religieux, qu'il soient chrétiens, musulmans, ou juifs sont



souvent les signes avant-coureurs et ressemblent à s'y méprendre au terrorisme le plus abject.

En 1988. COSTA GAVRAS après une comédie légère, CONSEIL DE FAMILLES (1985 FRANCE) revient avec bonheur au film politique avec une oeuvre fort inquiétante et trai­tant d'un fait divers authentique. LA MAIN DROITE DU DIABLE (BETRAYED 1988 U.S.A.).

Il s'attaque aux groupes racistes et xénophobes américains, héritiers du tristement célèbre KU KLUX KLAN et nous montre ces bons pères de famille, ces bons maris qui cassent du Noir, du Juif ou de l'Homosexuel afin de nettoyer leurs terres et leur pays. Le cinéaste a choisi les moyens du thriller et réa­lise une oeuvre cependant juste et subtile avec un comédien remar­quable, Tom BERANGER, em­ployé à contre-emploi.

Les années 1980 et 1990 sont de­venues très frileuses avec les as­censions des intégrismes et des nationalismes de tout poil.

Plusieurs «affaires» ont secoué les opinions les plus ouvertes : l'appel au meurtre iranien contre l'écrivain Salman RUSHDIE, les foulards is­lamiques et l'école laïque, les ban­lieues qui s'embrasent, les conflits du Proche Orient, etc... et de nom­breux faits divers sanglants.

Les différences s'affirment, les extrémismes s'aiguisent encore un peu plus et les temps semblent au repli, au »cocooning » où télévision, vidéo, walk-man, écrans informati­ques, jeux électroniques ... nous promettent des solitudes plus radi­cales encore.

L'Image du Beur, deuxième géné­ration de parents émigrés, nés en France, actualise aujourd'hui sur les écrans ; la question de l'immi­gration.

Ni français, ni Algérien, il se trouve dans un no man's land où le con­duisent le rejet, l'ignorance et la haine raciste insidieuse qui ne dé­sarme pas.

LES ENFANTS DES NEONS (1991 FRANCE) de l'Algérien Brahim TSAKI illustre ce propos à travers les pérégrinations de deux

jeunes beurs dans les cités de bé­ton à la périphérie d'une grande ville.

Djamel et son copain sourd muet Karim récupèrent des matériaux dans les chantiers de démolition qu'ils revendent à un ferrailleur. Djamel s'éprend d'une jeune fran­çaise plus âgée.que lui... Le drame n'est pas loin.

Le film, même si l'intrigue est trop mince, a bien des charmes. Le problème des Beurs mal acceptés et toujours en porte à faux avec leurs familles est perçu avec tact et sensibilité.

Mais signe des temps, le film sé­lectionné au FESTIVAL DE CAN­NES 1991 n'a pas trouvé de distri­buteur. Il a été diffusé sur Canal Plus en avril 1992.

Le retour au pays est également abordé : CHEB (1991 FRANCE/

ALGERIE) de Rachid  
BOUCHAREB. Merwen à 19 ans se fait expulser de France où il a toujours vécu. Retour au pays d'ori­gine dont il ne connaît rien ni la langue ni les moeurs. Il fait son service militaire en plein désert où sa différence lui vaut bien des en­nuis. Son amie, Malika, vient le rejoindre pendant les vacances en Algérie. Son oncle la contraint à porter le foulard et la garde à la maison.

Merwen, immigré de partout, Algé­rien en France et Français en Algé­rie, va essayer, accompagné de Malika, de quitter un pays qui le retient contre son gré pour retour­ner dans un pays qui l'a rejeté contre sa volonté.

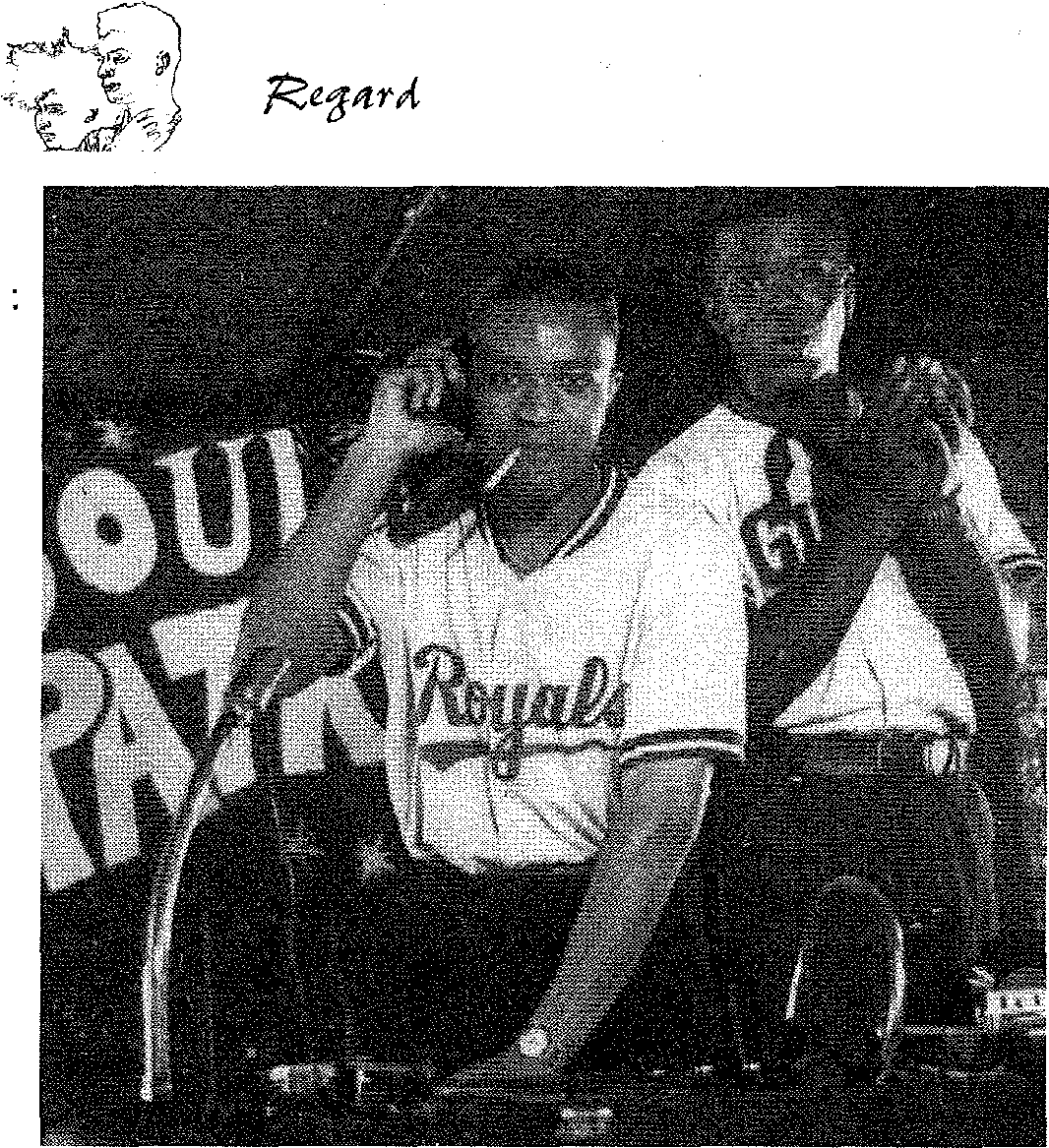
Le film, malgré son côté Dossiers de l'Ecran, possède de vrais beau­tés et le périple des deux jeunes, ressemble à une absurdité sans nom.

Rachid BOUCHAREB rêve d'inté­gration en profondeur mais reste sans illusion. Son premier long métrage BATON ROUGE (1985 FRANCE) évoquait avec bonheur trois jeunes banlieusards, chô­meurs, essayant de réussir en Amérique.

**29**

Si les films du MAGHREB sont de plus en plus rares sur nos écrans, on peut rappeler HALFAOUINE,

L'ENFANT DES TERRASSES (1990 TUNISIE) de Ferid BOUGHEDIR, jeune cinéaste auteur d'un documentaire remar­qué en 1982, CAMERA D'AFRI­QUE.



*L-R Valentine Nonyela, Mo Sesay, «Young Soul Rebels,,, 1991*

Il nous enchante avec ce film, qui nous propose d'ouvrir les yeux sur la société arabe à travers ceux d'un enfant. Noura est un petit gar­çon de 12 ans, très éveillé, connu de chacun dans le village. La sexua­lité, le travaille et il est curieux de tous et de tout. Il a l'âge (limite) d'aller au hammam des femmes mais y est encore admis avec sa mère et sa tante. Il est l'ami du cordonnier Salick, artiste et ama­teur de jolies femmes et de deux gamins délurés et dragueurs. Son père bien qu'il ne soit pas sans reproches, lui interdit de courir les rues.

La fête organisée pour la circonci­sion de son petit frère approche avec son cortège de femmes qui envahissent la maison... Le film est chaleureux et sensuel et nous montre un enfant qui hésite à sortir de l'enfance et des jupes de nom­breuses femmes de la famille pour aller vers l'adolescence et la so­ciété plus dure des hommes...

Ce genre d'oeuvres, ouverte et cer­tainement autobiographique per­met de connaître les us et coutu­mes, le poids des traditions, la sé­paration des sociétés masculines et féminines, la vitalité du pays exprimée par la jeunesse.

Il permet de combattre l'ignorance comme de comprendre la vie des villages et ce que quitte l'immigré quand il vous fait face dans l'exis­tence quotidienne.

«S'interroger sur l'autre, c'est se questionner soi même. les autres sont notre miroir» écrivait le jour­naliste Edwy PLENEL (LE MONDE DES LIVRES du 8 mai 1992 : trois essais traitant du racisme). Ce film comme beaucoup d'autres apporte les premiers éléments d'ouverture et de questionnement sur l'autre et sur sa vie.

**30**

Un autre visage de la Tunisie est donnée par son compatriote Nouri BOUZID qui poursuit une oeuvre inégale mais courageuse dont il a d'ailleurs payé le prix par de Ion-

gues an­nées de prison L'HOMME DE CEN­DRES ( 1 9 8 6 ) aborde également la rupture

entre le  
monde des enfants et celui des adultes mais tou­che aussi à un sujet ta­bou : la viri­lité.

Deux de ses jeunes personna­ges ont été violés par le même homme. Un des premiers films ara­bes à aborder de front la question homosexuelle.

Son film suivant : LES SABOTS EN OR (1989) traite d'un autre sujet non confortable, la torture en Tunisie à travers l'histoire d'un dé­tenu politique sorti de prison et qui revient dans son quartier. Il y re­trouve sa famille et ses amis avec lesquels la communication ne passe plus. Le film inutilement com­pliqué par une série de flash-backs est cependant un peu confus.

Son dernier film BEZNESS (1991) sélectionné à la quinzaine des Réalisateurs au Festival de CAN­NES 1992, est le premier à sortir en France (10 juin 1992). Le terme BEZNESS définit les jeunes gigolos qui vendent leurs charmes aux tou­ristes des deux sexes et de tous âges. Le film approche les rap­ports Orient/Occident dans une sorte de corps à corps.

Abdel KECHICHE qu'on avait vu aux côtés de Sandrine BONNAIRE et Simon DE LA BROSSE dans LES INNOCENTS d'André TECHINE, est le Bezness du film.

Il mène une double-vie : extrême­ment libre avec les touristes, con-servateu r de la tradition en famille ; il est écartelé entre ses deux ten­dances. Il rêve de quitter son pays tout en soupçonnant les pièges que lui tendra l'Occident. Le film à

son image est un balancement entre tradition et modernité.

D'autres personnages (le photo­graphe français, la jeune femme arabe surprise par ses propres audaces, ses amies) sont tous en décalage entre leurs aspirations et leurs vies. Chacun essaiera de trou­ver son propre chemin...

Le film est important dans la me­sure où il reflète une mutation de la société arabe entière. Le tourisme pille à la fois la beauté locale et les esprits de la jeunesse. Celle-ci co­pie des modèles qui ne peuvent s'épanouir face aux traditions sé­culaires. Le départ vers les pays industrialisés semble préférable à cette situation qu'aggravent bien entendu le chômage et la densité de la population.

Le cinéma précède trop souvent l'actualité. On a pu encore le véri­fier avec les évènements survenus dans plusieurs villes des Etats-Unis dont Los Angeles à la suite d'un procès acquittant des policiers blancs ayant «tabassé» un Noir Américain. Ce verdict pour le moins surprenant a mis le feu aux pou­dres.

Le réalisateur noir Spike LEE dont les films DO THE RIGHT THING (1989) et JUNGLE FEVER (1991) annonçaient de pareilles émeutes n'est pas surpris de cet embrase­ment.

FILMOGRAPHIE CHRONOLOGIQUE DES FILMS PRESENTES

- L'EMIGRANT (1917 U.S.A.) de et avec Charlie CHAPLIN  
- HALLELUJAH (1929 U.S.A.) de King VIDOR  
- TONI (1934 FRANCE) de Jean RENOIR  
- ELISE OU LA VRAIE VIE (1969 FRANCE/ALGERIE) de Michel DRACH  
- LES BICOTS NEGRES, VOS VOISINS (1973 FRANCE) d'Abid MED HONDO

- TOUS LES AUTRES S'APPELLENT ALI (1973 R.F.A.) de Rainer Werner

FASSBINDER

- PAIN ET CHOCOLAT (1974 ITALIE) de Franco BRUSATI  
- DUPONT LA JOIE (1974 FRANCE) d'Yves BOISSET  
- AUTRE FRANCE (1976 FRANCE) d'Ali GHALEM  
- LES AMBASSADEURS (1976 TUNISIE) de Naceur KTARI  
- SOLEIL DES HYENES (1976 TUNISIE) de Ridha BEHI

* BATON ROUGE (1985 FRANCE) de Rachid BOUCHAREB  
  - L'HOMME DE CENDRES (1986 TUNISIE) de Nouri BOUZID

- LA MAIN DROITE DU DIABLE (1988 U.S.A.) de Constantin COSTA

GAVRAS

- LES SABOTS EN OR (1989 TUNISIE) de Nouri BOUZID  
- DO THE RIGHT THING (1989 U.S.A.) de Spike LEE

- HALFAOUINE, L'ENFANT DES TERRASSES (1990 TUNISIE) de Ferid

BOUGHEDIR

* CHEB (1991 FRANCE/ALGERIE) de Rachid BOUCHAREB

- JUNGLE FEVER (1991 U.S.A.j de Spike LEE

- LES ENFANTS DES NEONS (1991 FRANCE) de Brahim TSAKI  
TROIS FILMS ENCORE EN EXPLOITATION COMMERCIALE

- VOYAGE VERS L'ESPOIR (1991 SUISSE) de Xavier KOLLER, Oscar du  
Meilleur Film Etranger 1991. Distribué par CLAIRE FILMS le 13 novembre 1991.

- YOUNG SOUL REBELS (1991 G.B.) d'Isaac JULIEN, Sélectionné au Festival  
de Cannes (Semaine de la Critique) 1991. Distribué par LES FILMS DE  
L'ATALANTE le 8 avril 1992.

- BEZNESS (1992 TUNISIE/FRANCE) de Nouri BOUZID. Sélectionné au  
Festival de Cannes 1992 (Quinzaine des Réalisateurs). Distribué par AMORCES  
DIFFUSION le 10 juin 1992.

1. voir le film de Coline SERREAU : MAIS QU'EST CE QU'ELLES VEULENT ? (1976 FRANCE).
2. LE DROIT DU PLUS FORT (1974 R.F.A) de Rainer Werner FASSBINDER.
3. HISTOIRES D'A (1973 FRANCE) de Charles BELMONT et Marianne ISSARTEL.
4. PANIQUE A NEEDLE PARK (1971 U.S.A.) de Jerry SCHATZBERG.
5. Les grandes oeuvres du passé sont trop nombreuses à rappeler ici, j'indique ici quelques titres significatifs

- ROCCO ET SES FRERES (1960 ITALIE) de Luchino VISCQNTI : une famille du Sud Italien se déplace à Milan et se heurte rapidement à la xénophobie des habitants.

- AMERICA AMERICA (1963 U.S.A.) et sa suite L'ARRANGEMENT (1969 U.S.A.) d'Elia KAZAN : l'autobiographie du réalisateur venant d'un village d'Anatolie. Si le premier volet est porteur d'espoir, le second est très amer sur la «réussite» américaine. L'Amérique valait-elle ce prix ?

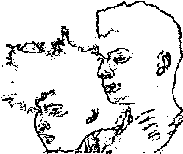
- la saga suédoise de Jan TROELL en deux volets également/ LES EMIGRANTS et LE NOUVEAU MONDE (1971/72) avec Liv ULLMAN et Max VON SYDOW.

- ALAMBRISTA (1978 U.S.A.) de Robert YOUNG : un regard sur les travailleurs clandestin qui viennent régulièrement du Mexique aux Etats Unis.

- TRAVAIL AU NOIR (1982 G.B.) du Polonais Jersy SKOLIMOWSKI avec Jeremy IRONS qui dirige une équipe de travailleurs émigrés en Angleterre.

- RIFF RAFF (1991 G.B.) de Kenneth LOACH : un des très rares films qui traitent du milieu ouvrier. La vie d'un chantier où se côtoient de nombreuses nationalités. Corrosif mais non dépourvu d'humour.

**31**



Pour lui les haines tribales sont bien trop profondes pour pouvoir être cicatrisées. Spike LEE fait de ses frères de couleurs les héros de ses films mais il garde une lucidité, un humour et une rage qui écla­bousse tous les spectateurs, blancs et noirs.

DO THE RIGHT THING justement s'attachait au décor de Brooklyn, sa chaleur et son : racisme quoti­dien. L'explosion finale ressemble de très près au derniers événe­ments : pour ce cinéaste, pas de «happy end» possible.

Idem pour le film JUNGLE FEVER, la liaison mixte qu'il décrit avec fièvre et passion ne peut être qu'une comédie amère qui se brise sur le racisme. Ce trépident réalisateur n'a pas fini de nous étonner et de nous caresser à contre-courant, il réalise actuellement un film sur le leader noir extrémiste des années 70, Malcolm X. En attendant on ne peut que vérifier que ses films, brûlots provocateurs sont d'une terrible actualité.

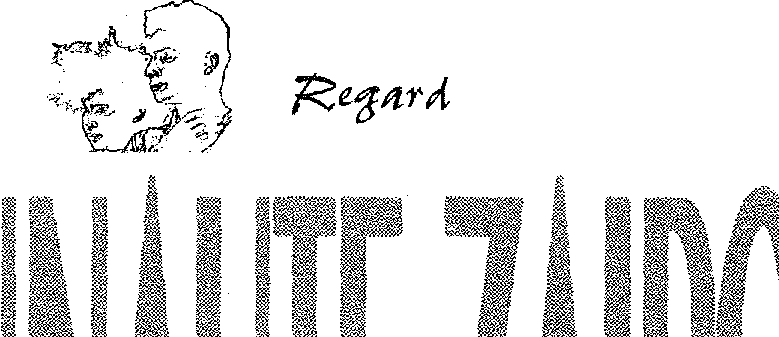
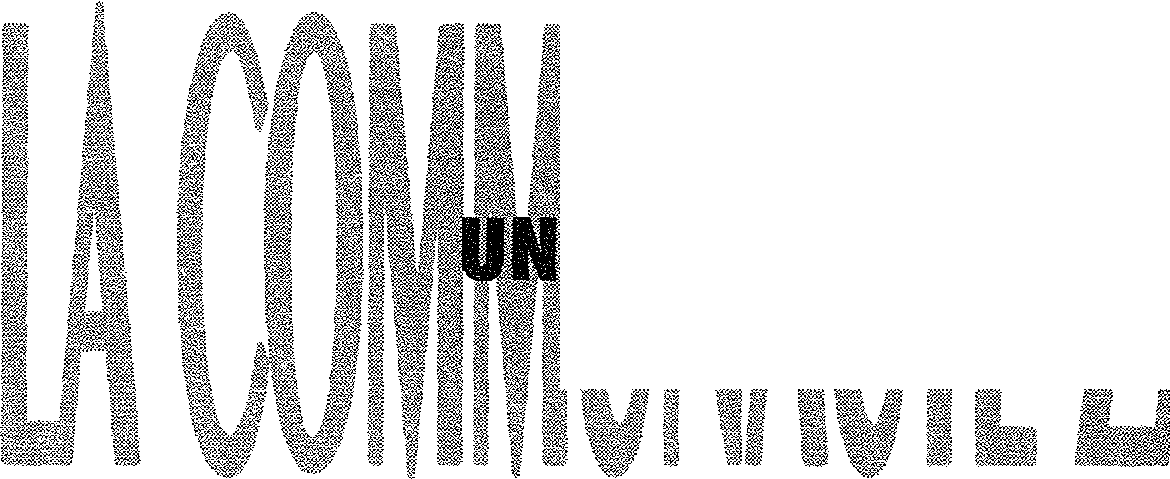
Aujourd'hui alors que le cinéma militant, dit d'intervention se meurt et que les ciné-clubs disparaissent, - la télévision n'ayant pas pris la relève sauf pour des documentai­res, parfois aride, à des heures très tardives, - les images de l'émi­gration risquent de devenir rares alors que les débats s'amplifient dans la presse et dans les partis politiques.

Les cinéastes heureusement pré­fèrent aborder les réalités actuel­les au lieu de répéter les grandes oeuvres du passé (5). Encore faut-il qu'ils puissent s'exprimer en toute indépendance et que leurs films trouvent une distribution dans le pays d'origine et à l'étranger ? Le cinéma a une carte à jouer encore et toujours comme le circuit associatif et la scolarité qui peu­vent favoriser la rencontre des cul­tures et l'intégration.

L'effort d'adaptation culturelle ne concerne pas seulement les per­sonnes émigrées mais aussi les populations d'accueil. L'avenir est incertain mais plus la figure de l'étranger s'éclairera plus nos so­ciétés multiraciales se porteront bien.

**Guy JOUANNET**

***Quand on sait***



*eg,etroi*

I

PARTI MARI TE

I

***que l'arrivée en***

***Europe***

***représente un***

***moyen sûr pour***

***s'en sortir***

***socialement ou***

***économiquement,***

***tout ce qui***

***freine ses***

***prétentions ou***

***ses ambitions***

***peut être vécu***

***dramatiquement,***

***non seulement***

***pour l'immigré***

***ou exilé mais***

**32**

***aussi pour sa***

***famille qui a dû,***

***parfois, vendre***

***la maison ou***

***faire des***

***sacrifices pour***

***le voyage.***

Le Zaïre est situé au centre de l'Afrique. Ex Congo-Belge, il ac­cède à son «indépendance» en 1960. Sa superficie est de 2 344 885 km2, soit 4 fois plus grande que la France et 80 fois la Belgi­que. Le Zaïre compte plus de 38 545 000 habitants dont 3 millions vivant dans sa capitale : Kinshasa. La langue officielle est le français mais la majorité des gens parlent : lingala, swahili, kikongo et tshiluba. Sa population est chrétienne à 70 %. Latempérature moyenne est de 30° (zone intertropicale). De -0 à 10° dans le sud-est (région montagneuse) avec son léger dé­calage horaire, le Zaïre produit le cuivre, le cobalt, l'or, l'étain, les diamants, l'uranium, Il dispose d'un sol fertile et de puissantes chutes d'eau.

C'est l'explorateur Diego Cao (por­tugais) qui découvre pour les occi­dentaux l'embouchure du fleuve Congo en 1482. Cette région est convoitée par les français et les britanniques. Finalement, le Roi des belges Léopold II finance une nou­velle expédition dirigée par le bri­tannique Henry Morton Stanley (1879-1884). Le roi créé l'Associa­tion Internationale Africaine (A.I.A.) qui se transforma en Association Internationale du Congo. «Le 23 février 1885, les puissances occi­dentales réunies à la conférence de Berlin reconnurent l'Etat indé­pendant du Congo comme l'im­mense propriété privée de Léopold Il, roi des belges». Ce nouvel Etat ayant sa capitale à Borna. «Ce régime perdura jusqu'au 18 octo­bre 1908, date à laquelle le Roi transmit sa modeste propriété pri­vée, le Congo, à l'Etat Belge».

De cette période, on note la pre­mière guerre de résistance armée menée par les congolais contre les occupants blancs, Dans son livre, Guy De Boeck ; Baoni (du swahili : les hors-la-loi), sous titré «Les ré­voltés de la force publique sous Léopold II en 1895-1908», éd. EPO Anvers, l'auteur décrit cette épo­que. (Voir encadré ci-contre : «Un peu d'histoire»)

**LA PRESENCE AFRICAINE EN FRANCE : UN APERÇU**

Mis à part les individualités, «la présence africaine noire dans l'hexagone date de la Première Guerre Mondiale. C'est en effet, à l'occasion de cette confrontation qui menaçait l'existence de la France, que des Noirs venus de toute l'Afrique française de l'épo­que, des Maghrébins, des Indochinois (ou Annamites), des Malgaches, Somaliens, Mélané­siens et Antillais débarquèrent pour participer à l'effort de guerre et poser ainsi les premiers jalons à leur enracinement sur le territoire français» (2). Le coût en vie hu­maine pour ces français s'élève à «30 000 morts et disparus, soit 22,4 % des mobilisés» (3).

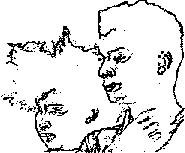
Dans les années 60, la France (le patronat) avait besoin d'une main-d'oeuvre non qualifiée à bon mar­ché pour reconstruire le pays. C'est ainsi qu'on alla chercher les tra­vailleurs en Afrique subsaharienne, plus précisément au Sénégal, Mali, Mauritanie, Nigerainsi qu'en Haute-Volta(Burkina-Faso). Ce fut la belle époque pour les «négriers».

Certains intellectuels ou syndica­listes se sont vu attribuer des tâ‑

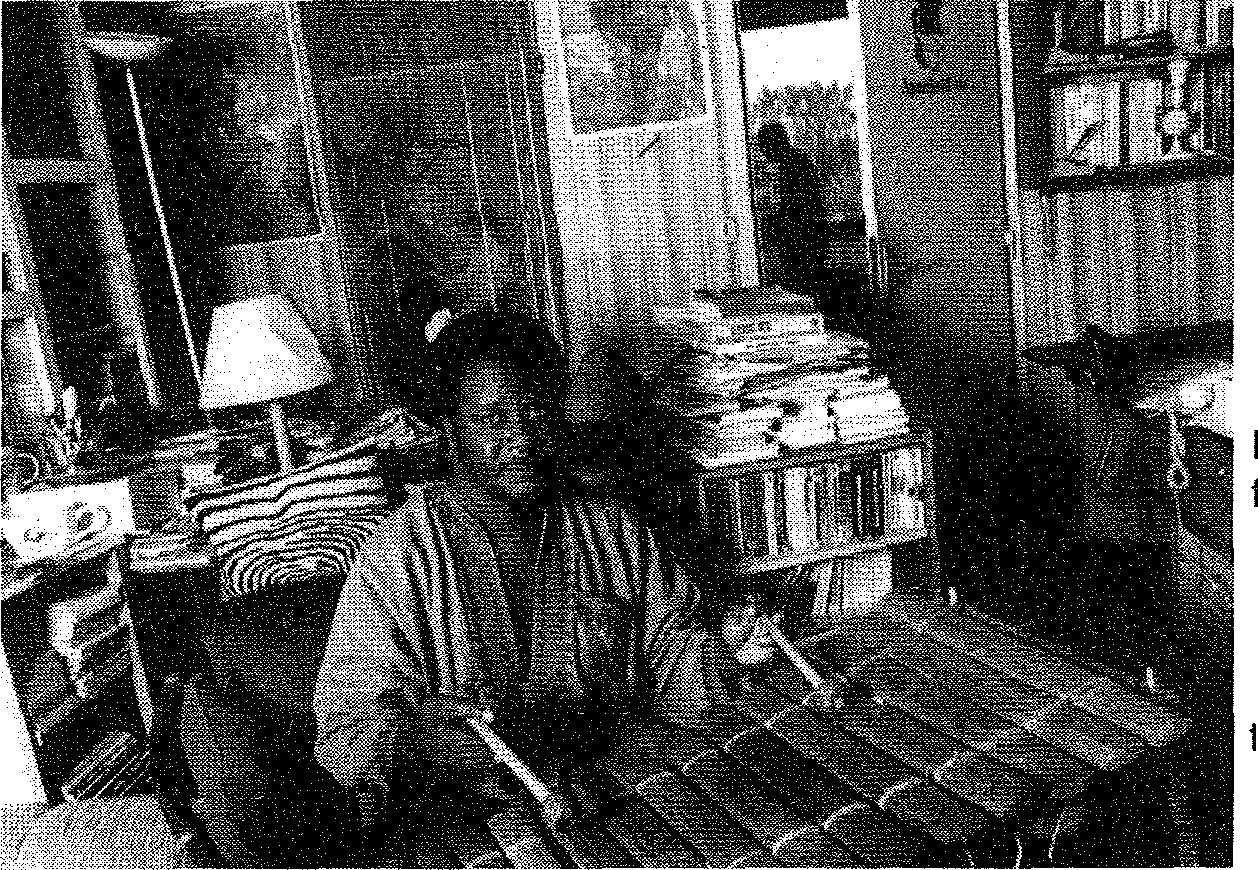
|  |  |
| --- | --- |
|  | eegetret |

**33**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Un peu d'histoire <1)** | | |
| **- Du 5 au 14 décembre 1958 :Les** nationalistes congolais participent à la conférence du ras­semblement des peuples africains à Accra (Ghana). Cette conférence est révélatrice pour Lumumba dans sa vision du monde.  **- Le 4 janvier 1959 : Les** émeutes de Léopolville (Kinshasa). Le meeting du parti politique Abako est interdit, la foule proteste. La sortie d'un match de football grossit cette masse qui adopte un cri de ralliement «indépen­dance». Le bilan de cette révolte spontanée : 300 tués.   * **Le 30 juin 1960:** Le Congo accède à son «indépendance». La Belgique comme la France ne veulent pas d'une autre guerre, à l'instar de l'Algérie. Ainsi 17 pays africains se voient octroyer leur «indépendance». Le Pre­mier Président congolais élu au parlement : Joseph Kasa-Vubu, son Premier Ministre est Patrice Emery Lumumba. Le Congo ne compte qu'une dizaine d'universitaires car la devise des Belges en la matière était : «pas d'élites, moins d'ennuis». En juillet 1960, Moïse Tshobe proclame «l'indépendance» du Katanga C'est le début de la crise congolaise.   **- Le 1 ljuillet 1960 :** Kasa Vubu destitue son Premier Ministre Lumumba.  **- Le 14 septembre 1960 :** Mobutu fait son premier coup d'Etat militaire en vue d'écarter Lumumba et de neutraliser Kasa-Vubu.  **-Le 17 janvier 1961:** Patrice Emery Lumumba est assassiné à Elisabethville (Shaba).   * **Le 24 avril 1961 :** La conférence de réconci­liation à Coquilhatville (Mba).   **- Le 19 juin 1961 :** Conclave de Lovamuim. Certains lu mu mbistes capitulent, intègrent le camp de Mobutu.  **- Le 17 septembre 1961 :** Dag Hammarsk Jôld, Secrétaire Général des Nations Unies trouve la mort à Ndola dans un accident d'avion.  **- Le 20 septembre 1961 :** Accord de cessez-le-feu entre l'O.N.U, et le Katanga.   * **Le 14 janvier 1962 :** Gizenga est arrêté à Stanleyville (Kisangani).   **- Le 17 janvier 1963 :Le** Katanga capitule fin de la secession. L'armée nationale occupe la province.   * **Le 6 février 1963 :** U. Thant, (Secrétaire Général de l'O.N.U.) annonce le retrait des casques bleus.   **- Le 03 juillet 1963:** Pierre Mulele, ex. Ministre de l'Education de Patrice Lumumba rentré de Chine, va organiser le maquis du Kwilu et mener une lutte de libération jusqu'en 1968.  **- Le 15 août 1964 :** Gaston Soumialot (Lu mumbiste) et Laurent Kabila déclenchent la révolution à l'est. Leurs partisans les Simbas (en Swahili : les lions) vont occuper la moitié du pays.  **- Le 25 novembre 1965:** Le Colonel Mobutu fait son 2ème coup d'Etat et réussit.. Il est le | Chef des armées. Il déclare «Plus de politi­ciens. Aucun. C'est clair. Si un homme poli­tique s'avise de tenir un meeting, on l'enverra devant un tribunal militaire...» Brackman, 1992.  **- En 1966 :** Les pendus de la Pentecôte : Anany, Bamba, Kimba et Mahambu sont exécutés en public (Pont, Kasa Vubu) à titre d'exemple. Condamnés par le tribunal mili­taire pour «tentative de coup d'Etat».  **-Le 20mai1 967:** Mobutu crée son parti le MPR (Mouvement Populaire de la Révolution).  **- Le 28 septembre 1968:** Bomboko négocie le retour de Pierre Mulele à Brazzaville où ce dernier se trouve, en vue de chercher des voies et moyens pour continuer sa lutte. Avec l'argument : «l'amnistie générale», Pierre Mulele, sa femme Léonie Abo et 3 compa­gnons traversent le fleuve pour Kinshasa.  **- Le 2 octobre 1968 :** Pierre Mulele considéré à tort comme quelqu'un ayant des forces magiques, est tué avec bestialité : «Vivant, on lui a arraché les oreilles, coupé le nez, tiré les yeux des orbites pour les jeter par terre. On lui a amputé les bras, puis les jambes. Les restes humains ont été noués dans un sac et immergés dans le fleuve». Ludo, 1985. Ac­tuellement, on peut voir le film de cet assas­sinat en vidéo. Théodore Bengila a subi le même sort que Mulele.  **- Le 4 juin 1969 :** Massacre d'étudiants. A la suite d'un mouvement dirigé par l'U.G.E.C., les rescapés sont envoyés de force dans l'armée.  **- En 1971 :** Le Congo devient Zaïre.  **- En 1972 :** Le Président zaïrois fait «sa révolution culturelle», impose une politique de «recours à l'authenticité». Tous les pré­noms chrétiens sont supprimés. Mobutu Joseph Désiré devient Mobutu Sese Seko Kuku Ngbendo Waza Banga. On ne s'ap­pelle plus «Madame», «Monsieur» mais «Citoyen(ne)». Le port de costume est inter­dit et est remplacé par l'abacost (tenue Mao). C'est le temps du culte de la personnalité et de la mégalomanie. Le Président se fera appelé : «le sauveur» le «pacificateur», le «timonier», le «guide-éclair», le «père de la Nation», le «bâtisseur». L'authenticité est même exportée au Togo et au Tchad.  **- Le 30 novembre 1972 :** Evènement sportif : participation à la coupe du monde (football) en Allemagne.  **- En 1973 :** La politique de nationalisation est appelée la «zaïrianisation».  **- En 1974 :** Nouvelle disposition apportée à la constitution zaïroise stipule : «tout zaïrois de naissance est membre du MP.R.» (Mouve­ment Populaire de la Révolution).  **- En octobre 1974:** Mobutu, à la recherche de crédibilité et de publicité, se propose d'orga­niser le combat de boxe opposant Ali à Foreman. A l'issue de ce match, le quotidien gouvernemental «Elima» titre le 22 octobre à | la une : «Une nouvelle victoire du mobutisme».  **- En 1975:** La guerre éclate en Angola. Mobutu choisit de soutenir F.N.L.A. de Roberto Holden. Par la suite, il soutiendra UNITA de Jonas Savimbi.  **- Le 8 mars 1977 :** La première guerre du Shaba : le F.L.N.C. (Front de Libération Na­tionale du Congo) de Nathael Mbumba et les gendarmes katangais franchissent la fron­tière angolo-zaïroise. Mobutu demande l'aide de l'Occident. Ce sont les marocains qui viennent avec le concours logistique des occidentaux. Nguza Karl Bond (Ministre des Affaires Etrangères) est arrêté, soupçonné d'intelligence avec les gendarmes katangais, Condamné à mort, il sera gracié.  **- Le13 mai 1978 :** La deuxième guerre du Shaba. Cette fois-ci plusieurs villes sont pri­ses par les «tigres» katangais dont Kolwezi., en vue de provoquer l'interventions des occi­dentaux. Une trentaine d'européens seront exécutés par les militaires de l'armée zaïroise, actes alors imputés alors aux katangais (Braeckman, p. 67). Paris envoie la légion étrangère.  **- En 1979 :** La répression s'accroit c'est la chasse aux sorcières. Il y a aussi l'émer-genced'un courant politique au sein du M.P.R. au Parlement.  **- Le 4 juillet 1979 :** Massacre par l'armée zaïroise des enfants ramasseurs de diamants de Luamuela (Mbuji-Mayi) : 80 morts.  **- En 1980 :** 13 parlementaires écrivent une «lettre ouverte» à Mobutu pour réclamer des réformes. Ils seront arrêtés.  **- En 1982 :** Les étudiants du campus de Kinshasa sont massacrés et arrêtés. A Paris, une grande manifestation réunit 2 000 étu­diants africains et marque la création de l'Union Nationale des Etudiants Zaïrois (U.N.E.Z.).  **- En 1988:** Massacres des étudiants à l'institut pédagogique de Binza. Début de la crise belgo-zaïroise. En Mai 1989 les étudiants du Shaba sont massacrés.  **- Le 24 avril 1990 :** Mobutu annonce la «démocratisation» du pays. Le M.P.R. n'est plus le parti-Etat. Les Zaïrois peuvent s'ap­peler «Monsieur» de nouveau. On peut por­ter le costume dit-il.  **-Lel 1 mai 1990:** Les étudiants de Lubumbashi sont massacrés à l'arme blanche : au moins 200 morts.  **- En Septembre 1991 :** Les militaires zaïrois, mal payés, suivis de civils, pillent les maga­sins et les particuliers Bilan : une centaine de morts. La France envoie 500 paras et la Belgique 1000.  **- Le 16 février 1992 :** Une marche organisée par les jeunes prêtres de kinshasa se termine par une répression armée. Bilan : 17 morts selon les autorités, 40 selon l'opposition. «Le Monde» du 18 février titre à la une : «San­glante répression au Zaïre». |



ches importantes en France ou (poste ministériels). Parmi eux : «Lamine GUEYE, Joseph CONOMBO, Fily Dabo CISSOKO,



*GARRY. JourrMliste, Animateur à Radio Paris (Ph : Damien Mabiala)*

Modibo KEITA, Félix  
HOUPHOUET-BOIGNY, Léopold SENGHOR, Hamadou DICKO, Hubert MAGA» (4). Le gouverne­ment actuel compte en son sein, un Secrétaire d'Etat d'origine afri-cainedu nom de Koffi YAMGNANE.

**LES E LUCUBRATION DES ZAIROIS EN FRANCE**

Traditionnellement, les zaïrois du Zaïre se rendent en Belgique. Cela s'explique par le lien historique existant entre les deux pays. Ce lien devenant un handicap pour tout candidat à l'exil politique, les zaïrois ont commencé à voyager ailleurs. La proximité de la France à la Belgique, la langue et sa tradition de «pays d'accueil pour les exilés» ont cer­tainement joué. De 1980 à ce jour, la «communauté zaïroise» est passée de 5 à 15 000 per­sonnes environ, en majorité, deman­deurs d'asile ou déboutés. Et pour­tant le voyage vers la France ou autres pays d'Europe, constitue un vérita­ble parcours du combattant. En ef­fet, depuis belle lu­rette, l'Ambassade de France ne délivre plus de visas, sauf excep­tion. Donc, les candidats à l'exil doivent transiter par plusieurs pays avant d'arriver à Paris (Paname).

Lorsqu'il débarque en France, le zaïrois est souvent pris en charge par les amis ou la famille dont il a les coordonnées. Malgré les con­ditions dans lesquelles il vit, l'afri­cain se veut solidaire et hospitalier.

**34**

«Quand il y en a pour un, il y en a pour deux» disent-ils. Par consé­quent, il est souvent rare de trouver une famille (au sens occidental du mot) chez les zaïrois. Il y a toujou rs un ami, un cousin(e) soeur ou frère en visite, de passage ou encore hébergé.

En attendant qu'il trouve son pro­pre toit, on vit entassés. Depuis quelques temps, il s'est développé des pratiques d'occupation d'ap­partements vides qu'on repère. On s'installe et on négocie après.

**L'ADMINISTRATION**

Avoir ses papiers constitue une obsession pour tout étranger. Le zaïrois est souvent demandeur d'asile politique. Toutefois 90 % de leurs dossiers sont rejetés par l' O.F.P.R.A.. Vient ensuite la lon­gue procédure qui paralyse les uns et freine les ambitions des autres. Ainsi, un étudiant restera à la mai­son sans avoir la possibilité d'étu­dier dans une école ou une univer­sité, puisqu'il ne possède qu'un récépissé (ayant la mention : ne peut travailler en France) et non

une carte de séjour. Il en est de même pour un travailleur. Son rap­port avec l'Administration est sou­vent difficile sinon incompréhensi­ble. L'écrivain zaïrois Mabaya avait décrit dans son ouvrage ses rap­ports avec l'Administration. Il en a produit un travail d'analyse institutionnelle (5). Certains zaïrois, découragés, ne font plus rien et vivent clandestinement. Faute de papiers, ils sont obligés de survi­vre. Pour cela, le zaïrois utilise le système «D» sinon il se marginalise.

Lorsqu'après avoir passé de lon­gues heures d'attente dans une Préfecture, on entend dire qu'il manque tel papier ou alors que ce

qu'on apporte ne sert à rien, les zaïrois le vivent comme une mani­festation du racisme. Attitude qu'il faut nuancer, car ces tracasseries administratives n'ont pas que le noir comme victime. En témoigne l'enquête menée par le journal «Li­bération» auprès de trente jeunes étudiants de pays différents sur l'Administration, les rencontres, la télé, l'humour, le logement, le ra­cisme (6).

Certains dégoûtés, cherchent d'autres pays plus accueillants que la France. Il ne faut pas perdre de vue les trajectoires individuelles, les attentes aussi. Quand on sait que l'arrivée en Europe représente un moyen sûr pour s'en sortir socialement ou économiquement, tout ce qui freine ses prétentions ou ses ambi­tions peut être

vécu d ra‑  
matiq uement, non seulement pour l'immigré ou exilé mais aussi pour sa famille qui a dû, parfois, vendre a maison ou aire des sacri­fices pour le voyage.

Actuellement, les zaïrois ten-ent de s'orga­niser en asso­ciations d'en­traide, de forma­tion en informa­tique et créent des P.M.E. Lorsqu'ils rencontrent des difficultés avec l'Administra­tion, ils préfèrent d'abord deman­der conseils aux anciens ou aux plus perspicaces et ensuite aux assistantes sociales. Certains de­mandeurs d'asile ont vu leurs dos­siers refusés définitivement parce qu'ils n'avaient pas d'adresse fixe. Par conséquent, ils n'ont pas reçu leur convocation du jugement à la commission de recours des réfu­giés, ou encore ils ont négligé un rendez-vous ou sont arrivés en re­tard. A ce propos, on aurait même tendance à croire à l'existence «d'une heure zaïroise».

Bien entendu il y a une nette diffé­rence, selon qu'on vit dans un mi‑

*Illustration des comportements :*

|  |  |
| --- | --- |
|  | egktrot |

*Dimanche au Parc des Loisirs à Gennevilliers, il est 15 h 15, le temps est un peu nuageux avec des apparitions du soleil. Deux femmes et un homme sont en train de décharger le contenu de leur voiture et les déposent à l'ombre des arbres en face du terrain de football. En me rapprochant d'eux, je distingue qu'il s'agit de nourriture et de boissons» en grande quantité. Je me présente auprès d'eux et demande si les matchs auront bien lieu, puisque le premier devait déjà commencer 4 14 h (Algérie - Batelier). Le deuxième Congo - Ghana et le troisième Maroc - Zaïre. C'est le programme officiel que j'ai noté hier en me balladant dans le quartier de la Goutte d'Or (métro Château Rouge dans le 18').*

*L'homme me répond ; «Ah, yo moko oyebi bise ba*

*Zaïrois » (tu sais, nous les Zaïrois..,.), ce qui veut tout  
dire II me rassure en m'invitant à patienter sur le banc à l'ombre. Il me promet de me présenter aux responsables de ces matchs. Une voiture, une camionnette arrivent en même temps, je me dis «ça y est, ce sont les joueurs», Pas du tout, ce ne sont que les tenanciers de Nganda, au disons, les animateurs du lieu, avec tout leur équipement (groupe électrogène, la sono ...) évidemment avec à manger et à boire. Une fête au sens large du terme en perspective. Je marche un peu dans le parc, une heure passe. Je reviens près du terrain. On attend encore les joueurs Zaïrois de l'équipe Batelier. Je croise un étudiant congolais, il m'explique la situation et me conduit à l'organisateur de cette manifestation sportive. Ce dernier est un peu débordé, il doit composer une équipe pour remplacer celle de Ghana. On remet à plus tard notre conversation. Du côté des spectateurs, je note aucune animosité malgré ce non respect de l'heure du match. Je me dit que la notion de temps, ici, est implicite. Donc, 14 h n'est pas vraiment 14 h. Quelqu'un derrière moi appelle «Président ! regarde ton joueur il mange de la Chikuange avant d'entrer sur le terrain».*

*La chukuanga étant consistante, elle nécessite un temps de digestion. Bref, le match commence, je regarde ma montre, il est 16 h passées. J'entends ce qui se dit, les derniers potins, on échange les adresses et numéros de téléphone, les tuyaux et les nouvelles du pays. On parle de tout sauf ou très peu du match.*

*L'équipe Batelier est composée de Zaïrois, en temps normal. Là, an y trouve sénégalais et autres nationalités africaines. Sur le terrain, un joueur zaïrois interpelle l'arbitre en lingala «arbitre azali kosimba !» (arbitre, il me tire). Je cherche à voir cet arbitre dont le maillot ne se distingue guère des joueurs. C'est un maghrébin, a-t-il compris ce que lui dit le joueur ? Les Bateliers sont menés 0-2 par l'Algérie en trente minutes de jeu. Avec l'organisateur, nous trouvons un coin hors du champ du haut-parleur qui diffuse de la musique, II me parle de l'organisation «c'est un tournoi des pays francophones». Il poursuit devant mon étonnement que les autres pays n'ont pas répondu à l'invitation. : «nous avons prévu des matchs jusqu'à l'approche de l'hiver, nous comptons organiser un concert populaire. Une remise de coupe par le Maire de Gennevilliers». Je m'empresse de lui demander dans quel cadre cela se fait ? «Nous sommes une association «cfrica-Antilles-La Negra». Elle est présidée par Adam Nkanyolo et Omanga Wilson. A la fin de notre entrevue, il m'affi-e un coca avant de retourner à ses occupations.*

*Je traîne encore autour du stade ai I je croise un copain de fac. II est surpris de me voir là. Du match, il me dit «ici, c'est le calme. A Nanterre, c'était des bagarres dans chaque match». Les gens sont bien habillés (endimanchés), Certains fument le cigare. Les supporters du Parc des Loisirs de Gennevilliers n'ont rien à voir avec ceux du Parc des Princes. (7)*

- Ludo MARTENS «Pierre Mulele ou la seconde vie de Patrice Lumumba» Edition Epo (Anvers-Belgique), 1985

- Emmanuel DUNGIA «Mobutu et l'argent du Zaïre», Edition l'Harmattan, Paris, 1992

- Le Cahier du GRIP «Congo-Zaïre : la colonisation, l'indépendance, le régime Mobutu et demain ? Ouvrage collectif 33 rue Van Hoorde - 1030 Bruxelles

-Colette BRACKMAN «Le dinosaure ; le Zaïre de Mobutu» Edition Fayard, Paris, 1992

- Mobutu Sese Seko : «Le procès (Tribunal permanent des peuples). Textes et documents sélectionnés et présentés par C.K. Lumuna Sado et Buana Kabut publié par A.F.R.I.C.A. pour l'Institut de l'Afrique Centrale, Bruxelles, 1992

1. Mar FALL «Des africains noirs en France ; des tirailleurs sénégalais aux... Blacks» Editions l'harmattan, Collection Point de Vue, Paris p. 13(3) Mar FALL : op. cité p 14
2. Ornar MALABO in «Les nègres alibis», Revue «Voix d'Afrique» n' 26, février 1992, p 31
3. Mabaya Ma MBONGO «Le courrier d'un réfugié africain» Ed. Kolwezi, 1984

**35**

1. Michel CRESSOLE in «Français, des oreilles étrangères vous écou­tent» Journal «Libération» du 28 et 29 décembre 1991, p, 19-22
2. Damien MABIALA in «Prétexte Foot» le 27 août 1989
3. Justin-Daniel GAN DOULOU » Entre Paris et Bacongo»Centre Georges Pompidou,1984, CCI, p 139
4. Emmanuel DUNGIA, op. cit. p 37
5. Emmanuel DUNGIA, op. cit. p 75
6. Pierre PEAN , «L'Argent noir», Ed. Fayard, Paris, 1988, p 141
7. Justin-Daniel GANDOULOU op. cité p 137
8. A.T.Z.E. (Association des Travailleurs Zaïrois de l'Etranger) Cf A.T.2. France - B.P. 175 - 94005 CRETEIL CEDEX

lieu «évolué» ou non. Cela n'a rien d'étonnant, du moins pour les mem­bres de la «communauté».

|  |  |
| --- | --- |
|  | *eegitret* |

**LA GESTION QUOTIDIENNE**

Les années passent, certains se retrouvent avec femmes et enfants que j'appelle la première généra­tion. Ces enfants, issus de l'immi­gration, ont leurs problèmes spéci­fiques par rapport à leurs parents, à l'école et à l'environnement par­fois hostile. Ils s'adaptent «plus facilement que leurs parents». Ils apprennent qu'ils sont «des sales noirs». Au fond, certains parents, interrogés par moi, disent «l'Eu­rope c'est un piège I. D'Afrique, on vient avec des idées préconçues, on se retrouve confrontés à une autre réalité qu'on est dans l'obli­gation d'affronter, sinon de compo­ser avec elle».

Cependant, il y a une césure entre la manière d'élever son enfant ici et en Afrique reconnaissent-ils.

Par exemple ; «Taper son enfant» n'est pas perçu de la même façon selon les contextes.

Les zaïrois ont tendance à se réfé­rer à leur vie au Zaïre. Cela se traduit par sa manière de parler, de manger surtout, d'écouter la musi­que ou leur esprit festif. Les zaïrois ont une vie culturelle très réduite. Très peu sont capables de vous dire les derniers films ou pièces de théâtres vus, encore moins l'expo­sition visitée. Pour les ouvrages, le déficit est encore plus grand, mis à part la population estudiantine.

Toutefois celle-ci a tendance à lais­ser tomber ses livres une fois les diplômes obtenus. La femme zaïroise est à la traîne sur tous les plans. Lorsqu'elle rentre du travail et après les travaux ménagers, elle

**36** se met devant la télé : les émis‑  
sions favorites sont : Santa Barbara, Sacrée Soirée ou sinon ce sont les cassettes vidéo zaïroises qu'on vi­sionne à longueur de journée. Il y a des familles qui ont la capacité extraordinaire de «voir», et non de regarder la télévision, en même temps qu'ils écoutent la musique.

Les zaïrois qu'on rencontre en France réduisent les 8 000 kilomè­tres qui les séparent de son pays à travers un certain nombre d'objets symboliques. Cela va des tableaux

de peinture, sculptures, aux mets que certains mangent quotidien­nement, Depuis qu'on trouve tous ces produits exotiques chez les épiciers asiatiques aux environs du marché Dejean à Paris (métro : Château-rouge) pourquoi s'en pri­ver disent-ils ?

Ainsi les habitudes alimentaires sont conservées, de même que les coutumes. Lorsque survient un décès d'un parent au pays, les amis viennent présenter leurs con­doléances, consoler la famille éprouvée. Les visites ou veillées durent une semaine à l'issue de laquelle un rendez-vous est fixé sous 40 jours en vue de la levée du deuil. Cette cérémonie se déroule souvent, faute d'espace, dans une église où après la messe un pot est offert dans un local annexe. (voir en cadré p35 : "Prétexte foot")

**L'ELOGE DE LA**

**MEGALOMANIE : LA S.A.P.E.**

Du verbe saper «s'habiller, se vê­tir», pour les zaïrois et congolais, la S.A.P.E. veut dire la «Société des Ambianceurs et Personnes Elé-gantes». A l'origine de ce mouve­ment extrêmement minoritaire de zaïrois, ce phénomène a été médiatisé et popularisé par le mu­sicien Papa Wemba, le pape de la sape. Ce dernier est adulé actuel­lement plus par les congolais que les zaïrois. Dans un ouvrage con­sacré a ce phénomène, l'auteur montre que les sapeurs ou aventu­riers n'inventent rien «comme l'on fait à une certaine époque les «dandys» ou les «zazous», ils s'ha­billent à la dernière mode» (8). Les sapeurs ont tendance à s'exhiber, un goût bien entendu prononcé des vêtements luxueux et griffés (couleur vive de préférence). Ils développent pour cela toute une stratégie de vie et de représenta­tion.

Pour comprendre ce phénomène, il me semble intéressant de voir le contexte dans lequel il est né. C'est celui de la politique zaïroise incar­née par ses dirigeants qui sont en fait les «premiers sapeurs», devrais mégalomanes. Cela se traduit par un certain nombre de projets coû­teux et farfelus pour le Zaïre. En un mot la gabegie.

Dans un récent ouvrage écrit par l'ex-agent des services secrets zaïrois dont le fameux Maître Jacques Vergès (l'avocat de Mobutu) a essayé de faire suppri­mer des pages sans succès. On y apprend que pour célébrer son mariage ainsi que celui de ses filles en 1980, Mobutu a dû dépenser 25 millions de francs français. Quand à la tenue de la Présidente et de sa soeur jumelle ont coûté la baga­telle de 1,6 million de francs fran­çais chez Coco Chanel à Paris (9).

Un ambassadeur zaïrois en France va «chez un tailleur parisien spé­cialisé dans la confection de l'uni­forme national, il choisit un tissu, paie le prix du rouleau entier et demande au tailleur éberlué de leur confectionner un costume et de retirer le reste du rouleau de l'éta­lage pour être le seul à porter ce tissu !».

Selon bungia, le Maréchal Mobuta entretient une «confusion absolue entre son patrimoine privé et celui de l'Etat. Son train de vie est d'au moins cinq fois supérieur à celui du Président des Etats-Unis d'Améri­que (10).

Dans un article publié à New York par l'universitaire américain Guy Gran en 1983, cité par Pierre Pean on lit ; «Mobutu, la deuxième ou la troisième plus grande fortune du monde, est probablement la plus grande valeur dans les annales du crime». (11), Enfin, la dette exté­rieure du Zaïre s'élève à 8,8 mil­liard de dollars soit l'équivalent de la fortune de son Président.

Pour J.D, Gandoulou : «la con­sommation ostentatoire des aven­turiers renvoie à l'identification aux individus de la société dominante congolaise» (12). La chaîne de té­lévision Canal Plus a diffusé ré­cemment un reportage sur les sa­peurs au cours de laquelle l'un d'eux se vantait de valoir en habit et accessoires 150 000 francs. Cette émission a suscitée de vives protestations au sein de la «com­munauté zaïroise» (13).

Dans ce milieu de la frime, que ce soit au haut niveau de l'Etat, au sapeur-aventurier, ce qui compte, me semble t-il ce n'est pas l'être mais plutôt l'apparence.

**Damien MABIALA**

**Les pro[cts îles associations YeMc eo'We,K (Ad ruines** CU **France :**

**uel diàvereppement** Wm-beis Quefie 'Witiegreilen **ici ?**

|  |  |
| --- | --- |
| L. |  |

***Le public français est mal informé sur les associations villageoises africaines et leurs activités de développement. Les travailleurs sociaux sont parfois aussi dans cette ignorance. Or une action en direction des immigrés nécessite la connaisssance approfondie du fonctionnement de ces associations et de leurs rapports avec les communautés de base.***

La situation de nombreux Africains en France n'a cessé de se détério­rer : chômage et manque de qualifi­cation professionnelle, précarité des revenus, insuffisants pour vivre convenablement et pourvoir aux be­soins des familles restées au pays, mauvaises conditions d'habitat, fra­gilité, inconsistance des liens so­ciaux hors du cercle des ressortis­sants du même village ou région, problèmes de régulation au sein même des communautés (échec scolaire, délinquance des jeunes, etc.) Cette accumulation de handi­caps en fait souvent une population très exposée.

Pour ces raisons, d'ailleurs, les Afri­cains résidant en France n'ont pas toujours une image positive dans l'opinion publique (stéréotypes véhiculés et amplifiés par les médias de *l'étranger, clandestin, délinquant, pauvre,* bref du bouc-émissaire...). De telles représentations induisent et renforcent des formes d'exclusion. C'est un phénomène croissant auquel aucune solution vraiment satisfai­sante n'a encore été apportée. Les discours volontaristes des politiques et de l'administration mettent en avant deux formules quasi-magiques, *insertion et intégration.* Ces termes restent encore ambigus et normalisateurs.

Se contenter de ces formules paraît hasardeux. Il faudrait plutôt les met­tre *en question,* tenter de découvrir ce qu'elles signifient vraiment dans les stratégies individuelles et collec­tives des intéressés. Associer les Africains eux-mêmes à un effort

d'opérationnalisation de ces *mots d'ordre,* est, nous semble-t-il, une condition nécessaire pour rendre co­hérent et réaliste un accompagne­ment conduisant au développement économique et social désiré, ici comme là-bas.

*stratégies des associations africai­nes*

Malgré la situation difficile qui leur est faite, un grand nombre d'Afri­cains trouvent en France les moyens de financer la construction d'infras­tructures dans leurs villages d'ori­gine. Il s'agit de projets collectifs tels que la construction et la gestion de dispensaires, maternités, pharma­cies, écoles, coopératives de pro­duction et de distribution, etc. Ces associations villageoises ne sont pas des expériences isolées, mais un mouvement représentatif : pratique­ment tous les ressortissants africains y adhèrent : *«La vie associative qui marche est celle des associations villageoises, parce qu'elles organi­sent des choses pour les villages. Tout le monde est motivé parce qu'il y a eu pas mal de réalisations faites dans les villages d'où viennent les immigrés qui sont ici»* (un membre d'une association, Aubervilliers, 1990). Ce mouvement prend de l'am­pleur à partir de la fin des années 70. Depuis 1981, grâce à la nouvelle loi sur les associations d'étrangers, un bon nombre de ces regroupements adopte le statut juridique d'associa­tion loi 1901.

Les associations villageoises font reconnaître l'action de leur commu­nauté, elles donnent ainsi un sens à

37

leur séjour en France et se présen­tent de façon nouvelle auprès de la population d'accueil. Contribuent-el­les, de ce fait, à une amélioration de l'existence de leurs membres dans le tissu économique et social fran­çais ? C'est une question qu'on peut se poser ensemble. Un président d'association interviewé nous déclare *:»La loi 1901, ça aide. Avant, on donnait des cotisations entre nous, il n'y avait aucun dossier officiel (...) Ici, s'il n'y a pas de statut, ça ne peut pas marcher* (Paris, 1989).

|  |  |
| --- | --- |
|  | *-Prettiettie* |

Un autre questionnement surgit : mieux vivre en France fait-il partie intégrante du projet de ces associa­tions ? Dans la mesure où leur con­tribution au développement peut leur donner un statut d'acteurs, mieux, *d'agents de développement,* ils de­vraient trouver, grâce à cette démarche,.une reconnaissance ici Mais alors comment expliquerl'échec fréquent de l'insertion sociale des «immigrés» (le terme parle de lui-même) alors que les villages, là-bas, voient leur condition s'améliorer sen­siblement ?

Les Africains pensent une installa­tion possible en France quand l'auto­suffisance sera assurée au village : *«on s'occupera de nous après,* di­sent-ils, *J'aimerais voir mes gosses comme tous les hommes. Mais qu'est-ce qui m'empêche de vivre comme tous les autres ? Le manque de moyens, le manque de possibili­tés. Ce manque de possibilité, il va falloir essayer de le combler en sacri­fiant nos vies à nous et dans l'espoir que nos enfants ne connaissent pas les mêmes problèmes»* (membre d'une association villageoise, Alforville, 1991). S'agit-il donc seule­ment de survivre, de s'organiser dans un milieu souvent perçu comme hos­tile ? En réalité l'association est sur­

tout une stratégie pour donner une base légale à la communauté existante mais peut-être aussi une nouvelle légitimité. Les projets pour le développement des villages pren­nent alors une signification nouvelle ; par-delà leur visées économiques, ils assument de plus en plus la réor­ganisation et l'intégration sociocul­turelle des communautés implan­tées» (1) : *«L'association a contri­bué à une meilleure prise de contact, à une meilleure compréhension en­tre les gens du village ici et là-bas»* (Alfortville, 1991). Les TS doivent tenir compte de ce fait en utilisant, dans leur dialogue avec les associa­tions, différentes formes d'expres­sion culturelle y compris l'écriture des Africains eux-mêmes pour que ces derniers puissent se réapproprier leur mémoire. (2)

Mais comment y parvenir, quels autres moyens peuvent être utilisés et pour quels effets souhaîtables ? Il faut, à cet égard, s'interroger sur le rôle joué par les foyers d'héberge­ment comme lieux de rencontre et d'échanges, sur leur fonction d'ac­cueil des communautés africaines en France. Les formes d'entr'aide que le nouvel «immigré» y trouvait, auprès des siens, dans les années 60,facilitait-il ses rapports avec la société française ? En outre un «en­cadrement social» était assuré d'un côté par le personnel des foyers (ad­ministratifs, animateurs, etc., de l'autre, par des intervenants exté­rieurs (membres d'associations, mi­litants politiques et syndicaux, élus locaux) Mais ces interventions res­taient souvent enfermées dans deux logiques :

Celle du système d'exploitation éco­nomique d'une main-d'oeuvre à bon marché. (3)

Celle d'un militantisme qui, même s'il était de bonne foi, ne survivait que grâce à la reconnaissance d'une «clientèle» assistée

Ces deux logiques, loin d'aider au développement autonome des per­sonnes, les enfermaient dans une relation de dépendance. «L'immigré» étant considéré comme inadapté, il devait donc être entièrement sou­tenu et, en conséquence, privé de ses moyens d'expression propres.

*La rupture de la fin des années 70* La période qui succède voit une dimi­nution des aides accordées par les organismes gestionnaires des foyers en arguant de la nécessité, pour cause de crise économique, d'une plus grande prudence de gestion. (4) Par ailleurs les intervenants exté­rieurs se démobilisent et se distancient des activités des foyers ; un dirigeant d'association nous dé­clare, en avril 91 : *«La vie dans les foyers, maintenant, qu'est-ce qu'il y a? ll n'y a rien* I» Confrontées à ces difficultés et se trouvant seules dans l'obligation d'y faire face, les commu­nautés accroissent leur autonomie en créant des associations : *«La loi 1901 a changé quelque chose (...) ça permet d'être une association recon­nue dans la société où nous vivons et ça permet aussi une ouverture avec les gens de la société française».* Et encore : *«Le statut 1901, on l'a de­mandé pour être reconnu»* (Paris, décembre 1990).

Par suite de l'accroissement de la population et des regroupements fa­miliaux, particulièrement en région parisienne, les foyers sont devenus insuffisants et les «immigrés» tenus aux marges de la cité. Mais les asso­ciations villageoises peuvent conti­nuer à assurer la coordination de leurs membres, même si ces der‑

1. Si l'on reprend une définition récemment proposée par le Haut Conseil à l'intégration, on réalise qu'elle peut s'harmoniser avec les stratégies décrites ci-dessus : «.(,.) *il faut concevoir l'intégration non comme une sorte de voie moyenne entre l'assimilation et l'insertion, mais comme un processus spécifique : par ce processus il s'agit de susciter la participation active à la société nationale d'éléments variés et différents, tout en acceptant la subsistance de spécificités culturelles, sociales et morales et en tenant pour vrai que l'ensemble s'enrichit de cette variété, de cette complexité» .Pour un modèle français d'intégration,* Premier rapport annuel au premier ministre, La Documentation Française, Paris, mars 1991. Nous en retenons, du moins, qu'il s'agit de comprendre et d'assu­mer la complexité, de ne pas faire de l'intégration un processus réducteur.mais un mouvement de *re-connaissance.*

**38**

1. Cette position des associations villageoises africaines apparaîtd'autant plus intéressante qu'elle évite un phénomène d'acculturation générale­ment déracinant ou une réaction de retrait dans un ghetto culturel où la culture d'origine continuerait de fonctionner à vide et dont les conséquen-

ces sont l'exclusion par la société d'accueil. A l'inverse , les associations villageoises transforment leur propre milieu et ce faisant modifient en s'y insérant le tissu social français et leur société villageoise d'origine .1Inous est difficile, dans le cadre étroit de cet article, de développer ce propos ; nous appellerons cet ordre de fait *processus de transculturation : «Parler* de transculturation , c'est refuser le modèle mécaniste d'adaptation d'un groupe social à des normes étrangères par pure et simple adoption de celles-ci « JL Dumont : «Socialisation et expérience transculturative», Revue *Mbongui,* Institut Supérieur des Sciences de l'Education , Univer­sité de Brazzaville , 1976.

1. cf Cl Meillassoux qui pose bien le problème du «double marché du travail et de la ségrégation» in : *Femmes, greniers et capitaux,* Paris, Maspéro, 1982, pp.179-184.
2. Cela est , sans doute, une conséquence de la diminution des subven­tions allouées par le FAS aux organismes gestionnaires, mais surtout à l'absence de réelles politiques d'accompagnement social de la part de ces organismes.

niers résident dans des logements éloignés des foyers. L'association est un moyen de liaison pour la com­munauté et joue un rôle régulateur en recréant des repères autour des­quels se réorganise la vie sociale et culturelle. (5) Les projets villageois ponctuent les temps et espaces so­ciaux de la vie dans les foyers en suscitant parfois des formes de com­munication inédites. Il faut souligner ce fait que les Africains ont mieux assimilé qu'on ne le pense la société de communication en y exprimant et diffusant leurs propres modes de sociabilité.



*«il va falloir essayer de le combler en sacrifiant nos vies à nous et dans l'espoir que nos enfants ne connaissent pas les mêmes problèmes» (Ph M.P. GAVET)*

|  |  |
| --- | --- |
|  | *-Prntieue* |

Les communautés, qui ont su déve­lopper au sein des foyers une fonc­tion de *centre de vie sociale,* de *lieu-carrefour,* vont progressivement don­ner à ces établissements de nouvel­les fonctions, celles de supports pour des rencontres associatives et avec d'autres partenaires. (6)

Nous sommes loin des simples soli­darités de survie ; une autre période dans l'histoire de l'immigration afri­caine en France, s'amorce, celle de *l'auto-organisation.* Aujourd'hui, la prise en charge des Africains par eux-mêmes, dans les foyers (7), est liée au fait qu'ils ont réinventé ces lieux en s'en réappropriant l'espace et en tissant des relations, dans la ville. Ces stratégies d'intégration des résidents constituent un réel progrès par rapport aux pratiques d'assis­tance qu'ils subissaient auparavant. De nouveaux hommes forts entrent en scène : les *leaders associatifs.*

*Emergence de  
nouveaux pouvoirs*

Les associations villageoises déve­loppent des stratégies dont l'enjeu est *le pouvoir* de gérer de façon nou­velle le groupe. Elles constituent ainsi un *nouveau centre* face à celui du foyer où vivent les «vieux.» Dans ce nouvel espace les *leaders associatifs*

tentent de faire émerger une *autorité fondée sur leur capacité à vivre autre­ment* tout en assumant leurs tradi­tions en France. Ces leaders appar­tiennent, pour la plupart d'entre eux, à la génération des 30/40 ans. Plu­sieurs ont derrière eux des expérien­ces syndicales, politiques de délé­gués de foyers. Ces expériences vécues, notamment au cours des années 70 leur ont permis d'acquérir la connaissance des rouages de la «société d'accueil>, et de développer un regard critique sur elle comme sur leur communauté dont ils restent, cependant, solidaires. C'est une dé­marche qui n'est pas sans risque, car s'ils apparaissent comme des trait-d'union entre leur communauté et la société française et jouent le rôle *d'animateurs -mobilisateurs,* ils courrent, aussi le risque de former une nouvelle élite coupée de sa base. (8)

«Au pays», (9) Les projets conçus à la fois par les immigrés et les villageois stimulent des activités (voyages, rencontres autour desquels un nouvel équilibre des pouvoirs s'établit) et entrainent des changements au niveau du rapport immigrés-villa­geois, avec les Etats et les ONG. Dans le même temps une distinction s'opère entre un *centre de financementdes* projets et une périphérie en déve­loppement devenant dé­pendante du marché de l'emploi européen.

Ici, on constate que les démarches des associations auprès des orga­nismes d'Etat sont davantage des demandes de reconnaissance que de financements. Ces associations financent d'ailleurs, en grande par­tie, elles-mêmes leur projets. (10) Malgré les faibles revenus de leurs membres (revenus qu'ils partagent

entre leurs stricts besoins alimen­taires, l'entr'aide en France et l'envoi régulier d'argent aux familles res­tées au pays) les cotisations indivi­duelles restent la principale source de financement des projets collec­tifs. Ce qui laisse penser qu'il y a là un désir plus ou moins conscient de se substituer, dans ce rôle, à la société d'accueil.

L'accompagnement des projets de développement et des stratégies d'in­tégration : un nouveau rôle, aujour­d'hui, pour les travailleurs sociaux

Les travailleurs sociaux ne doivent pas laisser le monopole de la recher­che et de l'intervention sociales aux chercheurs *en titre* mais tenter de relier les stratégies d'intégration des Africains aux dispositifs d'insertion existants. Entre la dynamique des

communautés africaines et les dis­positifs imaginés de l'extérieur il y aurait place pour une gestion qui soit en cohérence avec le projet des uns et le devoir d'insertion des autres. Il faut donc se poser la question de savoir quelle démarche concevoir pour cet accompagnement social des projets individuels et collectifs. (11)

**39**

1. Il suffit de visiter un foyer de «travailleurs isolés», un jour de fête ou un week-end, pour constater que les réunions d'associations villageoises permettent aux familles habitant hors du foyer de se retrouver.
2. Par exemple des ONGcomme IeGRDR, Frères des Hommes, ou des associations commela CIMADE, la FASTI, Acteurs *Ici et Là-bas, CCFD, SPF, AICF, sans oublier les municipalités.*
3. Ils auront, par exemple, leur mot à dire pour l'attribution d'une place disponible, dans des organismes tels que la *SOUNDIATA, L'AFTAM* ou *l'ASSOTRAF.*
4. Une étude serait, ici, nécessaire pour évaluer les potentialités d'action que représentent ces nouveaux détenteurs de l'autorité dans la commu­nauté Africaine et il nous est bien difficile, dans les limites d'un bref article, d'en dire davantage . L'intérêt d'une telle analyse serait de déterminer

comment se constituent les leaders. Sont-ils seulement des «intellec­tuels», capables de traduire dans les formes du discours occidental les modes de sociabilité africains, ou bien des héros de la diaspora africaine, des novateurs créateurs de valeurs. Ce sont eux, s'ils existent, qui peuvent donner un sens à la notion *d'intégration,* c'est-à-dire un mouve­ment qui transforme l'espace social dans lequel il a à *prendre place.*

1. Pour les Africains de la région parisienne, Il s'agit surtout de la vallée du fleuve Sénégal (Soninké, Peul, Kassonké), région divisée par les frontières coloniales délimitant le Sénégal, le Mali et la Mauritanie.
2. Cet «argent chaud» intéresse d'ailleurs les pouvoirs publics français..
3. Ce type de questionnement peut aussi s'adresser, à d'autres popu­lations que les Africains ou personnes étrangères résidant en France.

*Ne pas donner des réponses toutes faites...*

|  |  |
| --- | --- |
|  | *-Prneiehe* |

Il paraît urgent de rompre avec toute *opération réparatrice* dont l'intention est d'imposer des modèles préconstruits, l'histoire montre qu'elle est vouée à l'échec. Il ne s'agit pas non plus de critiquer systéma­tiquement les actions entreprises en matière d'insertion dans la société d'accueil ou l'aide, sous toutes ses formes, aux pays d'origine. Le con­seil, l'orientation, l'apport de moyens techniques et financiers sont tou­jours nécessaires, mais ne sont pas suffisants pour favoriser un dévelop­pement.

Plutôt que de donner des réponses à des besoins signalés, il semble utile *d'évaluer les ressources des popula­tions concernées,* de les valider, et les mobiliser sur des *projets à cons­truire.* Le développement économi­que au village ne sera effectivement réalisable que s'il se double, au sein des communautés, d'une capacité d'expression et d'organisation.

*Repenser le développement social*

Il faut reconsidérer l'action économi­que et sociale à travers une *logique de partage et d'engagement ;* les communautés doivent être davan­tage impliquées dans toute étude, conception ou réalisation de projet les concernant. Malgré ses récentes positions (12), l'Etat français a en­core du mal à accepter toute forme d'auto-développement qui échappe à son contrôle.C'est pourquoi, sou­vent, il commandite des associations, organismes, ONG, dont on pourrait avancer qu'ils constituent parfois des formes décentralisées de l'ancienne Coopération. Avec ces dernières une négociation doit, cependant, être possible de façon à donner aux as­sociations africaines un espace d'autonomie nécessaire et pour qu'un partenariat puisse *vraiment* exister.

*Mettre en oeuvre un réseau interpartenarial...*

**40**

Partir des dynamiques endogènes des populations, de leurs ressources

mais éviter de reproduire des ferme­tures et des cloisonnements condui­sant à l'intolérance et à l'exclusion. Il s'agit au contraire de *mettre en rela­tion,* d'ouvrir des espaces nouveaux de dialogue et permettre que des rencontres s'y réalisent. C'est là un travail de proximité et communautaire en ce qu'il *rapproche et rend com­mun,* donne du sens et autorise une redécouverte réciproque (à travers des échanges et peut-être la possibi­lité d'une écriture collective de l'his­toire de ces projets). Une telle dé­marche n'est pensable que dans le cadre global d'un développement tout à la fois économique, socio-culturel et politique géré par :

- des acteurs économiques (produc­teurs d'un développement dans la société d'origine)

- des *médiateurs* (travailleurs so­ciaux (13), animateurs, leaders associatifs) dont le rôle est d'être à l'inter-face, d'empêcher la fermeture.

- des partenaires (financeurs, déci­deurs, politiques)

*En articulant l'intégration ici au développement là-bas.*

« Ce qui se passe ici nous concerne, ce qui se passe au village aussi»

Trouver des points d'articulation en­tre l'économique et le social (14), mettre en lien ce qui fait trop souvent l'objet de démarches séparées voire opposées de la part des «spécialis­tes» de ces questions, c'est ainsi qu'ensemble nous pouront inventer de nouvelles voies. Ne pas oublier que si les stratégies d'intégration des Africains se construisent, pour beau­coup d'entre elles, à travers leur con­tribution au développement de leur société d'origine, c'est aussi parce qu'un *maldéveloppement* a provo­qué ce *voyage,* ce nécessaire dé­tour par l'immigration

Enfin, il faut souligner ici, l'impor­tance et la responsabilité de ceux que nous avons appelés «média­teurs». De leur positionnement et de leur pratiques dépend la réussite ou l'échec de l'entreprise.

C'est vrai pour les travailleurs so­ciaux, animateurs, formateurs qui tra­vaillent en inter-face : *«Pour certains travailleurs sociaux, parler de culture soninkée veut dire parler du retour (...) C'est un peu dommage, certains travailleurs sociaux sont des têtes bouchées, c'est dommage, il faut partir des trucs naturels : si demain je dis dans le foyer : on va aller au théatre, ils vont rigoler, mais si je dis : allons discuter un sujet sur votre village, j'aurai des gens qui vont m'écouter. C'est à partir de là qu'on peut les insérer, parce qu'ils seront obligés d'aller voir des personnes (...) ils ne pourront jamais travailler seuls»(* membre d'une association villageoise, Paris, nov. 1990).

Mais c'est vrai également pour les «leaders associatifs» africains car eux seuls, dans leur communauté, sont à la fois porteurs d'une mémoire africaine et capables de la réinvestir (ou de la pervertir) dans des straté­gies d'intégration.

*Dynamique de  
l'intégration*

Les projets villageois des Africains vivant en France s'inscrivent dans des démarches auprès d'opérateurs et de décideurs. Ceci devrait avoir pour conséquence une certaine *re­connaissance* de la part de la société française. Parallèlement, cette der­nière met en place des dispositifs *d'insertion* susceptibles d'offrir aux immigrés des formes d'accueil ; elle tend ainsi à modifier sensiblement les institutions existantes.

L'hypothèse que nous formulerons est qu'un *accompagnement social* peut catalyser (voire amplifier) ces mouvements (démarche des Afri­cains, reconnaissance sociale, chan­gements institutionnels), en les arti­culant pour déterminer une *dynami­que de l'intégration.*

Pour y parvenir, la politique à mettre en oeuvre devrait *développer la com­munication* dans le social en redéfinissant les TS comme *agents de développement.* Ceux-ci auront,

1. Cf le rapport du Haut Conseil à l'intégration déjà cité.
2. Il faut reconnaître que cette conception, peu fréquente, du travail social en milieu immigré apparait dans les conclusions d'un récent bilan de l'action sociale menée par M. Royer, du SSAE, dans un foyer parisien (17ème arrd). Ce bilan définit trois rôles du travailleur social : «- être le catalyseur des demandes, des projets, des initiatives;

- traiter collectivement des situations individuelles d'une population spé­cifique tout en privilégiant la relation individuelle avec chaque membre du groupe à partir de laquelle peut se bâtir un travail social collectif ;

- élaborer avec d'autres profesionnels des modes d'insertions ; mais il se trouvera toujours à l'interface entre deux groupes, dans un espace intermédiaire où se négocient de nouvelles médiations.» *Bilan intermé­diaire de l'action sociale menée avec les résidents du Foyer, d'avril*

*àoctobre 1991.*

1. Comme y invitent d'ailleurs certaines ONG en demandant que soit menée «une reflexion de fond sur la relation entre immigration et dévelop­pement (cf l'article de Ph. Bernard, Le Monde du 18/10/91, p.12.)

eux aussi ,à s'intégrer dans cette démarche d'accompagnement et de développement social, c'est-à-dire également dans une *dynamique de changement* (cf. la note 8 sur les *leaders associatifs).*

|  |  |
| --- | --- |
|  | *ratiene* |

Les observations présentées ci-des­sus ne sont que le constat d'une situation dans un processus dynami­que qu'il importe maintenant de met­tre en oeuvre. A cette fin, nous proposons une démarche pour un travail social individuel et collectif en six phases :

*I L'exploration auprès d'indivi­dus et de groupes*

Il est, en effet, nécessaire de connaître d'abord la situation géné­rale ; le terrain, les conditions de vie des habitants. Pour cela :

- Avoir des entretiens avec le (ou les) groupe(s) intéressé(s) pour repérer toutes les possibilités (ressources propres, partenaires potentiels, ré­seaux locaux, sources de finan­cement, etc.

- Présenter la démarche par des con­sultations et des actions de sensibilisation. Il s'agit également, pour les TS de clarifier sa propre implication et les enjeux d'une telle pratique.

*2 Création et animation d'un*

*espace de parole*

Le groupe s'exprime, travaille sur son image et sur celle des intervenants (TS ou autres partenai­res sur le site). Cette phase d'ex­pression, facilite la prise de cons­cience des ressources cumulées par expérience, rend possible l'évoca­tion de souvenirs et la formulation de désirs. Tout ce qui est écarté, parce qu'on en ignore l'importance ou parce qu'on veut en nier le contenu, redevient une valeur à mobiliser pour l'action et réhabilitant la personne. Cette façon de travailler s'oppose très vigoureusement à la logique des réponses institutionnelles consistant à imposer immédiatement une solu­tion toute faite. Ce travail en

interaction avec le goupe est la prin­cipale source de connaissance (dia­gnostic) pour le travailleur social qui doitcomprendre les difficultés de vie des personnes, mais aussi les thè­mes à partir desquels ces dernières pourront être mobilisées.

3 *Elaboration d'un projet*

Emergence du *projet collectif* et iden­tification plus précise des ressour­ces. Définition, avec le groupe des domaines d'intervention prioritaires et ouverture progressive vers des partenaires locaux en rédigeant col­lectivement et en diffusant les pre­miers résultats obtenus. A partir de ce moment, le groupe devient ainsi auteur d'un projet (même si sa faisabilité n'est pas encore assurée) et le TS un *réel média* entre le groupe et les concepteurs /décideurs politi­ques de l'action sociale.

*4 Mobilisation des ressources*

Validation, actualisation pour réinvestissement des ressources dans l'action. C'est le stade de l'or­ganisation pour un travail plus appro­fondi du groupe sur les projets à définir avec plus de précision (dyna­mique [collective.de](http://collective.de) *fiabilisation des projets).*

*5 Stade d'opérationalité*

Mise en place d'un dispositif pour *rendre faisables les projets.* Con­ception d'un montage financier, utili­sation d'appuis techniques, financier et politiques. Se donner des objectifs précis visant à une action dont les résultats seront mesurables.

*6 Individualisation de la démar­che*

Recentrage sur les projets individuels en relation inter-partenariales. Le projet commun, que les opérations antérieures avaient pu consolider, va donner la possibilité à des projets individuels de s'affirmer et de s'inté­grer dans un contexte cohérent. On rend ainsi solidaires l'approche col­lective et l'approche individuelle en travail social.

*Gérerl'imagedesimmigrés*

Nous voudrions insister sur l'idée, souvent exprimée dans cet article, de la *fonction médiatrice des TS..* En effet, un projet, qu'il soit celui d'une personne ou d'un groupe aura d'autant plus de chances d'aboutir s'il est porté à la connaissance de ceux qui peuvent aider à sa réalisa­tion, cette évidence n'est malheu­reusement pas toujours perçue. Les TS doivent donc occuper, en interface, le centre d'un réseau de partenaires (immigrés, organisations gouvernementales et non gouverne­mentales, élus locaux, associations, entreprises etc. ) en vue de coordon­ner les actions.

C'est peut-être là, aujourd'hui, le rôle majeur des TS : *faire entendre la parole des gens,* quels qu'ils soient, faute de quoi l'opinion publique en forgera une image fausse et surtout négative. Gestionnaires et respon­sables de cette opération de *mise en lien,* les TS doivent avoir le *sens de la relation,* ce que précise assez juste­ment un rapport récent au ministre de la Fonction publique surtout lors­qu'il souligne la nécessité de «faire communiquer les acteurs».(15) L'in­tention est excellente, mais les moyens de la traduire en actes sont-ils donnés ?

Les Africains, unis en France comme «au pays» autour d'un projet de dé­veloppement villageois, sont solidai­res ; leur mode d'existence suscite une nouvelle forme d'intervention so­ciale qui sache utiliser ce levier puis­sant qu'est la *communication.*

Les éléments proposés, dans cet article, pour une *action sociale sen­sée et efficace* constituent une alter­native (16) aux différents dispositifs mis en place qui ne correspondent, selon nous, ni aux aspirations ni aux réalités vécues par les populations dont nous parlons ici.

**41**

**Daniel Curbelo — Jean-Luc Dumont**

(15)»(...) faire communiquer les acteurs, ceux du terrain notamment qui savent de quoi ils parlent et le disent dans le langage de la vérité et de l'action .(...) Le rôle des communicants sur les messages complexes peut être alors de médiateurs, d'accompagnants attentifs au respect tant de l'émetteur que du recepteur» P. ZEMOR : *Le sens de la relation. Organi­sation de la communication de service public Rapport au ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique et de la modernisation de l'Administration.*

La documentation française, 1992, pp.67-68.

(16) Une telle expérience (qui fera l'objet d'un article ultérieur) est

actuellement menée au Foyer Soundiata d'Alfortville à l'initiative de son directeur, D. Curbelo, avec l'appui technique de J.L. Dumont (sociologue) et la participation active des membres du groupe «développement de la vie associative» du foyer. Cette action de développement économique et social s'appuie sur un réseau de partenaires (ONG, associations locales, municipalité, Services sociaux) et crée des secteurs d'activité où les résidents sont les principaux acteurs (animation socio-culturelle à l'inté­rieur et à l'extérieur du foyer, régulation de la vie du foyer, ateliers d'écriture, formation).

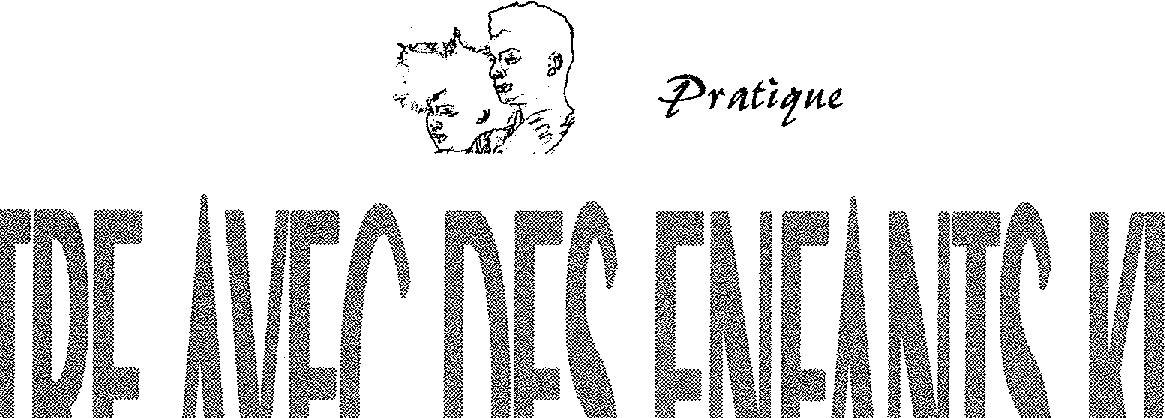
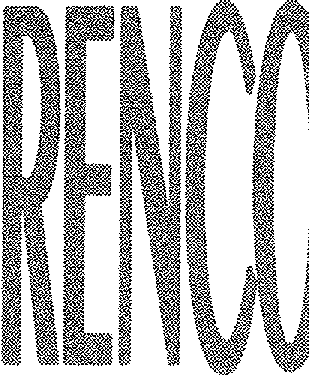
***Tout représentant institutionnel, que son action relève du domaine éducatif ou de l'aide et de la prévention sociales doit pouvoir dépasser le cadre de son champ d'intervention pour pouvoir y intégrer les dimensions ethniques, sociales et culturelles de la population auprès de laquelle il intervient.***

Cullture

et q.,Ï

rditiehgeit,

Neefi € riLee



*Pritneue*

***Une telle optique suppose une approche en terme d'ouverture et de dynamisation locale.***

**42**

Les cours bénévoles de Français que je donne depuis un an à des enfants Kurdes,Turcs et Maliens, vi­vant dans un squat dans un quartier de Paris, m'ont ainsi permis d'enri­chir une première pratique profes­sionnelle en tant qu'enseignante et de m'interroger sur la nécessité d'adapter toute intervention d'ordre sociale et / ou éducative en rapport avec l'univers social, familial et cultu­rel des enfants et de leurs parents.

Ma rencontre avec quelques mem­bres d'un mouvement associatif «non institutionnel» , menant une politique d'entraide et de solidarité au niveau des familles du quartier d'une part, un entretien avec l'assistante sociale d'une des familles d'autre part, po­sent le problème de la dualité d'une démarche institutionnelle : comment articuler l'intervention d'un agent institutionnel tel que l'éducateur et le travailleur social en coordination avec toute forme de pratique sociale non officielle ou officialisée d'ordre social et culturel ?

*La motivation :«Madame, est-ce que je suis Français ?»*

Je rencontrais Fatma, Mehtap et Sevtap, un Mercredi après-midi de mars 1991, dans un squat du lierne arrondissement.

«Il y a des enfants non scolarisés», me dit Anne, une amie.»Leur famille n'est pas installée. Ces enfants n'existent pas officiellement.»

Je donnais alors des cours comme suppléante dans une école primaire de la région parisienne.

En classe, lors d'un cours d'éduca­tion civique sur la carte d'identité : certains enfants étaient préoccupés par leurs nationalités, ne sachant

comment se définir (pays d'origine, pays d'accueil, pays de naissance). L'un d'entre eux m'apporta un pros­pectus (sous forme de carte d'iden­tité) du Front National contestant la possibilité de l'obtention de la natio­nalité au bout de six mois. La classe me demanda de leur expliquer.

J'étais interpellée : «Madame, c'est quoi être Français ?» «Madame, mon père est algérien ; Est-ce que je suis Français ?»

Par leurs questions, ces enfants, certains nés Français sur le terri­toire, d'autres d'adoption, d'autres provisoirement installés dans le pays, dans l'attente d'un «retour au pays», m'interrogeaient, m'interpellaient : je découvrais une autre réalité qui était liée à la communication qui s'établis­sait entre eux et moi, enseignante débutante et ces élèves.

Avec Fatma, Sevtap et Mehtap, ces trois petite filles Kurdes récemment arrivées en France, de Turquie, cette réalité se posait avec plus d'acuité.

J'avais décidé de les rencontrer, sur une impulsion mais qui cachait en fait une préoccupation.

L'opportunité de rentrer en contact et de connaître des enfants d'origine étrangère, au-delà du contexte sco­laire fut la motivation essentielle : elle m'offrait la possibilité de mieux cer­ner leurs identités culturelles et de mieux adapter les savoirs que je vou­lais leur transmettre avec leurs uni­vers sociaux, familiaux, les centres de préoccupation de leur vie quoti­dienne.

La volonté de renforcer une première expérience d'enseignement du Fran­çais en langue étrangère en était une deuxième.

*Les difficultés d'une première communication : «Dégage!» me dit Mehtap, lorsque je pénétrais dans leur résidence :*

|  |  |
| --- | --- |
|  | *--Pr4tieue* |



C'était une petite fille de six ans à peine, les cheveux en bataille, les poings sur les hanches et un petit air grognon sur une charmante fri­mousse de petit chat méfiant, qui m'ouvrit la porte en m'accueillant sur ces mots.

Mehtap ne parlait pratiquement pas le Français. Les quelques mots gla­nés dans la rue, Mehtap et ses soeurs les avaient très vite appris comme premier passeport de communica­tion.

Elle me regarda attentivement avec de grands yeux noirs tout étonnés qui me scrutaient de la tête aux

pieds. Nous étions là toutes les deux face à face au milieu de la cour intérieure d'une grande bâ­tisse délabrée, aux murs cou­verts de graffitis.

Anne, voyant la méfiance de la fillette qui refusait de m'approcher, me présenta : «C'est Sylvie. Elle vient vous ap­prendre le Fran­çais.»

Nous entrâmes ensuite dans le bâtiment et je fus introduite dans une grande salle où se trouvaient des jeunes gens, mem­bres d'une association d'aide au lo­gement résidant ici également qui me conduisirent à une autre salle où il me serait possible de donner cours.

Je sortis alors un livre de mon carta­ble, un cahier que je posai sur une vieille table branlante.

Mehtap courut aussitôt chercher ses soeurs, Sevtap, quatre ans et Fatma sept ans.

Trois autres fillettes se joignirent à nous, Aïssata, une petite Malienne âgée de 8 ans, sa petite soeur Ma, deux ans, qui l'accompagnait et Nourvette, une petite fille Turque de 8 ans également. Aïssata et Nourvette parlaient le Français cou­ramment.

Plusieurs familles vivent donc dans cette demeure : une famille de Turcs avec leurs deux enfants, une famille de Maliens et leurs sept enfants et une famille Kurde et leurs trois en­fants. Tous les enfants ont entre trois et onze ans. Il y a deux enfants de moins d'un an. Une association, «le comité des mal logés» réside égale­ment et s'occupe d'assurer un loge­ment à des familles en difficultés, sans abri.

*Ces trois familles sont dans une si­tuation précaire d'expulsion. Elles‘ont toutes fait une demande de loge­ment. Comme beaucoup de familles aux ressources modestes, elles ont beaucoup de mal à se loger dans Paris. J'évoquerai plus loin les solu­tions envisagées avec l'assistante*

*«Voyage vers l'Espoir (1990)*

*sociale rencontrée en matière d'aide au logement.*

Nous nous installâmes autour de la table. Et j'ébauchais une première prise de contact.

Je commençais par une chanson, puis une autre. Les enfants d'emblée entrèrent dans la ronde ; mais, très vite, Fatma se referma sur elle-même et refusa de participer.

Je m'approchai d'elle. Elle se recula. Je tentai d'échanger quelques mots avec elle, d'essayer de la compren­dre : elle éclata en sanglots et s'en­fuit. Ses deux soeurs me parlèrent dans leur langue et la suivirent. Les autres enfants en firent autant.

Fatma m'expliquera plus tard que cette première visite fut pour elle un choc. Elle ne comprenait pas pour­

quoi j'étais là, ce que je cherchais et ce que je leur voulais à elle et ses soeurs.

Elle venait d'arriver dans un monde totalement étranger et avait précé­demment vécu dans des conditions précaires : changement de pays et de société, installation précaire, plu­sieurs hébergements avant d'habiter dans ce squat.

Devant une telle désertion, je me décide à quitter les lieux à mon tour, un peu dépitée par cette première expérience où le mur de la communi­cation fut le principal obstacle.

Je n'avais pas plutôt mis mon man­teau pour repartir, que des petites mains me retinrent par la manche.

Tous les enfants se précipitèrent sur moi et m'invitè­rent à m'asseoir. Ils avaient ap­porté leurs car­tables et sortirent des feuilles de papier et des crayons. L'un des membres de l'association nous fournit éga‑

lement des  
feuilles et des crayons supplé­mentaires.

Fatma qui sem­blait guider le groupe, me re­garda et me ten­dit un stylo.

Je compris alors qu'elles avaient déjà été à l'école en Turquie et que les uns et les autres, nous avions fini par com­prendre nos rôles et les définir. La communication put enfin s'établir et je mis en place mes premiers cours de Français, sous forme de jeux, saynètes, dessins, chansons et écri­ture en vue de développer l'expres‑

sion orale et écrite des enfants. •

**43**

*La rencontre avec la famille : la découverte d'un autre univers social et culturel*

Un autre rapport au savoir :

Grâce à l'intervention d'une assis­tante sociale de la mairie, depuis l'année dernière, les petite filles Kur­des ont pu s'inscrire ( les autres enfants sont déjà scolarisés).

La plus jeune est en maternelle. Les deux autres soeurs sont dans un

cours préparatoire dans deux clas­ses différentes.

|  |  |
| --- | --- |
|  | *--Prafieue* |

Je continue à leur donner des cours de soutien, à base de jeux, de contes et de chansons, du renforcement de la lecture et de l'écriture.

A travers les leçons que je construis avec les enfants, dans leurs cadre de vie, au sein de leurs

familles, j'utilise divers supports pé­dagogiques : histoires, comptines, ritournelles, théatralisation pour dé­velopper leur expression verbale tout en faisant appel à leurs savoirs pro­pres, leur patrimoine intellectuel.

Il faut alors être à l'écoute de leurs attentes, percevoir les demandes informulées, leurs propres rapports à l'espace d'apprentissage. Par exemple, il leur arrive de vouloir tra­vailler par terre ou de danser et courir entre deux activités. De leurs propre chef, les fillettes demanderont à tra­vailler telle activité de lecture, d'écri­ture ou de faire des dessins ou du calcul. Il y a une volonté d'apprendre, une soif de connaître.

Les fillettes me montrent également leurs cahiers de classe et me font part de ce qu'elles ont appris à l'école. J'ai pu constater que ces cours de soutien alliés aux apprentissages de l'école, et leurs volonté et avidité de connaître et de savoir, leur ont per­mis d'acquérir rapidement une prati­que de la langue Française, tandis qu'elles continuent à parler Turc et Kurde avec leurs parents. La prati­que de leur propre langue devient surtout orale.

Tout au long de mes visites hebdo­madaires, je découvre un autre rap­port de communication et un autre rapport au savoir.

En fait, il y a échange de savoirs et de connaissances :

- Si je leur apporte des bases, plus exactement des indices et des repè­res pour mieux aborder le Français ou faciliter leurs contacts avec l'école et la société Française en général,

**44**

**UMM**

- elles me font découvrir petit à petit, comme un secret que l'on dévoile : les fragments d'une autre culture et d'une autre civilisation.

D'abord par biais de leur langue maternelle qu'elles parlent devant moi, bien que je ne la comprenne pas : j'entends d'autres sonorités, d'autres mots, étranges météores que je sai­sis au vol des paroles. La langue m'apparaît tel un code mystérieux à

travers le quel je perçois un autre univers étranger du mien.

Parfois ce sont quelques comptines de leurs pays qu'elles chantent après une chanson française ou une his­toire qu'elles ont entendue à l'école, qu'elles ont vécue ou encore une légende de leurs pays qu'on leur a racontée.

Enfin j'ai pris contact avec leurs pa­rents et me suis trouvée au coeur de leur famille : j'ai été invitée à partager leurs repas, à assister à des anniver­saires et des fêtes, à rencontrer d'autres parents : frères, soeurs, cou­sins.

Je suis ainsi entrée en contact avec des gens ouverts, accueillants et chaleureux dont j'ai pu percevoir le mode de vie et certains aspects de leurs existences.

*L'histoire de la famille :*

Au fil de nos conversations, quel­ques pans de leur histoire person­nelle m'étaient dévoilés.

La famille s'est installée progres­sivement en France. Les raisons qui ont suscité leur départ sont essen­tiellement d'ordre économique et politique. Les deux jeunes parents vivaient dans un petit village assez pauvre près du Kurdistan.

En tant que Kurdes, leur situation était très pénible : difficultés d'em­ploi, de poursuivre des études ou de s'exprimer dans leur propre culture.

Le père, Mehmet, âgé de vingt-huit ans part le premier avec très peu d'argent (en vendant ses moutons). Après un long voyage (un mois et trente-cinq jours) et difficile (avec de nombreux allers-retours) il parvient à traverser la Frontière Yougoslave puis italienne, remonte par l'Allema­gne.

Sans formation ni diplôme, il trouve un travail dans la restauration, en tant que serveur.

Sa femme le rejoint deux ans plus tard, dans des conditions également périlleuses : elle passe clandesti­nement la frontière suisse pour arri­ver en France car elle n'a pu obtenir de visa.

A Paris, elle retrouve son mari et une petite fille, Sevtap naît peu de temps après. La jeune femme parvient éga­lement à être embauchée comme serveuse. Les deux filles aînées qui sont restées en Turquie, élevées par leurs grands-parents.

Au bout de deux ans, elles arrivent en France et retrouvent leurs pa­rents. Elles durent rester près d'un an sans être scolarisées, en atten­dant d'être reconnues et que leur situation sociale soit régularisée. L'in­tervention d'une assistante sociale de la mairie de leur arrondissement, l'action qu'elle mena auprès de la famille a été décisive.

*La rencontre avec l'assistante sociale de la famille : la problé­matique d'une démarche d'aide sociale*

J'ai eu ainsi l'opportunité de rencon­trer et discuter avec l'assistante so­ciale qui suit la famille depuis plus d'un an.

Par l'intermédiaire de la mère, j'ai pu prendre contact avec elle en vue d'éclaircir, la situation des intéressés en matière de logement.

En effet, avec les autres résidents du squat, ils sont menacés d'expulsion et malgré leurs démarches pour ob­tenir un logement auprès de la mairie de leur arrondissement, ou auprès d'organismes immobiliers, ils n'ont pu obtenir la moindre proposition, compte tenu de la modestie de leurs ressources et des critères financiers exigés.

Cette discussion a mis en évidence la question de la difficulté d'adoption d'une démarche d'une aide au loge­ment qui soit adaptée à la présente situation.

Il y a deux possibilités :

1- L'accélération et les pressions auprès de la mairie pour le relogement de ses familles dans des habitats sociaux, type HLM. Or étant donné la politique actuelle d'urbani-sation et de logements de la ville, la plupart des catégories sociales défavorisées ne peuvent trouver de résidence ou d'appartement que dans des ban­lieues très éloignées de la capitale.

Une telle procédure assurerait à la famille une sécurité et une stabilité d'habitat.

Elle risquerait cependant de provo­quer un éloignement par rapport au lieu de travail des parents situé à proximité de leur domicile actuel et une rupture générale sur le plan de leur univers social et familial.

En effet l'assistante me fit remarquer que pour la plupart de ces familles, la rencontre avec l'association pré-ci­tée d'aide au logement leur avait permis de s'installer dans un habitat

relativement décent et d'améliorer leur situation sociale et matérielle.

|  |  |
| --- | --- |
|  | *..preteickte* |

Les parents ont pu trouver un emploi. Ils ont pris contact alors avec des travailleurs sociaux des organismes municipaux et ont fait valoir leurs droits. Les enfants ont ainsi entrepris leur scolarité.

Enfin des liens se sont tissés entre les différentes familles, stimulés et suscités par les membres de l'asso­ciation. Une véritable communauté a su se développer et se stabiliser.

Les propos que j'ai échangés avec un ou deux membres de ce comité ont confirmé l'importance de ce ré­seau de relations sociales, d'entraide et de soutien qui ne se joue pas seulement au niveau du squat lui-même mais aussi entre plusieurs résidents du quartier.

Ainsi régulièrement des jeunes gens du comité emmènent quelques en­fants de plusieurs familles voisines à la piscine, ou vers d'autres lieux de loisirs. L'année dernière des vacan­ces pour les enfants qui n'avaient pas la possibilité de partir ont été organisées par quelques animateurs de l'association avec le concours du Bureau d'Aide Sociale.

D'une manière générale, il semble­rait que cette association qui se défi­nit davantage comme un *mouvement* que comme une organisation à pro­prement parler (selon les termes de l'un de ses membres) vise à créer une dynamique de communication, d'entraide et d'animation sociale au sein d'une localité urbaine spécifi­que.

Ainsi, tandis que nous abordions, l'assistante sociale et moi, les diffé­rents aspects de cette politique de dynamisation locale que nous ve­nons d'évoquer, une autre alterna­tive se dessinait peu à peu :

2 - la possibilité du maintien des familles dans leur résidence actuelle, en faisant valoir précisément les avantages de cette situation sur le plan de leurs stabilisation et insertion socio-économiques et culturelle dans la ville.

Ce qui suppose que les travailleurs sociaux qui interviennent dans ce secteur mettent en évidence et promeuvent les actions de ce comité et ses retombées positives au ni­veau de la population du quartier en vue d'une reconnaissance de la part de la municipalité.

Envisager cette possibilité irait à l'en­contre de la politique d'aménage­ment de ma ville.

Comme le remarquait l'assistante sociale, situé à proximité de la Bastille qui connaît une transformation et un essor sur les plans culturel, touristi­que et commercial, ce quartier fait l'objet

de spéculations foncières et immobi­lières.

Bon nombres de bâtiments sont dé­truits, reconstruits ou rénovés en «im­meubles et bureaux de grands stan­ding» en vue d'être loués ou achetés à des prix exorbitants à une bour­geoisie.

Avec l'essor de la Communauté Euro­péenne, Paris, comme beaucoup de capitales des pays avoisinants, con­naît une *transformation profonde de ses structures socio-urbaines en vue de sa future promotion au titre de «Technopole Européen» d'affaires et de finances internationales de tout poil.*

Face à cette évolution, les quartiers populaires et pittoresques de la ville sont «nettoyés» socialement pour donner belle image aux touristes d'Europe et d'ailleurs et après avoir repoussé les habitants des fortifs aux confins de la cité, pendant les an­nées trente, «on» expulse les RMIstes et les Smicards aux tréfonds des banlieues-dépotoirs, soixante ans plus tard.

Or une ville, et plus particulièrement une capitale, c'est d'abord un en­semble urbain marqué par *une pluralité ethnique, sociale et cultu­relle* qui en fait la dynamique spécifi­que.

C'est à la fois un centre et un carre­four économique, politique, culturel, en terme de rencontres et de croise­ments, de communication et d'ouver­ture sur l'espace d'un pays en interaction avec le monde.

Parler de l'Europe, c'est donc pren­dre en compte cette pluralité et non pas tendre vers un modèle d'uniformisation sociale et économi­que évoluant vers une société duale avec un centre prospère et une péri­phérie d'exclus et laissers-pour-compte.

Mais surtout, un autre dilemme ap­paraît ....dans le plus pur style shakespearien :

«To be a social worker or not to be....» Hamlet et son poignard se

gratte sans doute l'hémisphère gauche....euh! droit ...enfin bof un hémisphère droit qui pencherait à gauche ou / et vice-versa :

En choisissant l'option :

1 - «maintien des familles en leurs foyers actuels

2 - promotion de l'action du comité sur le plan d'une dynamisation so­ciale du quartier

3 - partenariat action sociale de la municipalité/ association d'entraide»,

l'assistante sociale risquerait de re­mettre en question, selon ses propre termes : *«l'éthique»* de son travail, dans la mesure où elle se porterait caution ou soutiendrait une solution dite «illégale» (le squat) et une asso­ciation non «formelle» ou «sans sta­tut» : le comité d'aide au logement et d'entraide sociale.

Se pose alors toute l'ambivalence du travailleur social, entre son rôle de garde-fou institutionnel de l'Ordre Social et l'action qu'il peut mener en terme de d'ouverture et de communi­cation sociale.

Or il est à constater un aspect impor­tant dans la construction de la con­versation qui s'établissait entre moi et l'assistante :

Nous envisageâmes tout d'abord la première solution évoquée : le relogement et l'éloignement en ban­lieue.

Puis l'assistante souligna les aspects positifs constatés auprès de la fa­mille Kurde qu'elle suit, sur le plan de l'amélioration de sa situation, depuis qu'elle habitait ce squat.

Enfin elle évoqua l'action du comité d'aide que je repris et développai à mon tour.

quartier, enfin la possibilité d'un par­tenariat municipalité et association de quartier.

Ce fut alors que j'exprimai directe­ment la deuxième solution : la main‑

tien de la famille et la valorisation de **45**

l'action menée par l'association d'en‑

traide sur le plan d'une dynamisation

sociale du

Lorsque j'émià cette hypothèse, la jeune femme releva le propos en répliquant : «Si vous envisagez cette possibilité, je pense qu'il vous serait possible de discuter avec les mem­bres de l'association

d'aide et de soutien aux familles du quartier et que nous pourrions les rencontrer...»

|  |  |
| --- | --- |
|  | *-PrÉtackte* |

Il me sembla que l'assistante so­ciale, au cours de notre conversa­tion, avait posé des indices (stabili­sation et amélioration sociale des intéressés, dans ce squat, action de l'association, constat corroborant avec ceux de ses collègues suivant les autres familles) afin de m'amener à formuler moi-même la deuxième solution qu'elle jugea tout à fait posi‑

tive et pertinente mais en contra‑  
diction avec les normes de sa fonc­tion.

L'assistante sociale proposa finale­ment de planifier une rencontre entre les membres de l'association, la fa­mille et moi-même, pour une discus­sion en vue d'envisager ensemble la solution la plus adaptée.

Quelques temps plus tard, je m'en­tretenais avec l'une des personnes de l'association, un jeune homme qui se montra tout à fait disposé à discu­ter avec l'assistante. Cependant il voyait difficilement quelle était l'is­sue de cette conversation : pour lui et quelques autres intervenants de l'as­sociation avec lesquels j'ai parlé : la seule possibilité était le statu quo : les familles resteront dans le squat aussi longtemps que possible et tant que leur situation de logement n'aura pas été résolue par la Ville. L'expul­sion ne pourra être envisagée, dans la mesure où il y a des enfants et nombre d'entre eux étaient en bas âge.

Enfin et surtout, l'action menée par le Comité d'aide au logement et au soutien des familles en difficulté dans le quartier et la Municipalité s'inscrit dans un mouvement d'entraide, et de dynamisation locale .

Toute une approche philosophique et politique sous-tend leurs interven­tions. La reconnaissance de leur ac‑

**46** tion sociale, la possibilité d'un parte‑  
nariat suppose que l'on ait connais­sance d'une autre forme de...«pratique et d'action sociale», en terme d'ouverture et de communi­cation.

L'intervention de tout agent d'un or­ganisme d'aide et d'action sociales doit pouvoir définir son action par rapport à cette dimension, comme point d'inflexion et d'articulation en­tre son rôle de représentant institutionnel et sa capacité à inté­grer et coordonner des discours et

des pratiques parallèles, voire «sous-terrains» en vue d'être le promoteur d'une dynamique plus que sociale, sociétale.

Quand je parle d'action sociale, j'en­tends aussi bien l'action des assis­tantes sociales à proprement parler que de l'action de tout intervenant institutionnel ou non dans des do­maines aussi essentiels que la santé, l'emploi, laformation /enseignement.

Ce qui m'amène sur la problématique de ma propre démarche pédagogique.

A travers cette expérience, je me trouve jouer non seulement un rôle d'aide et de soutien scolaire, mais également je prends conscience par mes contacts avec la famille, avec les enfants, l'assistante sociale et quelques membres de cette asso­ciation de l'importance d'une autre conception de l'enseignement en relation avec une démarche d'ouver­ture sociale et culturelle.

Il s'agit de ce fait d'envisager mon intervention non plus sur un plan strictement pédagogique mais comme une plate-forme tournante sur plusieurs espaces sociaux.

A travers les réflexions de l'assis­tante sociale rencontrée, notre dis­cussion, mes différentes démarches et d'entretiens s'ébauche une autre conception de mon rôle d'ensei­gnante qui dépasserait le cadre institutionnel de l'école.

*Conclusion : Enseignement et communication : la nécessité d'une ouverture en terme de pluralité sociale et culturelle :* Cette rencontre avec ces enfants, en terme d'apprentissage, de soutien scolaire et de pratique sociale qui a eu lieu dans un cadre tout à fait informel ma fait prendre conscience de ce réseau d'interactions école-société.

Comme le constatent Gérard Chauveau et Eliane Rogovas-Chauveau (Ecoles et quartier 1989 No 8 p 61) :

«L'acte d'apprendre ne se réalise Pas seulement pendant le temps sco­laire et la relation pédagogique de base ne se réduit pas seulement au célèbre couple prof-élève. *Elle est triangulaire :*

la qualité du rapport socio-cognitif au sein du «triangle d'or» *enfant-école-famille* est un déterminant majeur de l'accès aux connaissan­ces. De plus en plus cette relation est

même *quadrangulaire* puis qu'un quatrième pôle y occupe une place grandissante : les *instances para ou péri-scolaires:*

On pourra de moins en moins conce­voir une politique scolaire de réussite en dehors de ce carré magique.»

Il s'agit donc de prendre en compte tous les espaces d'apprentissage de l'enfant et de créer par là-même une synergie entre les différents pôles famille-école-centre péri-scolaires afin de développer un enseignement en rapport avec l'univers social et culturel de l'enfant intégrant son sa­voir pré et extra-scolaire.

Ma rencontre avec ses fillettes Kur­des, Turques et Maliennes m'a per­mis de mieux saisir de mieux saisir l'importance de l'environnement fa­milial et social spécifique où elles se situent en dehors de l'école.

Elles ont ainsi tout un vécu, je dirais même, tout un patrimoine culturel propre qui n'est pas suffisamment exploité.

Des observations dont me font part des institutrices au sein de leurs clas­ses rendent compte de cette diffi­culté d'approche et d'intégration de ces spécificités. Ainsi une ensei­gnante fut surprise de voir un de ses élèves apporter le Coran en classe. Elle lui demanda de l'expliquer à ses camarades. Ce qu'il fit avec beau­coup de joie. Il rapporta son livre plu-sieursfois par la suite mais il ne luifut pas permisde le lire pendant ladasse compte tenu de la laïcité de l'établissement dans lequel il se trouvait.

Il m'apparaît urgent que ces réalités sociales et culturelles qui font la spé­cificité des processus d'apprentis­sage des enfants soient prises en compte.

C'est l'intégration de ces réalités spé­cifiques qui renforcera et dévelop­pera le caractère de laïcité de l'école. Il ne s'agit pas de prôner un seul discours idéologique mais des dis­cours, de rendre compte de l'exis­tence et de la cohabitation d'une variété de courants de pensées, de pratiques culturelles et de formes de communication.

Pendant les années 1960, Paulo Freire, dans le cadre d'une action à la fois sociale et pédagogique, mit en place un système d'alphabétisation et d'enseignement adapté aux pré­occupations, au rythme et mode de vie agraire de paysans du Nordeste Brésilien.

Cette initiative visant à une conscientisation des paysans par le savoir en intégrant leurs spécificités sociales et culturelles dans le pro­cessus d'apprentissage, fut durement combattue par les Pouvoirs Publics.

|  |  |
| --- | --- |
|  | *nett;ette* |

**47**

Ils virent dans cette pratique une forme de résistance et d'atteinte à l'ordre social existant :

à partir du moment où tout individu est amené à prendre conscience de son identité et à stimuler son patri­moine culturel, par le développement de ses ressources intellectuelles et physiques, son rapport à la société se transforme : il sait qu'il peut agir et participer à la marche et à l'ordre du monde et partant à sa dynamique. Il devient donc actif, aménageant *un espace potentiateurde changements sociaux.*

Il me semble urgent qu'un ensei­gnant, au même titre que tout inter­venant social puisse apprendre à apprendre, écouter l'autre, commu­niquer et échanger les connaissan­ces et par là-même intégrer, coor­donner les différents espaces d'ac­tion et de communication sociales et culturelles autour de la plate-forme éducative que l'école peut devenir et doit être en fait au sein de la société.

Cette plate-forme éducative doit s'ar­ticuler sur d'autres sphères de sa­voirs, d'autres plate-formes telles que les organismes d'aide et d'action sociale.

Tout professeur d'un établissement scolaire, tout travailleur social au sein d'une institution sociale doivent être à même de développer des ponts de communication et d'inter-action en­tre différents

*espaces sociaux et culturels à tra­vers une pratique de dynamisation locale du quartier dans Ieqiiel leurs organismes se situent.*

L'exemple qu'il me fut évoqué ré­cemment de l'action menée par des assistantes sociale sur le plan d'une restauration d'une mémoire collec­tive dans la cité des Minguettes- Lyon me semble tout à fait illustrer l'es­sence d'une telle démarche.

Dans la même région, dans la ban­lieue Grenobloise, l'action menée par des enseignants auprès de parents d'élèves d'un quartier défavorisé et dont la population est peu franco­phone est tout aussi remarquable :

Certains établissements proposent aux parents d'assister et de partici­per aux cours d'écriture et de lecture de leurs enfants et ceux-ci peuvent

également bénéficier de cours d'al­phabétisation auxquels assistent et participent leurs enfants.

Dans un établissement de la région parisienne, lors de réunions de pa­rents d'élèves, ceux-ci racontent une histoire de leur région ou de leur pays.

Dans une classe de petite section au sein d'une école maternelle située dans une Zone d'Education Priori­taire en banlieue parisienne, l'institu­trice travaille en collaboration étroite avec les parents d'élèves.

Régulièrement avec l'aide d'une as­sociation de femmes de quartier, elle organise des animations en réunis­sant les élèves et leurs mamans.

Elle emmène également sa classe à la ludothèque mise en place par des animateurs dans l'un des immeubles du quartier. Les enfants disposent de différents espaces ludiques, où leur sont prêtés des jouets, des jeux de société et des matériels divers de construction.

Dans une école primaire située éga­lement dans une ZEP, les élèves vont régulièrement dans un atelier d'informatique situé dans le pâté d'im­meubles. Des contacts s'établissent entre l'école et une association d'aide aux devoirs.

Je prends conscience aujourd'hui qu'il me faut élaborer une démarche qui soit à la fois pédagogique et sociale qui s'inscrive dans cette optique.

C'est en créant des pôles de synergie, famille - école- environnement so­cial, ou encore famille-école-actions sociales, en développant toute une politique en terme de coordination et d'interaction qu'un tel projet pourra aboutir et se définir.

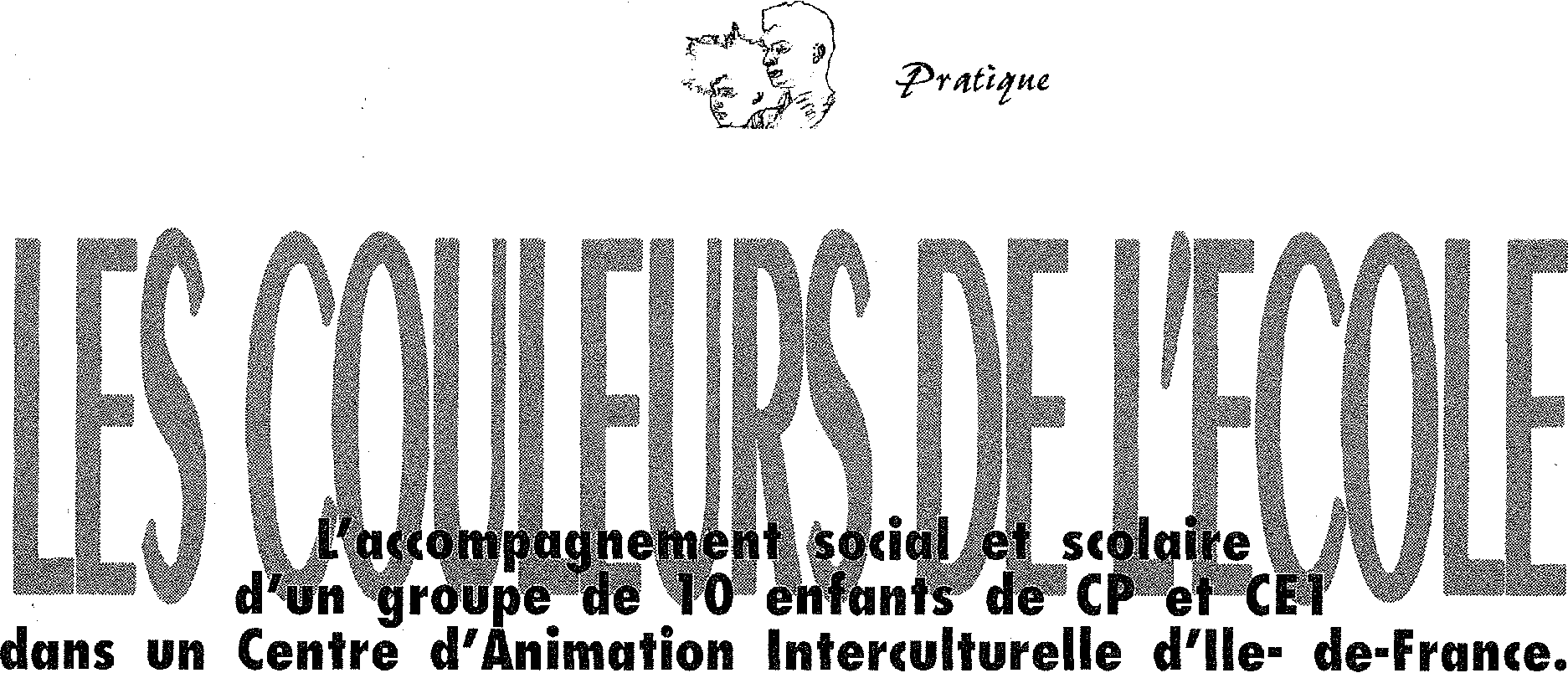
Ce type d'intervention menée en cor­rélation avec les actions et les inter­ventions sociales mises en oeuvre sur le plan de la stimulation d'une communauté sociale, la reconnais­sance et la restauration d'un patri­moine historique, multi-culturel et pluri-ethnique sur le quartier s'ouvri­rait sur un autre champ d'action et de pratique sociale comme facteur de dynamisation et d'évolution de toute société démocratique en communi­cation avec les autres sociétés et le monde où elle s'insère.

La construction d'une unité euro­péenne en termes d'ouvertures des frontières et de fédération détats doit reposer sur cette pluralité.

**Syvie FEVRIER**

|  |
| --- |
| Dernière information  Il y a près d'une semaine, les familles Kurdes et Maliennes, ainsi que les quel­ques jeunes gens qui occupaient cet im­meuble désaffecté ont été expulsés manu militari Les familles ont dû trouver rapide­ment un toit. Elles ont loué, dans un hôtel situé près de leur ancien domicile, des chambres, chacune à 270 Francs la nuit ! Compte tenu des faibles ressources des intéressés. c'est une dépense qui repré­sente plus de la moitié (quand ce n'est pas les trois-quarts de leurs budgets).  Une telle mesure s'inscrit dans la lignée des opérations effectuées sans autre forme de procès auprès de catégories sociales sans ressources, telle que l'évic­tion de familles Maliennes hors du bois de Vincennes.  Que ce soit en forêt ou dans un loge­ment délabré, la plupart des intéressés n'ont pas le choix : ils choisissent de telles solutions en ultime recours.  La plupart de ces familles telles les fa­milles Kurdes et Maliennes ont fait une demande de logement auprès de la Mai­rie de Paris. qui n'a jamais eu de suite. Aucune proposition de logement ne leur a été faite. Or il y a des appartements vides à Paris. Face à cette situation il est impor­tant que les travailleurs sociaux se mobi­lisent.  L'évolution de la politique de logement social de la ville, de sa politique sociale en général tend à un écrémage social en vue de transformer la capitale en mégalopole financière ainsi que nous venons de l'évo­quer.  Je viens d'apprendre par un tract distri­bué aux enfants de l'école où sont inscri­tes les petites filles Kurdes, que les ani­mateurs et personnels para-scolaires de la Ville (cantine, études, aides aux de­voirs, centre de loisirs et centre aérés) étaient payés au-dessous du barème of­ficiel.  La Municipalité s'est proposée pour la rentrée 1993, de régulariser cette situa­tion non pas en procédant à une hausse des salaires au barème légal mais en diminuant les heures de cette catégorie de personnel.  Que ce soit à l'égard de populations défa­vorisées (souvent d'origine étrangère : France terre d'asile ?), ou envers son propre personnel d'intervenants sociaux et [scolaires. il](http://scolaires.il) semblerait qu'il y ait un désengagement progressif de la Ville sur le plan social. Il y a donc urgence à la concertation, la mobilisation et l'action  Le, 3 juin 1992 |

***Un étudiant français, intervenant bénévole, et un étudiant africain, animateur, exposent leurs points de vue sur un travail commun dans une structure d'animation éducative péri­scolaire accueillant des enfants de familles immigrées.***



*rertiette*

ifoccompowlement sociinl et scolnîre  
**dl-un groupe de 10 enfants de CP et Ci!**

**dans un Centre d'Animation Interculturelle d'Ile- de-France.**

***Les auteurs se présentent, exposent et***

**48 *confrontent leur — démarche.***

***Leurs différences s'inscrivent dans la pratique et jusque dans leur difficulté d'écrire à deux.***

**OUMAR :**

J'étais enseignant en Mauritanie, un pays parmi les plus pauvres du monde, où lorsqu'un enfant est confié à un maître d'école, il se retrouve souvent avec une cen­taine d'élèves dans une classe. Dans ce cas, l'instituteur ressem­ble davantage à un surveillant. J'ai vécu cette situation pendant 4 ans au cours desquels le gouverne­ment a érigé en dogme la ségréga­tion raciale plutôt que de s'occuper de la question de l'éducation et des problèmes écologiques, économi­ques et sociaux, aggravés par le désert qui avance de plus de cinq kilomètres par an.

Dans mon pays l'enfant est pres­que délaissé. La plupart des pa­rents ne sachant ni lire ni écrire ne peuvent aider leurs enfants à faire leurs devoirs, et l'enseignant qui manque de matériel et de support ne peut non plus leur consacrer le temps qu'il faudrait.

Ces deux raisons, l'analphabé­tisme et la sécheresse, m'ont poussé à militer jeune, à l'âge de 15-17 ans, dans l'Association pour la renaissance du pulaar. Deux ans plus tard, je me suis occupé d'al­phabétisation au sein de ce mou­vement. C'est la seule voie que les «sauveteurs» des langues natio­nales peuvent emprunter dans leur combat contre l'exclusion et le sous-développement en donnant aux gens l'accès au savoir. C'est cette préoccupation qui m'a poussé à faire des études d'agronomie afin

de sauver mon peuple de la fa­mine.

En 1985, je me suis retrouvé en France pour mes études et j'ai éga­lement travaillé comme alphabéti-seur en langue pulaar avec l'appui de la «Kamtal Janugoobe Pulaare Windere» (1) alors basée à Bor­deaux et chargée de la diffusion de la langue peule. C'est pour ce mé­tier que le Centre d'animation interculturelle m'a embauché en 1988 afin d'enseigner aux jeunes pulaarophones leur langue mater­nelle. Pour des raisons qui restent à élucider les cours furent suppri­més. Le Centre a alors décidé de me recruter et de me former à l'animation.

Après 15 ans de combat pour la culture et la dignité des Africains, Cheikh Oumar Ba, poète, militant et alphabétiseur est devenu - sans vraiment savoir pourquoi - anima­teur.

Je suis moniteur pendant les va­cances scolaires ainsi que les mer­credis et travaille le reste du temps en AEPS où je m'occupe d'un coin jeux.

Ce travail m'a donné l'occasion de connaître les difficultés que vivent les enfants issus de l'immigration vivant en France et qui ont des problèmes similaires à leurs frères du Tiers Monde. Tous les élèves en échec scolaire ne sont pas im­migrés mais il est rare de voir un enfant d'origine française au Cen‑

tre. Dans certain groupe, comme celui dont j'ai la charge, 100% des enfants sont d'origine étrangère

|  |  |
| --- | --- |
|  | *rneiecte* |

**JEAN-MARC :**

Après avoir exercé le métier de traducteur pendant deux ans, j'ai décidé de reprendre des études de pédagogie pour exercer un métier plus convivial en devenant ensei­gnant.

Outre les cours à l'IUFM de Ver­sailles et les stages en écoles pri­maires faisant partie de cette for­mation, j'ai estimé qu'il serait utile pour mon apprentissage profes­sionnel et mon environnement d'avoir parallèlement une action éducative au niveau de ma localité.

C'est ainsi que je me suis adressé au Centre d'animation inter-cultu­relle qui demandait par voie d'affi­ches et d'annonces dans la presse locale des intervenants pour une «aide aux devoirs».

Après un entretien avec la coordinatrice pédagogique du Cen­tre, j'ai commencé à travailler à l'aide aux devoirs dans le cadre d'un cycle d'AEPS accueillant un groupe d'une dizaine d'enfants de CP et CE1 issus de familles immi­grés.

Des difficultés de communication existent souvent entre le système scolaire et la famille. Cela est en­core plus vrai pour les familles is­sues de l'immigration qui souvent connaissent mal la langue fran­çaise ou ne sont pas familiarisés avec l'institution scolaire en géné­ral. Les familles des enfants que nous prenons en charge sont ma-joritairement issus de pays peu développés où les conditions d'en­seignement sont, comme nous l'avons dit, encore très précaires.

Outre une bonne connaissance de la langue et de la culture du pays d'accueil, nous pensons que ce qui favorise la communication entre famille et école c'est l'élaboration avec le maître, l'intéressé et les intervenants d'un centre tel que le notre, d'un projet personnel pour l'enfant favorise la communication entre famille et école en dépit des barrières linguistiques et cultu­relles.

En effet, une bonne connaissance de la langue et de la culture d'ac­cueil ne suffit pas. Le projet de l'enfant s'enracine dans sa culture d'origine, sa mémoire dont on doit tenir compte.

Tel était le cas de la famille turque d'Erol et Hassan. Ces deux en­fants qui ne parlaient pas français il y a deux ans ont pu après des débuts difficiles améliorer leurs ré­sultats scolaires. Les parents bien que maîtrisant peu ou très mal le français suivaient de près la scola­rité de leurs enfants. Ainsi, ils sont venus au Centre dès le début de l'année pour discuter de la scola­rité de leurs enfants avec les tra­vailleurs sociaux. De plus à l'issue de chaque trimestre, il venait au Centre pour faire un bilan du travail de leurs enfants avec la coordinatrice pédagogique.

Quand un problème familial se posait susceptible d'influer sur le travail scolaire des enfants, la fa­mille en tenait également le Centre informé. Ainsi, dans l'année, le père a dû s'absenter de la maison pen­dant plusieurs semaines pour tra­vailler sur un chantier très éloigné de leur lieu d'habitation. La mère, parlant mal le français, serait alors l'unique responsable de ses en-fa s pendant plusieurs semaines.

mande du père, le fils aîné est également venu au Centre se renseigner sur les possibilités de cours d'alphabétisation pour la mère. Mais cette volonté d'insertion n'a pas abouti immédiatement. La mère de famille n'a pas osé passer à l'acte. Toutefois lors de rencon­tres occasionnelles avec les tra­vailleurs sociaux (écrivain public, médecins, etc...), elle a la possibi­lité d'être sensibilisée à l'impor­tance de ces cours d'alphabétisa­tion auxquels elle participera peut-être l'année suivante.

A l'inverse, Mounir et Eljazid, deux enfants originaires d'Algérie, ne progressaient pas. Leurs parents, bien que maniant correctement la langue française, portaient peu d'in­térêt à la scolarité de leurs enfants et entraient rarement en contact avec l'équipe du Centre. Il y avait à cela plusieurs raisons. D'une part, cette famille comptait un grand

nombre d'enfants et d'autre part la motivation à l'école était peu im­portante. Le père, à la retraite et ne jouant donc pas de véritable rôle dans la société française, envisa­geait sans projet précis un retour éventuel en Algérie et ne considé­rait ainsi pas les études de ses enfants en France comme une prio­rité. Conséquence : les enfants étaient peu assidus et l'un d'eux ne savait toujours pas lire après 6 mois de CP. Bientôt, ils n'ont plus fréquenté le Centre et en ont été exclus après plusieurS semaines d'absence.

L'un de ces deux enfants qui était en grave difficulté scolaire avait pourtant les moyens intellectuels d'apprendre à lire. La coordinatrice pédagogique du Centre adonc con­tacté la mère partéléphone pour lui expliquer qu'il était important de valoriser l'apprentissage de la lec­ture auprès de ses enfants.

Ainsi, les enfants sont revenus, et Eljazid a commencé à progresser nettement plus rapidement en lec­ture. Le problème était que l'enfant recevait dans sa famille un mes­sage contradictoire : «il faut réussir à l'école mais cela n'est peut-être pas si important si nous rentrons en Algérie». La concertation entre l'équipe et la famille, devenue plus vigilante sur le suivi scolaire des enfants, avait permis de résoudre ce problème.

Un troisième exemple montre éga­lement l'importance de la commu­nication entre la famille et le Centre pour que les enfants réussissent à l'école.

Karim, un enfant de CE1, était en situation de retard scolaire suite à de graves problèmes de santé. Il avait ainsi été orienté par l'institu‑

teur vers une aide aux devoirs péri- **49**scolaire mais avait reçu de sa mère l'ordre de ne pas jouer pour se consacrer uniquement à ses de­voirs et rattraper son retard. L'équipe du Centre l'avait su car l'un de nous comprenant l'arabe avait surpris la mère ordonner à son enfant de ne pas utiliser les jeux éducatifs. En conséquence, l'enfant restait en retrait par rap­port au groupe, se fatiguait vite à la table d'aide aux devoirs et ne pou‑

vait bénéficier des jeux qui auraient pu lui permettre de régler des pro­blèmes de coordination motrice. Il a donc fallu une explication dans la langue et la compréhension de la culture d'origine pour que Karim vienne enfin, avec le plein consen­tement de sa mère, vers le coin jeux. Cela lui a permis de mieux s'intégrer au groupe, de moins souf­frir de la fatigue le soir après l'école et de travailler sur ses problèmes de coordination de mouvements, peut-être également de considérer le travail scolaire comme n'excluant pas le plaisir de jouer.

|  |  |
| --- | --- |
|  | *Pratipte* |

1. Fédération qui étudie le pulaar dans le monde.
2. II faut savoir que chez nous en Afrique chaque caste a un métier qui lui est destiné, ce métier est alors strictement interdit aux autres castes. A titre d'exemple, il y a les forgerons, les cordonniers, les griots (généalogistes, gardiens de l'état civil) et même les «nobles». Les gens de chaque caste se marie entre eux et forment un clan mais tout le monde parle la même langue et a la même culture.

Pratique d'animation. Dans quelle mesure l'appartenance culturelle de l'animateur joue-t-elle un rôle dans la relation avec les enfants ?

L'aide aux devoirs pour être effi­cace doit prendre en compte la différence culturelle, les problèmes socio-économiques et linguistiques que ces jeunes enfants ont dans leur propre famille. Un proverbe peul dit : «Mo fukkaani fooftaani» (Celui qui n'a pas posé son fardeau ne peut pas se reposer), ce qui signifie que tant que les problèmes ne sont pas résolus, il faut conti­nuer à leur chercher des solutions. L'échec scolaire est une question qu'il faut aussi poser et traiter en dehors de l'école. C'est pourquoi mes relations avec ces enfants sont différentes, je les comprends autre­ment, presque comme des petits frères dont j'ai la charge.

Tous les enfants de la commu­nauté peule et ceux qui leur sont proches m'appellent papa Cheikh Oumar, comme c'est la tradition chez nous: Chez les Peuls, un en­fant doit appeler papa un homme qui a l'âge de son père et maman une femme qui a l'âge de sa mère. Pour les parents, je les remplace quand ils ne sont pas là, ce qui fait que je n'hésite pas à prendre une décision à leur place. Je joue donc le rôle d'animateur mais aussi le rôle de parent, ce qui m'oblige à être parfois plus sévère en restant toujours animateur. Puisque les enfants me voient souvent dans leurs familles, ils ont une confiance totale en moi et parfois il passe par moi pour convaincre leurs parents de satisfaire leurs besoins. Ce qui me permet aussi de gérer plus facilement leurs caprices grâce aux

**50**

**1.1101011•118**

liens privilégiés, personnels noués avec la famille.

Il m'est arrivé de conseiller à des parents d'inscrire leurs enfants pour faire du sport. Tel est le cas de Dianjuina et Lassana dont les pè­res ne voulaient pas qu'ils fassent du sport puisqu'en Afrique leur fa­mille n'était pas destinée à cela. (2)

**TRAVAIL EN INTERACTION**

Les deux activités aide aux devoirs et jeux dans le cadre de l'animation éducative périscolaire sont com­plémentaires. Il y a travail en interaction. Ainsi, l'animateur de­mande de temps à autre aux intervenants scolaires les difficul­tés que rencontre l'enfant dans ses devoirs et choisit les jeux en fonc­tion des lacunes de l'enfant : jeu de lettres (problème de lecture), de chiffres (problème en mathémati­ques), puzzle ou jeu de construc­tion (problème de concentration, de coordination motrice).

Le travail en commun a permis de souder l'équipe. Etudiant, lycéen, jeune travailleur, retraité, anima­teur, nous avons toujours essayé de dialoguer pour résoudre au mieux les problèmes qui pouvaient se présenter. Le soir, une fois les enfants partis, nous restons un moment pour finir de ranger la salle et nous discutons en même temps des éventuels problèmes et des façons différentes que nous avons de les résoudre.

Nous avons ainsi la possibilité d'analyser des situations où cha­cun apporte son point de vue ce qui nous permet de relativiser notre jugement.

C'est grâce à notre travail en interaction que les enfants sont arrivés à distinguer symboli-quwement le coin jeu du coin d'aide aux devoirs. Auparavant, nous mettions des séparations entre les deux endroits afin de marquer les frontières. Aujourd'hui, ces frontiè­res existent dans les têtes des en­fants ce qui nous évite de placer ces séparations à chaque fois. En

nous concertant, nous avons éga­lement pu faire comprendre aux enfants et aux familles la nécessité d'être assidus et de parler à voix basse pour ne pas gêner les autres.

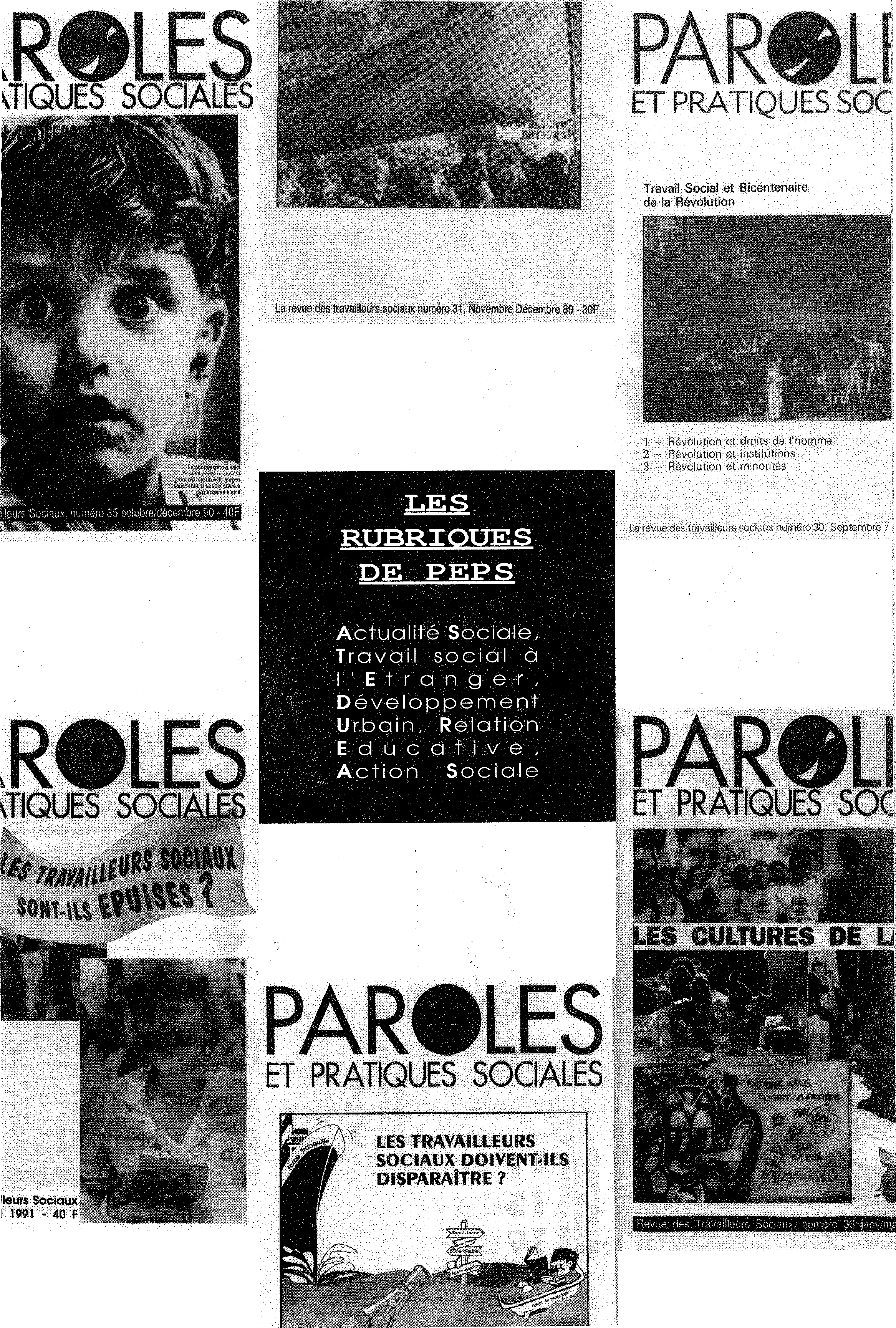
Il est à noter que Cécile, coordi­natrice pédagogique du Centre, organise chaque trimestre une réu­nion où nous discutons des en­fants, cas par cas, où chaque inter­venant donne son point de vue.

**CONCLUSION**

Comme nous l'avons dit au début, les enfants inscrits à l'aide aux devoirs sont pour la quasi-totalité d'entre eux des enfants de familles issues de l'immigration. Il est dom­mage que des enfants de familles françaises ne participent pas éga­lement à ces activités péri-s­colaires. Ils sont également sou­vent en situation d'échec. Les cau­ses en sont certes différentes: ici pas de barrières linguistiques ou culturelles mais des difficultés sco­laires dues à des problèmes so­ciaux dans la famille (chômage, santé,...), au peu de temps dont disposent des parents qui tra­vaillent. Sans aide supplémentaire (grands-parents, étudiant donnant un soutien scolaire), l'enfant doit donc uniquement compter sur l'étude (s'il y est inscrit) ou sur lui-même pour tenter de rattraper son retard scolaire. C'est en ce sens qu'il serait bon que tous les enfants en situation d'échec aient la pos­sibilité de participer à une aide aux devoirs« péri-scolaire.

Cet exposé n'a pu être écrit sans une confrontation de pratiques et sans mal. Nous avons chacun écrit de notre côté, nos rôles étant diffé­rents. Puis par le dialogue, la relecture mutuelle de nos textes, nous avons nuancé nos points de vue en gardant toutefois deux ap­proches, deux visions différentes, bien que complémentaires, de no­tre travail.

**Cheikh Oumar Ba Jean-Marc Œsel**



**,ROLES**

NIQUES SOCIALES

**P ROLI**

ET PRATIQUES SOC

Travail Social et Bicentenaire de la Révolution

leurs Sociat.x numéro 35 oclobu,

* -

**ROLES**

NIQUES SOCIALES

*eimmiiiEURS* tOtlen

son-tts **mit**

Révolution et droits de l'homme

Révolution et institutions Révolution et minorités

La revue des travailleurs sociaux numéro 30, Septembre /

**PAROLI**

ET PRATIQUES SOC

La revue des travailleurs sociaux numéro 31, Novembre Décembre 89 - 30F

**LES CULTURES DE L**

**PAR LES**

T PRATIQUES SOCIALES

**LES TRAVAILLEURS SOCIAUX DOIVENT-ILS DISPARAÎTRE ?**

leurs Sociaux 1991 - 40 F

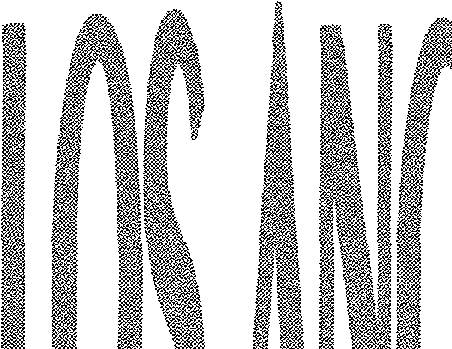
**LES**

**RUBRIQUES**

**DE PEPS**

Actualité Sociale, Travail social à l'Etranger, Développement Urbain, Relation Educative, Action Sociale

*etunt'ité eeïde*



Lit Rtlk gto LA JeTKIE

Cette scène qu'on a pu voir à la télévision grâce à un vidéaste ama­teur, serait restée sans suite... comme c'est souvent le cas, dans des situations isolées. Car la vio­lence policière fait partie des prati­ques courantes aux U.S.A.

Le procès de RODNEY s'est dé­roulé, non pas à Los Angelès qui a été dessaisi,

***Dans la nuit du***

***03 mars 1991****,*

***l'automobiliste***

***noir Rodney***

***KING s'est fait***

***arrêter pour***

***excès de***

***vitesse. Il fût***

***abattu***

***sauvagement et***

***avec***

***acharnement***

***par des***

**52 *policiers blancs.***

***Le bilan de leur***

***triste exploit :***

***«56 coups de***

***matraque et de***

***pied en 81***

***secondes». (1)***

mais à Simi Valley. Pour tous les observateurs, c'est un coin très conservateur où policiers et pom­piers passent leur retraite, Les ju­rés choisis étaient tous blancs. Le 29 avril 1992, les jurés rendent leur verdict : l'acquittement pour les 4 policiers blancs.

Pour saisir la portée des émeutes de Los Angeles, rappelons qu'un verdict similaire (assorti d'une mise à l'épreuve) avait été prononcé au profit de la commerçante Coréenne SOON JA DU qui avait tuée Lathasha HARLIN, 15 ans et noire en tirant dans son dos. Là encore, une caméra contrôle de la bouti­que filma la scène et fût diffusée à la télévision.

Quand on sait qu'un noir avait été condamné à 3 ans de prison ferme pour avoir tué un chien, ... (2)

Dès lors, ce qu'on pouvait penser comme étant une bavure devient une manifestation logique d'une justice raciale et de classe.

Ajoutons à ce tableau les affaires qui ont ébranlée l'opinion afro-amé­ricaine. Il s'agit de l'arrestation et l'emprisonnement de James

BROWN (3), du piège grossier tendu par la F.B.I. à l'encontre du maire de Washington Marion BARRY, du procès du juge Clarence THOMAS, enfin de Mike TYSON, champion du monde de boxe, accusé de viol. Il est aujourd'hui condamné et empri­sonné. Tandis que William KEN-NEDY SMITH (blanc), neveu du sénateur Ted KENNEDY, accusé pour le même délit, a été acquitté.

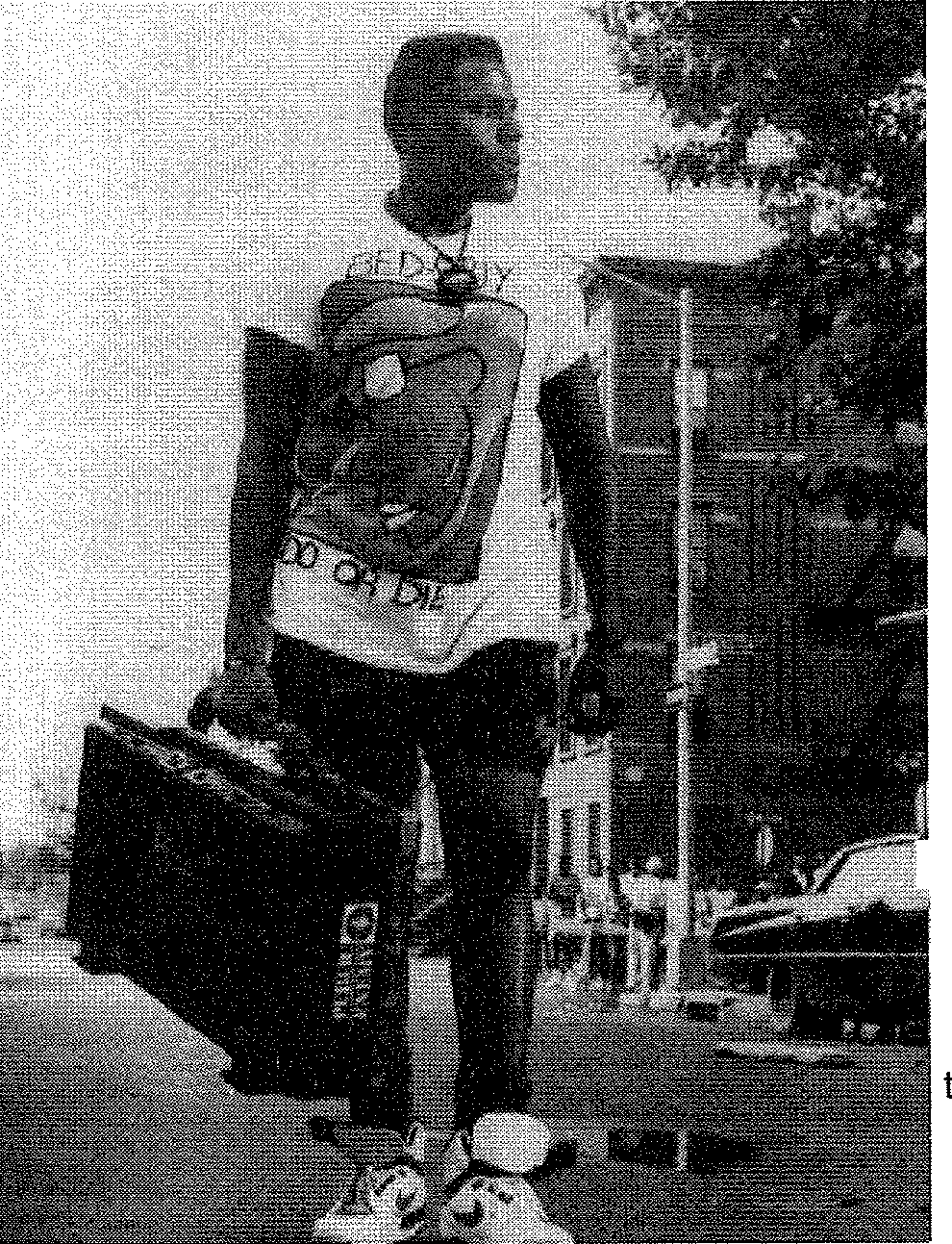
Dans les ghettos plus qu'ailleurs, on a vite fait le parallèle. Selon les gens il y a 2 poids, 2 mesures en la justice américaine. Le bilan actuel s'établi 58 morts, 2116 blessés dont 211 graves, 11824 interpellés. Les dégâts matériels sont estimés à plus de 700 millions de dollars. Signalons que la presse française n'a pas comptabilisé les victimes des autres villes américaines.

Parmi les indignations suscitées à travers le monde, retenons celle du Président de la Cour Constitu­tionnelle Française et ancien Garde des Sceaux : «En refusant de les condamner alors que chacun avait pu, à la télévision, s'assurer de leur culpabilité, la justice américaine cessait d'être celle des Etats-Unis pour devenir la justice des Blancs, c'est-à-dire une anti-justice, un ins­trument de domination et d'oppres­sion d'une race par une autre». (4)

Les africains-américains ont été amenés de force sur le sol améri­cain depuis 4 siècles, ce qui n'est pas le cas pour les immigrants accurus pour le «rêve américain».

*A. et:44;ff ,;Deinee*

En 1868, le 14ème amendement de la Constitution reconnait le droit à la citoyenneté à ce peuple. Mais «c'est la note législative «executive order 1 0925» transmise au Congrès par le Président des Etats-Unis John F. KEN-NEDY au début des années 60, qui place hors-la-loi la discrimination sur la base de l'appartenance raciale, éthi­que ou religieuse...».(5)



Le droit de vote pour tous n'interviendra qu'en 1965 du fait des militants pour les droits civiques (Martin Luther King). C'est alors que le Pré­sident Lyndon Johnson fut obligé de mettre en route

une politique de  
déségrégation (Affirmative Action) accompagnée des programmes de justice so­ciales pour les minorités (6). Bien évidemment, les ultra-libéraux vont attaquer et sup­primer ces programmes, sous prétexte qu'il fallait, fa­voriser les initiatives privées. Ils estimaient que cette poli­tique créait une nouvelle dis­crimination «réverse discri­mination». Car l'idée propa‑

gée était que «l'Affirmative

Action» ne concernait que les noirs, ce qui estfaux !D'ailleurs, Géraldine WOOD montre dans son étude (7) que les femmes blanches ont lar­gement bénéficié de ce décret. A ce propos, Nicole BERNHEIM écrit ; «la promotion professionnelle des femmes a fait, d'ailleurs des progrès spectaculaires aux Etats-Unis où il est désormais de bon ton,

pour les entreprises jeunes et dy‑  
namiques, d'afficher quelques ca‑  
dres féminins. Ce bon ton ne tou‑

*Bill NUNN dans le film «DO THE RIGHT THING»*

che, apparemment, que très peu la promotion noire». (8)

Paradoxalement, parmi les gens qui dénoncent, ou interprète mal «l'Affirmative Action», on trouve des conservateurs noirs (black conserva-tives) dont le juge Clarence THOMAS, qui aurait bé­néficié de ce programme pour faire son droit à l'université de Yale. (9)

Les conservateurs ou les «anti-Affirmative Action» noirs ou blancs ont toujours voulu nier le problème des minorités. Pour les premiers, les programmes don­nerait l'image négative des noirs, à savoir celle d'assistés, qu'ils récu­sent.. Les seconds, c'est leur refus de re­connaître le problème noir, l'esclavage durant des siècles, l'accumu­lation des richesses aux dépends des autres, et enfin leurs réticences à se donner les moyens en vue de lutter contre la pauvreté grandis­sante des noirs. «Au Banglhadesh, on a plus de chances qu'à Harlem de vivre jusqu'à 40 ans ; 55 % des hom­mes y atteignent 65 ans, contre 40% à Harlem. Dans le centre du quar­tier noir, le taux de mor­alité infantile est le même qu'en Ma­laisie». (10)

Et pourtant les causes à l'origine de cette si­tuation catastrophique ne date pas d'aujourd'hui.

Ainsi l'a démontré lafameuse étude du professeur noir Clark Kenneth : «Les caractéristiques objectives du ghetto urbain des Etats-Unis sont les suivantes : surpopulation, dété­rioration de l'habitat, taux élevé de mortalité infantile et de criminalité, mauvais état sanitaire. Il en résulte des caractéristiques subjectives :

1. Stéphane Marchand Une crise dramatique pour la Maison-Blanche in Le Figaro du 03mai 1992, p. 3.
2. Régis Navarre Deux mondes se sont retrouvés face àface in Le Monde du 06 mai 1992, p.5.
3. Voir l'hommage de tous les rappeurs à l'égard de James Brown, notamment le dernier clip vidéo du disco dollar du rap M.C. Hammer «Too Legit To Quit» (Here commes the hammer).
4. Robert Badinter Les juges contre la démocratie in Le Nouvel Observa­teur 7-13mai 1992, p.53.
5. Antoine GARNIER : Extrait d'une recherche (en cours) sur la classe moyenne noir américaine.
6. Murray Charles Existe-fil une bonne discrimination ? in Revue Problè­mes politiques et sociaux no 577 du 05-02 1988, p. 14.

Pour cet auteur : «L'Afirmalive Action» lancée par décret 11246 de septembre 1965 signé par Lyndon Johnson, le nom était bien choisi : il s'agissait d'apporter un correctif aux effets du racisme passé, de faire des

efforts pour aller chercher des candidats noirs pour les emplois, des places d'étudiants, des promotions, sans pour autant les traiter différem­ment quant à la décision pratique d'embauche, d'admission ou de promo­tion. Le terme choisi évoquait à l'origine à la fois la lettre et l'esprit du décret. - Voir Les temps modernes no 540-541 , juillet-août 1991 Démo­cratie et Minorités Ethniques, Le cas anglais, p. 276: le système «d'Ethnie monitotring».

1. Géraldine Wood «Affirmative-Action, An Impact book»; ftanklin Watt, New-Yotk, 1989.

**53**

1. Nicole Bernheim «Voyage en Amérique Noire»; Ed. Stock, Paris, 1987, p. 29.
2. Serge Halimi Deux Amériques noires séparées par les injustices de l'économie in Le Monde Diplomatique, janvier 1992, p. 19.
3. Ingrid Calender Guerriers de la paix : le dérapage in Le Monde Diplomatique, févier 1992, p.12.

*Actueté*

ressentiment, hostilité, désespoir, apathie, perte de l'amour-propre allant jusqu'au mépris de soi-même... (11).

L'émergence d'une middle-class afro-américaine n'a fondamentalement rien changé aux données du pro­blème noir (13). «... Le rôle des politiciens noirs s'est limité à essayer de satisfaire les exigences des élec­teurs de couleur, tout en travaillant au service des machines politiques financées par les classes possédantes de la communauté blanche» (14).

Comment s'étonner que la majorité des noirs ne votent pas. Dans bien des cas, et dans leur intérêt, ce sont les électeurs blancs qui élisent les maires noirs. L'exemple de Tom BRADLEY élu depuis 1 973 à Los-Angeles (+ de 3 259 000 habitants) est significatif.

Les émeutes sanglantes de Los-Angeles étaient prévisibles, tout comme ce qui pourrait encore arriver, dans n'importe quelle ville américaine. Il n'est point indispensable d'être spécialiste pour prévoir dans les prochains jours, un accroissement dans la vente d'ar­mes, déjà «200 millions sont en circulation. Plus de 60 millions de foyers, soit 1 sur 2 en possède une». (15)

Le cinéaste noir John SINGLETON a su le mieux transposer cet état d'esprit (la vie quotidienne des jeunes) dans son film «Boyz n' the hood» après le «Do the right thing» de Spike LEE, il est vrai.

Enfin, voici ce que le rappeur ICE-CUBE disait dans son album «Death Certificate»

le titre «Black Koréa» : «on brulera ta boutique jusqu'à la dernière chips...» si vous maltraitez un client noir (16). Comme un profès «le rappeur se présent régu­lièrement comme un messie, comme celui avec qui le temps prend fin et commence le grand jugement» (17).

En conclusion, ce n'est pas une aide fédérale de 600 millions de dollars à la Comté de Los-Angeles qui résoudra un problème national. Seule une véritable politique sociale, concertée et planifiée pourra contri­buer à apaiser les esprits ...à long terme ...

**DAMIEN MABIALA**

(11) Clatk Kenneth «Ghetto noir», Ed. Robert Laffont (Petite Bibliothèque Payot), Paris, 1965, p. 39.

1. Les U.S.A. comptent une vingtaine de maires noirs des villes de plus de 1 00 000 habitants. Sans compter quelques célébrités composant la bourgeoisie noire dont le magazine noir Ebony étale la réussite. Exemple le no de mai 1 992.

(12) Philippe Coste Le cauchemar américain in L'Express du 7 au 13 mai

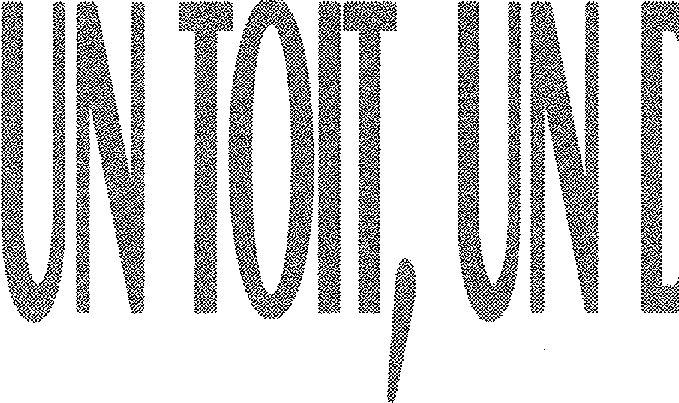
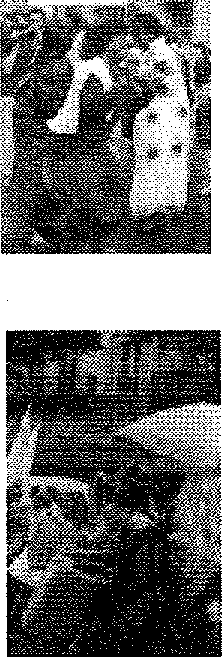
**54** 1992, p.41.

1. Franklin Frazier «Bourgeoisie noire; Ed. Plon, Paris, 1955, p. 96
2. Jamil Salim L'Amérique malade des armes à feu cite M. Sikoff «200 millions Guns reported in circulation nation wide», The Washington Post, 24 mai 1991 in Le Monde Diplomatique d'avril 1992, p.24.
3. Sous la pression de la communauté asiatique aux U.S.A.; la maison de disques d'ICE-CUBE a extrait ce passage, dans la versiortdistribuée en Europe.
4. G. Lapassade et P. Rousselot «Le rap ou la fureur de dire» Ed. Lotis Talmart, Paris, 1990, p. 81.

|  |
| --- |
| **Les Etats Unis en chiffres**  Les noirs sont inégaux en out ... (12)  **1 - La santé**  . Mortalité infantile : taux pour 1 000 naissances (en 1990)  Noirs : 17,9 % Blancs : 8,6 %  . Espérance de vie moyenne en nombre d'années (en 1990)  Noirs : 69,2 % Blancs : 75,6  . SIDA : répartition des cas prévus (vers 1993)  Noirs : 39 % Blancs : 27 **2 - L'éducation**  . Famille : enfants élevés par leurs deux parents (en 1989)  Noirs : 39 % Blancs 79 %  . Analphabétisme en 1989  Noirs : 18 % Blancs : 6 %  . Etudes secondaires : quatre ans ou plus (1988)  Noirs et autres minorités ; 66 % Blancs 86,6 %  . Etudes supérieures : quatre ans ou plus (1988)  Noirs et autres minorités : 16,4 % Blancs : 23,5 %  **3 - Niveau de vie**  . Pauvreté : vivent au dessous du seuil (1990)  Noirs : 31,9 % Blancs : 10,7  . Revenus : salaire médian par foyer (1990)  Noirs : 18676 $ Blancs : 31231 $  . Logement : sont propriétaires de leur maison (1989)  Noirs : 42,9 % Blancs : 67,4 %  . Chômage : en proportion de la population active (1991)  Non-blancs : 11,1 % Blancs : 6 %  **... Même devant le crime.**  Les noirs représentent 12 % de la population. Mais  31 % des personnes arrêtées ;  54 % des suspects de meurtres ;  63 `)./. des inculpés pour hold-up ;  47 `)/0 des personnes incarcérées ;  40 % des condamnés à mort.  Ils constituent en revanche :  40 % des victimes d'un meurtres ;  95 % des victimes des meutres commis par des Noirs. |

*Acetteté sereuee*

***Le droit au***



***logement est***

***inscrit dans la***

***Charte des***

***droits de***

***l'homme, la***

***Convention***

***internationale***

***des droit de***

***l'enfant et figure***

***en préambule***

***de la loi***

***Besson. Et***

***alors ? Le 20***

***mai dernier,***

***plus de 70***

***familles***

***d'origine***

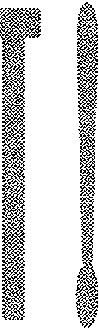
***malienne ont***

***été expulsées***

***de leur***

***logement***

***parisien.***



Dans un premier temps, elles ont tenté d'occuper un immeuble vide à Fontenay- sous-Bois, puis elles se sont installées, après les con­seils de M. Louis Bayeurte, maire de Fontenay (PC), sur l'Esplanade du Château de Vincennes (12ème), dans l'espoir d'obtenir auprès de la Mairie de Paris de meilleures conditions de lo­gement.

Les premières familles, pour la plupart employées de la Ville de Paris, sont arrivées sur l'Esplanade le 22 mai dernier. Les forces de l'ordre opérant à la demande de la mairie de Paris les ont immé­diatement privées des tentes qu'elles avaient apportées. Des incidents ont eu lieu di­manche 24 mai au cours des­quels M. Louis Bayeurte, M. Jean-Baptiste Eyraud, res­ponsable de l'association «Droit au logement», ainsi que plusieurs personnes ont été contu-sionnées.

Aujourd'hui, ce sont plus de 125 familles qui continuent d'attendre un logement, sur l'Esplanade du Château de Vincennes. Jusqu'à quand ? M. Makan Sidibe, président du Comité des Maliens de France, a demandé lundi 25 mai que les familles «soient relogées dans la région Ile de France». Des représentants du Comité se sont rendus successivement au Ministère de l'Intérieur et à la Mairie de Paris, où ils n'ont pas été re­çus.

Le Comité a demandé que soit appliquée l'ordonnance de 1945 à propos de la réquisi­tion de logements vides en Ile de France, Jeudi 4 juin, plus de 500 personnes ont participé à la manifestation de solidarité avec les

familles maliennes sans logement aux cris de «Un toit, un droit». Un comité de soutien aux squatters de l'Esplanade de Vincennes a été créé. Il regroupe notamment le PCF, la CGT, le MRAP, l'associa­tion Droit au logement, la LCR, Médecins du monde et Emmaus. Il dénonce «l'escalade de la vio­lence». Après les violences com­mises, on dirait que la préfecture de Police veut éviter que ne se renouvelle la situation du Quai de la Gare (13ème) où, du 13 juillet au 13 novembre 1991 se sont instal­lées des dizaines de toiles de ten­tes des sans-logis. M. Pierre Verbrugghe, le préfet de Po­lice de Paris n'a-t-il pas rap­pelé, lundi 25 mai, devant le conseil de Paris, qu »il ne peut pas y avoir d'installation du­rable sur le domaine public sans une autorisation admi­nistrative préalable».

Que la décentralisation ait fait des maires des acteurs tout- puissants sur leur terri­toire ne leur permet pas pour autant de dénicher un abri ou de livrer un logement à chacun de ses administrés. Loin s'en faut. Que Louis Bayeurte ait eu la malignité de «refiler le bébé» des fa­milles maliennes sans abri au patron de l'Hôtel de Ville de Paris aujourd'hui dans l'embarras est une chose. Une autre chose est que la politique du logement social est entre les mains de l'Etat qui la finance. Et elle se porte plutôt mal. Son bras séculier sont les offices d'HLM, qui choisissent les locataires en fonction de cri­tères fixés par une règlementation nationale. La moitié des candidats sont à la discrétion des HLM, et 30% sont proposés par le

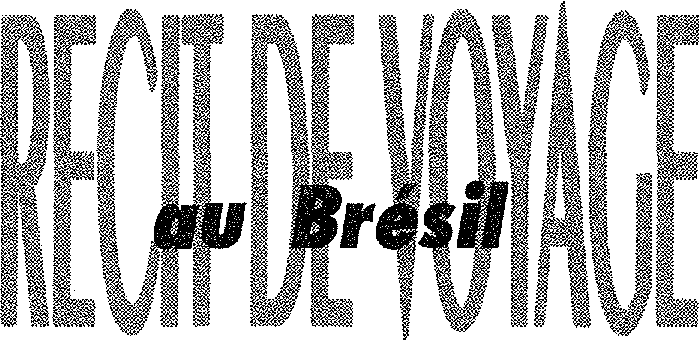
Préfet. Il ne reste que 20% ' à la disposition des collecti­vités locales. C'est peu, d'autant plus que la cons­truction de HLM est en baisse.

**55**

La principale source de fi­nancement des HLM, à savoir le livret A, s'est tarie avec l'évolution du comportement face à l'épar‑

*Trdvitïe ,5ecikie â elgtranger*

gne : on lui préfère désormais les plus rentables Sicav monétaires... D'un côté la demande ne cesse d'augmenter : on expulse pour ré­nover, mais on pense rarement à reloger...



Les organismes HLM en viennent-ils -comment en douter ?- àtourner le dos aux candidats ethniquement les plus typés (manière simpliste d'éviter les impayés) que ces der­niers se tournent alors vers la mu­nicipalité (elle-même rarement exempte de favoritisme pour crier leur infortune).

Les familles maliennes demandent un logement social depuis des an­nées aux autorités municipales de la capitale. Aujourd'hui, elles sont expulsées. Pourquoi ? Quand on sait qu'il existe 117 000 logements vacants à Paris, 300 000 en Ile de France, la question devient surréelle. D'autant plus surréelle que l'ordonnance de 1945 permet aux maires et aux préfets de réqui­sitionner des logements vides pour des mal-logés et des sans-abris en cas de crise grave du logement. Cette mesure d'urgence est tem­poraire, un an renouvelable quatre fois maximum. Le bénéficiaire est tenu de payer un loyer au proprié­taire et les pouvoirs publics doivent reloger la famille à l'issue de cette mesure. La demande se dépose en mairie et la loi oblige l'adminis­tration à l'enregistrer et à l'étudier.

A titre indicatif, la bagatelle de 60 000 noms est aujourd'hui comptabilisée sur le fichier centra­lisé des mal-logés. Le POPS (Plan départemental pour le logement des plus démunis, un des outils créés par la loi Besson sur le droit au logement pour permettre à ceux qui connaissent la précarité de trou­ver un toit décent) a pour objectif de réserver au moins 10% des logements sociaux qui se libèrent ou se construisent chaque année aux personnes à bas revenus ou «en cours d'insertion».

La préfecture et la Ville de Paris ont fait le calcul. En un an, le POPS devrait permettre de loger 700 fa­milles. Aujourd'hui encore, les fa­milles maliennes attendent une réponse sur l'Esplanade du Châ­teau de Vincennes.

**56**

**Jorge de la BARRE**

***Le Brésil a***

***connu près de***

***vingt ans de***

***dictature***

***militaire, il vient***

***d'accéder sans***

***révolution***

***sanglante à une***

***démocratie***

***encore***

***imprécise***

Répondant à l'invitation de plu­sieurs Universités brésiliennes, je viens de passer quatre semaines en mars-avril 92 dans six villes (Rio de Janeiro, Brasilia, Sao Paulo, Joao Pessoa. et Récife). Je devais y travailler sous des formes diffé­rentes et avec des publics variés parfois pour un temps très bref (une demi journée), une autre fois pour un temps très long (15 jours)

sur des thèmes choisis par mes interlocuteurs et sur lesquels j'ai quelque intérêt : alcoologie vue d'un point de vue sociologique, des problèmes théoriques en travail social, une anthropologie de la faute de la punition (c'est mon nouveau programme de travail depuis quel­ques mois et pour quelques an­nées). Il y aurait beaucoup à dire d'un point de vue scientifique, uni­versitaire ou professionnel sur le Brésil, la diversité de ses Etats, la variété de ses cultures, etc. Je me contenterai de livrer quelques im­pressions de voyage : on notera cependant que j'attendais depuis

des années et des années le mo­ment de me rendre dans ce pays avec lequel j'ai fait connaissance il y a plus de vingt ans par l'intermé­diaire de Roger BASTIDE, mon directeur de thèse et de Jorge AMADO son ami, et le peintre le plus efficace du Brésil profond et populaire.

Et tout d'abord le pays lui-même et ses paysages : Rio de Janeiro est encore plus belle que ce que l'on peut imaginer, c'est une ville extraordinairement vivante comme d'ailleurs toutes les .grandes mé­tropoles brésiliennes animées le jour et la nuit, grouillantes de dis­parités, de différences. Il faudrait parler longuement de chacune de ces villes et d'abord du pari fantas­tique que représentent Brasilia et sa modernité, ou de l'immensité humaine de Sao Paulo, de l'insé­curité, des comportements obses­sionnels et phobiques qu'elle sus­cite mais aussi des favelas et des ambiances extraordinaires des vil­les du Nord qui pour être au nord n'en sont pas moins sous l'équa­teur. Il faudrait aussi parler de ces parcs fabuleux dont les arbres de trente ou quarante mètres ne sont rien d'autre que des plantes vertes que nous acclimatons si difficile­ment dans nos intérieurs français.

Les campagnes aussi, en tout cas celles que j'ai vues, sont luxurian­tes, généreuses et la pauvreté qui y règne n'a pas l'air tout à fait pauvre parce que les fruits pen­dent aux arbres à la portée de tous.

Mais au-delà de la beauté des vil­les, de la beauté des campagnes, il faut citer la beauté des hommes et des femmes, la gamme extraordinairement diversifiée des grains et des couleurs de peau, des visages, des tailles et des corpulences et cette impression que vous donne celui ou celle qui marche devant vous et qui a plutôt l'airde danser que d'aller d'un point à un autre.

*Trnviii/ See;,tl "is egtretnger*

Bien qu'on ne puisse évacuer la division de la société en classes, en castes et en races et nier les antagonismes, le Brésil est assu­rément un des pays du monde où le métissage est le plus réussi com­portant à la fois le mélange des races mais et surtout le mélange des cultures. A lafin de mon voyage je ne compterai plus ceux des bré­siliens d'origines sociales très dif­férentes qui auront au moins trois si ce n'est quatre origines ethni­ques au niveau des grands pa­rents.

Il me semble que c'est ce métissage culturel qui serait à l'origine de la peu ordinaire intelligence rencon­trée à chaque pas avec chaque personne.

Le Brésil a connu près de vingt ans de dictature militaire, il vient d'ac­céder sans révolution sanglante à une démocratie encore imprécise marquée de corruptions dénoncées à chaque instant mais dont chaque évocation laisse à penser qu'on ne voit parâtre que la partie émergée de l'iceberg. Et c'est probablement un des sentiments les plus forts que j'ai éprouvé de cette injustice d'un pays si riche du point de vue de la nature et des êtres humains et si pauvre pour la plus grande partie de sa population. On ne peut cependant parler pour une deuxième fois de la pauvreté sans finir par évoquer le superlatif de la pauvreté qu'est la misère. Celle-ci on la voit dans les villes. pas tant dans les favelas où il reste un em­bryon de vie sociale et donc de lieux permanents contre les effets de la pauvreté et qu'en particulier l'implication de certains travailleurs sociaux ont su animer. La misère, elle est dans la rue avec (comme aux Indes) des familles entières vivant sur un trottoir à l'angle d'une rue sur quelques cartons déployés ou, pire encore, le problème très connu en Amérique du Sud «des enfants des rues» qui ont aban­donné toute famille, tout logement, toute référence au monde des adul­tes pour vivre en petites commu­nautés de pillards, d'écumeurs pourtant très solidaires et restant par extraordinaire un lieu efficace de socia-lisation pour les plus jeu­nes de ces enfants de cinq à huit ans. On distingue de façon cou­rante les enfants de la rue et les

enfants qui travaillent dans la rue et ce sont les enfants des rues qui posent à la conscience universelle le plus de problèmes d'autant qu'au-delà de leur marginalité ils sont maintenant les cibles privilégiées des Escadrons de la mort qui exécutent» un enfant par jour dans les grandes villes du Brésil : le phénomène est décrit sous le terme d'ex t e r mi-nation, les membres des Esca­drons de la mort sont connus nom­mément des commissions d'en­quête parlementaires. On produit des rapports d'enquête de plusieurs milliers de pages et qui constituent un véritable annuaire des exécu­teurs : rien n'y fait, déjà des journa­listes, des magistrats ont payé de leur vie leur curiosité ou leur prise de parti.

Peut-être moins connu mais éga­lement troublant pour la conscience internationale, le problème de l'adoption internationale (posé par le transfert d'enfants des pays d'Amérique latine vers les pays d'Europe est évoqué de plus en plus souvent...).

On n'est pas étonné que le pro­blème de l'alcoolisme appelle de nombreuses attentions à des prati­ciens de tous ordres et on s'en doute une vague énorme de séropositivité et par conséquent de Sida déclaré.

Si l'on met de côté les problèmes de l'emploi en partie résolus par la. création de toute une économie souterraine et de multiples «petits boulots», le problème majeur du Brésil et en particulier du sud du pays, ce sont les migrations inter­nes qui ont une double dimension : les migrations du milieu rural vers la ville et l'accumulation d'un sous prolétariat urbain, et du Nord vers le Sud, c'est à dire des zones tropi­cales vers des zones plus tempé­rées, ou encore des zones les plus pauvres vers les zones les plus riches. le «Norde-Est» qui repré­sente près du quart supérieur Est du pays vient se sédimenter dans les faubourgs des grandes cités du Sud apportant à la fois sa cuisine, son parler, sa coutume.

C'est peu dire que les travailleurs sociaux sont débordés et comme partout ailleurs certains se réfu­gient dans le bureaucratisme ou

dans des positions élitistes pen­dant que d'autres s'impliquent de façon militante...

Toutes les formations se font dans des Universités : et pour le travail social comme pour d'autres disci­plines il existe une importante con­currence entre le réseau des Uni­versités catholiques et celui les Universités d'Etat. Les contacts que j'ai eus avec les étudiants et les professeurs ont démontré le très bon niveau de la formation particu­lièrement marquée au niveau de la maîtrise qui correspond à un bon DEA chez nous, les sujets sont pointus, militants en quelque sorte et extraordinairement diversifiés. Il existe un doctorat en service social et J'ai pu travailler avec quelques professionnels titulaires de ce doc­torat ou en train de le préparer et j'ai envié la qualité de leur raison­nement, leur érudition.

Le programme sur l'anthropologie de la faute et de la punition (qui va connaître une extension avec l'en­gagement du Québec dans le ré­seau international sur ce thème de travail) va m'appeler à retourner au Brésil et probablement à deux re­prises dans les mois qui viennent. Je cherche quelques travailleurs sociaux français intéressés par l'hy­pothèse d'une coopération entre la France et le Brésil et en particulier pour tout ce qui concerne l'action sociale à tous niveaux en faveur des enfants de la rue, qui s'enga­geraient avec nous. \*

Il faut bien savoir que cette coopé­ration n'a pas beaucoup de moyens financiers et qu'elle conduit davan­tage aux actions bénévoles et mili­tantes mais il faut dire à ceux qui voudraient s'y engager qu'ils ont de fortes chances d'être payés par la qualité du travail possible avec ces brésiliens.

**Michel TALEGHANI,**

**57**

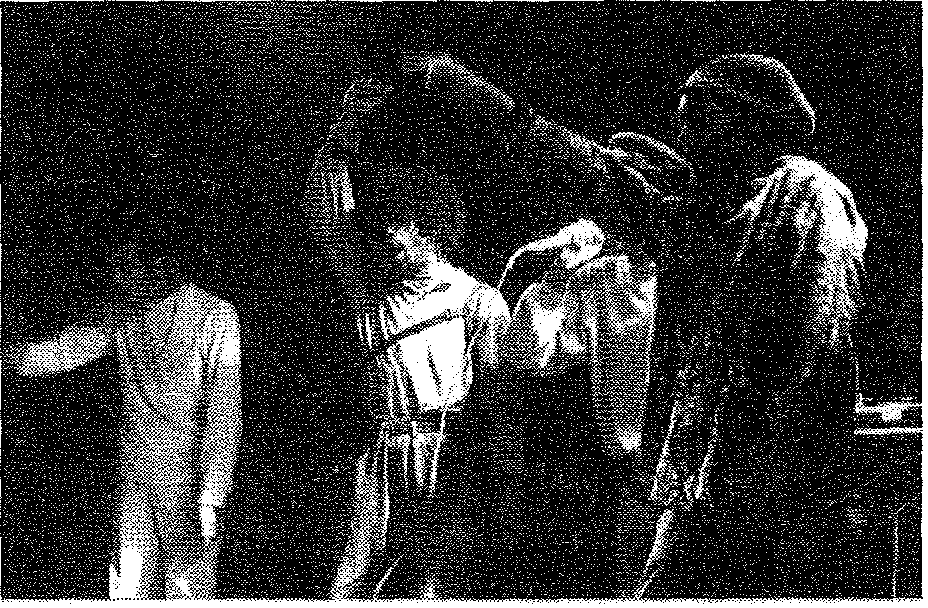
chargé de recherche à l'INSERM, affecté au Centre de Recherche et d'Etude des Dysfonctions de l'Adaptation à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales.

\* Contact : Michel Taléghani  
La Brosse - 77620 BRANSLES

*Zéveltppahent etr.en*

|  |  |
| --- | --- |
|  | **RUE** |

Cette manifestation rentrait dans le cadre du projet global de PEPS :



*A ZANIA POSSE et le RAGGASONIC (Festival de Hip-Hop à Orsay) - Ph D. Mabiala*

***Le 19 Octobre 1992, quelques deux cents personnes, artistes, jeunes des quartiers, militants associatifs et professionnels en tout genre du secteur social, des médias, etc... ; se rencontraient à Paris (MJC de Belleville) pour le premier forum des «Cultures de la Rue».***

*rendre visible le caractère unique des mutations actuelles en promouvant un espace d'expres­sion.*

Cette approche des mouvements culturels urbains, s'inscrivait dans une continuité, vis àvis de l'engage­ment régulier de l'association et de la revue sur les problématiques de la ville, avec notamment la rencon­tre «Banlieue **Cent Visages»,** me­née en 1990.

**58**

Au delà de son soucis de dévelop­per les liens entre les réseaux, con­fronter les pratiques, les analyses, PEPS a pour ambition de rendre sa démarche propositionnelle. C'est dépasser son rôle d'outil de trans­mission, pour engager une dynami­que de *communication action.*

En effet la sy­nergie opérée autour de l'élabo­ration du **numéro 36** (1), l'enthou­siasme, les col­laborations, qui en ont résulté ne sont-elles pas, en soi, des indica­tions pour des pistes et des for­mes de travail nouvelles.

Partant du principe que «toute cul­ture est à la fois histoire et projet» (Ed. PISANI), PEPS s'est attaché, à dénouer les fils de ce passé, à en repérer les traces dans le présent, pour appréhender ce futur dont les jeunes sont porteurs en tant que principaux acteurs de ces muta­tions.

Sans se substituer aux structures socio-culturelles aux institutions, etc..., et en articulation avec les dossiers qui ont suivis, ou qui sui­vront (cf listing des numéros parus p4), le souhaite est de continuer à jouer ce rôle moteur par l'animation et le développement du réseau des «CULTURES DE LA RUE».

Dans l'optique d'une recherche ac­tion, les débats du 19 octobre 1991 ont été entièrement enregistrés puis retranscrit, mot à mot afin de garder

intact les formes d'expressions qui se sont manifestées. Puis un docu­ment plus synthétique à été rédigé : «les actes du forum» ; celui ci pou­vant servir de base ou de postulat pour la poursuite de ce projet.(2)

Alors justement quelles perspecti­ves, quels objectifs, quels intérêts pour l'avancée de ce projet ?

Il ne s'agit pas bien sur de sombrer dans l'agitation forcenée, de thé­sauriser ou de spéculer sur ce con­cept. Mais de saisir les enjeux, les fondements, les significations de ces modes et pratiques culturelles des jeunes, dans un espace social et politique aujourd'hui élargi, dans une société industrialisée, urbaine, hypermédiatique, et multiculturelle.

Au delà de la nécessité d'approfon­dir l'échange, l'investigation, l'ob­servation, il semble important de continuer ce travail de sensi­bilisation, de médiation, mais aussi d'impulsion et d'accompagnement volontariste de ces mutations, en proposant des choix, des options qui facilitent l'adéquation du sys­tème aux changements.

Les objectifs intermédiaires pouvant être :

- Favoriser la vulgarisation et la démultiplication des initiatives vi­sant à la prise de conscience et la prise en compte de ces phénomène, de ces formes d'expressions (quels contenus de formation, d'informa­tion peut-on développer, quels outils, quels moyens, quelles forces dis­ponibles, comment faire évoluer les pratiques d'intervention sociale compte tenu de ces constats, com­ment lutter contre les préjugés, l'élitisme, la désinformation, le «ma­lentendu» social).

- Pour lier le geste à la parole :

Traduire cette démarche en terme opérationnel, en étant partie pre­nante de cette mouvance, en soute‑

*Zévetappeetent*

nant des initiatives existantes ou en étant source de propositions pour des projets concrets, (organisation des moyens de diffusion, de com­munication, réalisation d'événe­ments, symboliques, festifs contri­buant à cette reconnaissance).



Afin d'alimenter la discussion, lors d'une réunion prochaine (3) qui aurait pour but de déterminer les actions possibles du réseau, voici quelques pistes et question­nements :

- ce mouvement d'expression doit il s'organiser ?

- comment l'accompagner dans cette démarche ?

- comment élargir le champs d'ob­servation des cultures de la rue (rap, rock, rai, boxe, look....)

- qu'est ce qui àchanger dans la tête des jeunes depuis que les médias, les professionnels se sont emparés du phénomène

- La reconnaissance est elle syno­nyme de démagogie, de bana­lisation ?

- Les pratique culturelles des jeu­nes : art ou expression ?

- quelle dimension politique dans le contenu, la forme des messages ? - quelle passerelles possibles entre ces pratiques et l'insertion sociale et professionnelle ?

- Espace culturel Européen :

. quels point communs, quelles spécificités ?

. identité collective et médias de masse ?

. cultures majoritaire et cultures minoritaires, quelles domination ?

. culture éthique, culture ethnologique, culture urbaine.?

. développement culturel urbain, développement local, quelles éco­nomies culturelles ?

1. No 36 spécial de la revue PEPS «Les Cultu­res de la Rue» (64 p), bulletin de commande p 4
2. Les actes du forum les Cultures de la Rue sont disponibles au prix de 20 F (port payé). Commande à PEPS : 163, rue de Charenton ­75012 PARIS
3. Faites-nous connaître vos remarques, sug­gestions et toutes informations éventuelles sus­ceptibles de contribuer au développement de ce projet. Nous vous contacterons pour la tenue d'une prochaine rencontre.

Pout tout contact : Mustapha Boudjemaï au 40 02 09 56

***Un collectif***

***national***

***constitué de***

***groupes et***

***d'associations***

***émanent de la***

***France entière***

***s'est créé sous***

***le nom de***

***«intelligences en***

***banlieues»***

Son objectif : agir pour le dévelop­pement social, la citoyenneté des jeunes, l'équité, en proposant l'ac­tion collective et la concertation, en tant que réelle alternative à la vio­lence et la répression et contribuer à restaurer ainsi la paix sociale dans les quartiers à travers :

La valorisation, la facilitation du tra­vail des associations de jeunes de quartiers, monter qu'elles peuvent être de réels partenaires, des vi­viers de compétences, d'idées et de forces vives, compte tenu de la lour­deur, la complexité, voir l'épuise­ment des dispositifs institutionnels, la mise en place de lieux d'échan­ges et de participation aux débats politiques locaux et nationaux, dans le cadre de l'élaboration de la ville, considérant le manque de structu­res représentatives actuelles de cette partie de la jeunesse.

Tout ceci s'est traduit depuis plus d'un an par, une série de rencontres régionales et nationales, visant à établir une sorte de constat général de la situation, une plate forme d'ob­

jectifs et de revendications sur les­quels les jeunes puissent se retrou­ver et négocier avec les pouvoirs publics.

Cette démarche et à aboutie aux premières «assises nationales des banlieues» qui ont eut lieu, le 18 et 19 janvier à LYON auxquelles parti­cipèrent près de 600 jeunes issus des quatre coins de France, ainsi que de nombreux militants associatifs et professionnels du sec­teur social en tout genre, intéressés par cette initiative.

De multiples propositions et pistes de travail, ont été faites et devraient se concrétisés sous la forme d'un programme de travail et d'une charte devant servir de base à la négocia­tion, appelée «convention 92» et qui sera présentée et partagée au mois de Novembre 92, dans le ca­dre d'une manifestation nationale, organisée à cette occasion.

Malgré les difficultés certaines de ce type d'entreprise, tant sur les aspects de cohésion, que sur le plan opérationnel (les moyens n'existent pas encore, disponibilité des gens, échéances rapprochées, etc....).

Ce mouvement s'inscrit en parfaite cohérence avec les nécessités de renforcement de la démocratie lo­cale, et les conditions d'une gestion de la ville participative, tant prônée par tout les observateurs, les spé­cialistes, les élus.

Avis alors à tous ceux qui souhai­tent soutenir cette dynamique, s'y investir ou tout simplement s'en te­nir informer pour lesquels une infor­mation plus large sera disponible à PEPS.\*

**59**

**Mustapha BOUDJEMAÏ**

\* PEPS 163 rue de Charenton - 75012 PARIS - Tél : 16(1) 40 20 09 56

*dettien* &tue *etave*

***Comment***



***concevoir ou***

***réaliser un***

***projet local,***

***d'établissement***

***ou d'institution,***

***sans l'articuler,***

***le penser, en***

***fonction d'un***

***projet global,***

***d'un projet de***

***société?***

***Une question***

***qui se pose,***

***suite aux Etats***

***Généraux des***

***Educateurs***

***organisés par***

***Lien Social; un***

***événement qui a***

60

***réuni environ***

***2500 membres***

***des professions***

***éducatives à***

***Toulouse les 2***

***et 3 avril 1992.***

Dans l'impossibilité d'assister à toutes les commissions, il faudra se contenter d'une approche par­tielle, et forcément subjective, de cette manifestation. Il en résulte en ce qui me concerne une impres­sion très contrastée de ces deux journées. Un sentiment diffus, os­cillant entre la désillusion et l'es­poir.

D'une part il apparaît évident que nombre de participants sont repar­tis satisfaits et enrichis d'avoir en­tendu des orateurs brillants, de Tosquelles à Chauvière en pas­sant par Loubat, Ladsous, Bachman et tous les autres. Cette pluralité d'approches ne pouvait que répondre aux diverses sensi­bilités de l'auditoire, et en ce sens le colloque était réussi.

Cependant l'intitulé de ce rassem­blement comme celui des commis­sions apportait une dimension sup­plémentaire fondamentale, il s'agis­sait d'Etats Généraux centrés sur la crise et le devenir de ce secteur. Certes les synthèses sont parfois difficiles à dégager, mais en terme de devenir il y avait de quoi repartir perplexe, toute naïveté mise à part. Si la pluralité est source de riches­ses, la diversité des appartenan­ces institutionnelles et l'atomisation de ce secteur ne sont pas étrangè­res à cette crise qu'il traverse. Celle-ci est apparue de façon manifeste tout au long de ces Etats Géné­raux. La complexité de la problé­matique n'avait d'égale que la dé­route des participants, indépen­damment de la qualité des intervenants. Trop souvent, notam­ment dans les interventions du «public», le discours «technicien», pédagogique, ou les revendications catégorielles ont empêché une approche globale et distanciée de la situation.

Ce désordre de la pensée fut par­ticulièrement évident dans la com­mission «ordre et désordre des métiers du social» ou l'on aurait pu attendre quelques tentatives de clarifications. Le nez collé à la vitre de son établissement chacun des participants semblait appréhender le monde au travers de ce microcosme. Le devenir du sec­teur se confondait avec celui du jardinier (1) et les intérêts des pro­fessionnels occultaient le sort des laissés pour compte de plus en plus nombreux à être sacrifiés sur l'autel de «l'économisme». II existe pourtant un ordre des choses comme du discours qui ne fut guère remis en cause et même évoqué.

Comment lutter contre l'exclusion des jeunes en difficultés lorsque durant la dernière décennie la crois­sance économique de 25% s'est paradoxalement accompagnée d'une augmentation de 10% du chômage des jeunes. Où vont les bénéfices de cette croissance ? La méthodologie de réinsertion de­vient alors toute relative, voire se­condaire, si dans le même temps l'on produit bien davantage d'ex­clus que l'on ne peut en réinsérer. Sisyphe deviendrait-il aveugle pour ne pas voir que son rocher ne cesse de s'alourdir pendant qu'il devise sur les différentes façons de le remonter. Métaphore aussi cruelle que le supplice si quelques lueurs ne venaient troubler cette cécité. Ici ou là, quelques interven­tions (Loubat, Bachman,...), quel­ques références à Bourdieu, un de ses articles affiché, laissent pen­ser que, bien que marginaux, cer­tains ont une approche politique, au sens noble, en terme de projet.

Les sciences sociales, dont la so­ciologie, ont une portée politique comme en témoigne ce récent in­terview (2) de Bourdieu :

«Je pense que l'économisme, qui se rencontre aussi bien à gauche, dans la tradition marxiste, que droite, a pour effet de faire subir à la réalité économique une formida­ble mutilation. Il porte à faire abs­traction de toute une dimension, absolument capitale, des coûts et des profits. Faute de pouvoir faire une démonstration complète, et pour aller vite à l'essentiel, je dirai

*lee#0en g,tuenave*

que les conséquences d'une politi­que conçue comme gestion des équilibres économiques /au sens étroit du terme/, se paient de mille façons, sous forme de coûts so­ciaux, psychologiques, sous forme de chômage, de maladie, de délin­quance, de consommation d'alcool ou de drogue, de souffrance con­duisant au ressentiment et au ra­cisme, à la démoralisation politi­que, etc. Une véritable compatibilité globale des coûts et des profits sociaux ferait voir que la sociologie propose une économie qui n'est pas moins rigoureuse et fidèle à la complexité du réel que l'économie partielle des purs gestionnaires ; et que c'est la logique de l'intérêt bien compris qui impose de rompre avec le laisser-faire libéral aussi bien qu'avec le déterminisme de lois sociales naturalisées. Et de réaffir­mer le rôle de l'Etat..».

Comment concevoir ou réaliser un projet local, d'établissement ou d'institution, sans l'articuler, le pen­ser, en fonction d'un projet global, d'un projet de société ? Eduquer, conduire, guider devient alors une tâche impossible si le guide lui même en déroute ne peut trans­mettre quelques bribes de sens aux usagers. Comment contribuer à l'organisation d'une citoyenneté active si les éducateurs sont eux même dans le ressentiment et la démoralisation politique ? Com­ment développer des stratégies

participatives sans ces repères en terme d'économie sociale ? L'adap­tation à l'évolution extrêmement rapide de nos sociétés, la rupture avec des modes d'actions dépas­sés, l'innovation, supposent un minimum de clarté dans l'analyse de fond des grandes tendances en court de réalisation. En ce sens la formation des acteurs sociaux est capitale, pourtant les dernières ré­formes n'ont pas introduit cette di­mension parmi les nouveaux con­tenus. Ce manque d'exigence, que tentent de pallier certaines écoles, signifierait-il qu'un choix s'est déjà opéré entre deux conceptions de l'éducateur : agent gestionnaire de la crise ou agent de transforma­tions sociales ? Cette prise en compte du politique et de l'écono­mique n'émergeait pas non plus de façon massive lorsqu'une grande part des participants sifflèrent sys­tématiquement les interventions des politiques. Attitudes infantiles qui, outre le défoulement primaire, témoignent autant d'une frustra­tion que d'une incapacité à inter­peller les élus de façons critiques et constructives. Le final précipité de M. Baudis illustrait, au delà de sa susceptibilité, la confusion des perspectives et la difficulté à clore ces journées. Comme si la réflexion collective demeurait en décalage avec la mobilisation intense...

Malgré ces aléas, ces Etats géné­raux, remarquablement organisés,

auront permis une photographie, certes un peu floue, de l'état des lieux de ce secteur. Ils procédaient bien d'une intention proche des conceptions de Bourdieu :

«Une critique raciale des formes actuelles de circulation de l'infor­mation et d'élaboration des volon­tés collectives devrait permettre de sortir du désenchantement démobilisateur pour s'orienter vers des formes nouvelles de mobilisa­tion et de réflexion».

S'il est encore trop tôt pour mesurer les conséquences de ces Etats généraux, l'avenir nous dira si ceux-ci ont contribué à l'émergence de ces nouvelles formes, car les reconduire systématiquement, les instituer sous ce mode ne serait-il pas la meilleure façon de les annihiler ?

Hypertélie (3), Damned !

**Jean-Pierre VIVIER**

Chargé de Mission au Centre d'Etudes et d'Actions Sociales de Paris

1. référence à une pétition circulant sur un conflit local mettant en cause le jardinier d'une institu­tion et qui fit l'objet d'intervention. •
2. Article publié dans «Politis».
3. terme utilisé par S. Ginger et qui a connu un certain succès au cours de ces Etats Généraux : «quand trop de finalité dépasse la finalité...».

**MOTS SCULPTES ET ENSEIGNEMENT TECHNIQUE**

On dit souvent des élèves insérés dans les formations professionnel­les qu'ils n'aiment ni lire ni écrire. Il est vrai que le langage, en particu­lier écrit, fait souvent obstacle à la compréhension des cours de tech­nologie, de mathématiques, de sciences, de législation, ou même de français, et que le manque d'appétence pour la lecture et l'écri­ture fait question, tant pour l'auto­nomie des élèves que pour leur intégration professionnelle, sociale, ou même leur réussite à l'examen, Et pourtant, nombre d'entre eux passent des heures à réaliser ou déchiffrer graffs, tags, calligraphies ou jeux de mots.

Il semble utile d'impliquer dans la formation cette dynamique natu­relle des adolescents avec le lan­gage, de coupler ce goût pour la manipulation des mots, et la forma‑

tion professionnelle. Ainsi, l'asso­ciation «Au Fil des Mots»(") pro­pose aux élèves en formation pro­fessionnelle dans tous les types d'établissements (LP, LT, CFA, LEI, LEC, EREA, collèges, SES...) de réaliser des mots sculptés. Ces actions, d'une durée de 2 à 5 mois, sont mises en place à partir de l'intervention d'un écrivain et grâce à la constitution d'une équipe de travail professeurs/élèves.

A partir du texte qu'il a élaboré, l'élève choisit un mot et le réalise avec les moyens techniques pro­pres à safuture profession. Il donne aux lettes la forme correspondant au sens que ce mot a pour lui. La mise en forme et en volume, le choix des matériaux sont le moteur de l'écriture ; l'élève manipule le langage comme il manipule la ma­tière à l'atelier.

Une large représentation des pro­fessions et la variété des matériaux employés /métaux, bois, plastique, tissu, verre, carton, pain, cheveux, plâtre, câble...) contribueront à la di­versité et à la richesse des réalisa­tions.

Ces mots sculptés feront l'objet d'une exposition et d'un concours (avec remise de prix) en juin 93. Fortement médiatisée, cette opéra­tion permettra que l'expression ar­tistique de chaque élève et la for­mation professionnelle soient valo­risées par un même objet, de faire connaître le potentiel des établis­sements, et de créer des échanges entre les différents lieux de forma­tion, les élèves, les entreprises et le public.

En 1990-1991, l'association «Au fil des mots» a expérimenté ce type d'action à l'échelle du LP Gustave

Eiffel de Rueil-Malmaison (92) où les élèves de CAP et BEP «Structu­res métalliques» ont réalisé 25 mots sculptés. Ces derniers ont déjà été exposés à la Mairie de Rueil et à Beaubourg. Devant les résultats positifs enregistrés auprès des élè‑

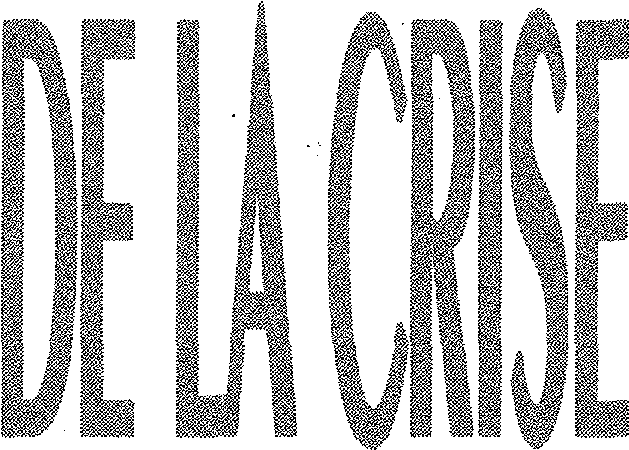
ves et le succès des expositions, le **61**but est d'étendre aujourd'hui cette initiative à plusieurs établissements parisiens. Si vous êtes intéressés pour marier désir d'écrire, forma­tion professionnelle et expression artistique, n'hésitez pas à nous con­tacter rapidement, nous nous fe­rons un plaisir de vous donner da­vantage d'informations sur ce pro­jet qui va se réaliser durant l'année scolaire 1992.93.

«Au fil des mots» - 69 rue de Broca ­75013 Paris - 43 36 87 34

Renseignements : Jean Pierre VIVIER - CEAS - 48 24 02 23

*etitn ,5e44te*

***Les différents***



***acteurs du***

***travail social (ou***

***pour reprendre***

***°les termes***

***officiels, de***

***l'Action sociale)***

***admettent que***

***ce secteur***

***d'activité***

***traverse une***

***période difficile,***

***voire une crise***

***sérieuse. Celle‑***

***ci s'est, entre***

***autre, exprimée***

***explicitement***

**62**

***lors du***

***mouvement***

***«historique»***

***des Assistantes***

***sociales, au***

***cours de***

***l'automne 1991.***

Que soit reconnu l' Etat de crise, no­tamment par le principal Ministère de tutelles, constitue sans aucun doute une avancée, comparée à l'attitude de déni, dans laquelle campait ce dernier jusqu'alors. Cependant, la simple reconnaissance du caractère problématique d'une situation a rare­ment permis une transformation po­sitive de cette dernière.

D'aucun souhaitait et attendait que s'instaure un processus de résolu­tion de ladite crise. Avec le recul de quelques mois, dont nous disposons aujourd'hui, force est de constater que cette dynamique ne s'est pas instaurée. En effet, après quelques déclarations, de bonnes intentions, prononcées au plus fort de la tem­pête, l'apparente volonté ministérielle a rapidement perdu toute consis­tance. Changement de gouverne­ment aidant, le dossier, à peine ouvert au cours de l'hiver 1991-1992 sem­ble, à ce jour, refermé, ou tout au moins enfoui dans, ou peut-être sous, les armoires ministérielles.

La stratégie du «Je vous ai compris», adoptée ici, n'est pas sans rappeler le trop fameux «Effet d'annonce», devenu, depuis quelques années, l'exercice de style favori de la classe politique, dont nous mesurons cha­que jour les conséquences désas­treuses.

Tout comme à Montfermeil, les an­nonceurs sont passés et les problè­mes sont restés, voire se sont aggra­vés. Telle est du moins la première conclusion, quelque peu triviale, que je puisse tirer à l'issue d'une enquête menée auprès des Assistantes so­ciales, au cours des huit derniers mois.

Avant d'aller plus avant et afin d'évi­ter tout malentendu ultérieur, il me paraît nécessaire d'apporter les pré­cisions suivantes : le point de vue développé, ci-après, s'appuie sur des informations recueillies au cours d'une recherche, à caractère auto-

ethnographique (1) réalisée «dans le mondes des Assistants sociaux». En effet, occupant une fonction d'assis­tant social (dans une institution pari­sienne), j'ai réalisé une investigation «sur et dans» ce milieu profession­nel, en utilisant différentes techni­ques de recueil d'information (con­versation, entretiens semi-directifs, questionnaires, etc...). N'ayant pas rencontré la totalité des profession­nels, ni un échantillon qui se voudrait représentatif de ces derniers, je ne prétends pas à l'exhaustivité. Par ailleurs, ma position d'observateur participant rend, sans aucun doute, difficile la production d'un discours objectif (pour peu que celui-ci puisse être produit).

Par voie de conséquence, la contri­bution qui vous est donnée à lire doit être prise pour ce qu'elle entend être : une construction (somme toute quel­que peu subjective) «des construc­tions faites par les acteurs sur la scène de la vie sociale», pour re­prendre les termes de A. SCHUTZ (1987).

Après ces quelques remarques, re­venons à notre préoccupation pre­mière : la crise du travail social. Il ne fait aucun doute que celle-ci est con­séquente de la conjugaison d'une théorie d'éléments, qui reste à défi­nir. De manière totalement arbitraire, je n'aborderai, ici, que deux thèmes :

- d'une part, le rapport difficile exis­tant entre concepteur et exécutant (ces termes s'éclairent dans le déve­loppement),

- d'autre part, les interrogations des professionnels quant au sens de leur activité.

*CONCEPTEUR / EXECUTANT, UN RAPPORT DIFFICILE :*

Comme le soulignent un grand nom­bre d'experts, l'organisation de l'Ac­tion sociale n'a pas échappé à l'in­fluence exercée par le modèle tayloriste. L'instauration de ce mo­dèle s'est notamment traduite par l'instauration progressive d'une divi­sion verticale du travail : quelque soit le domaine dans lequel exerce les professionnels rencontrés, nous avons pu constater l'existence d'un clivage net entre le pôle de concep­tion - qui se situe dans la sphère politico-administrative - et le pôle d'exécution, ou de mise en oeuvre, occupé par les Assistants sociaux.

Sur le fond, la petite noblesse (2) des Assistants sociaux ne conteste pas cette partition des compétences qui

*A eeien ,5teWe*

s'est instituée parallèlement, sem-ble-t'il, à la «fonctionnarisation» de l'Action sociale.

**63**

S'ils ne revendiquent pas une autre place que celle de mettant en oeuvre, qu'ils occupent actuellement, les as­sistants sociaux aspirent vivement à une transformation des rapports exis­tant avec le pôle concepteur.

De longue date, les «décideurs so­ciaux» ont souhaité, tout au moins dans le discours, que s'opère la fa­meuse «remontée des besoins». Avec, peut-être, un peu de retard sur la «commande», cette notion a été intégrée par les travailleurs sociaux qui, actuellement, et dans bien des cas, ne se limitent pas à exécuter, mais aussi rendent compte et font des propositions, dans un souci d'optimisation de l'entreprise sociale.

Curieusement, ces initiatives sont, au pire, mal perçues par les concepteurs ou, au mieux, sans ef­fet. Contrairement à ce que pour­raient laisser penser les opérations de modernisation du service public, le pire et le mieux se retrouvent, à part égale, tant dans les administra­tions d'Etat, que dans les services placés sous l'autorité des collectivi­tés locales.

Visiblement, les «patrons» de l'Ac­tion sociale estiment déplacer les excès de zèle de ces «techniciens sociaux», qui s'autorisent à réaliser une analyse, quelquefois critique, des orientations et politiques à mettre en oeuvre.

Possédant encore une conscience fière de leur fonction, les assistants sociaux acceptent difficilement d'être cantonnés dans le rôle de simple exécutant. Cette imposition est gé­néralement vécue comme une res­triction abusive et disqualifiante. Cela apparemment avec d'autant plus de force, quand ces professionnels se trouvent dans la quasi obligation de mettre en oeuvre des décisions inefficientes, ou inadaptées.

En contradiction avec les «beaux discours de congrès», qui tendent à honorer les «nobles professions du social». les rapports existant, au quo­tidien, entre la sphère politico-admi-nistrative et le travail social révèle le peu de considération, voire le mé­pris, que les premiers peuvent avoir pour les seconds. Peu considérés par la haute noblesse des politico-administratifs, il n'est pas étonnant que les professionnels du social per­çoivent des salaires médiocres : en

effet, comme le remarque P. BOURDIEU, «Le salaire octroyé est un indice sans équivoque de la va­leur accordée au travail et aux tra­vailleurs correspondants et que le mépris pour une fonction se marque d'abord par la rémunération plus ou moins dérisoire qui lui est accordée» (1992).

*DES INTERROGATIONS SUR LE SENS DE L'ACTIVITE* Depuis les années 50, l'idéologie «psy» a eu un ascendant très fort sur le travail social, en général, et sur la profession d'Assistant social en par­ticulier.

Cette orientation théorique a engagé les professionnels à privilégier l'étiologie «intra-psychique» et/ou «intra-familiale» des situations et conduites estimées problématiques, au détriment de l'éclairage socio-politique. Considéré comme facteur secondaire, le contexte social avait tendance à apparaître, au mieux, à l'arrière plan des «situations».

Cette approche a longtemps légitimé les formes d'intervention, (assistan-cielles et/ou éducative) centrées sur la personne ou le groupe familial.

Si cette manière de penser marque encore fortement la culture des pro­fessionnels, il est à remarquer un changement de tendance notable : bon nombre estiment, en effet, que c'est actuellement l'»ordre social» (ou tout au moins une partie de celui-ci) qui pose problème. Ce dernier leur apparaît, en effet, animé par des forces centrifuges multiples qui, d'une part, tendent à exclure un nombre croissant d'individus et, d'autre part, rend difficile, voire impossible toute tentative de retour des exclus.

Cette attractivité grandissante du dis­cours socio-politique pourrait, à priori, apparaître comme une «nouveauté» dans le champ du travail social. Il semble plutôt que cela s'inscrive dans un mouvement quasi perpétuel d'os­cillation, propre au travail social qui, depuis l'origine, est traversé par deux théories opposées - le médico-psy et le socio-politique.

Admettre pour vraie l'idée que c'est avant tout l'»ordre institué» qui pro­duit du «problème» amènent les pro­fessionnels à s'interroger sur :

*- leur fonction objective.* Ils ont de plus en plus l'impression que, faute de vouloir engager les réformes qui s'imposent, «le politique» leur de­mande de concourir à la «réduction

des tensions sociales», en leur con­fiant des missions d'assistance, ad minima, des exclus et de surveillance des révoltés. Ce rôle aperçu s'arti­cule difficilement avec les idéaux altruistes, qui animent la plupart des professionnels.

*- Les modalités prévalentes de l'Ac­tion sociale :* Construite sur l'idée que le «cas social» est inadapté, déficient ou déviant et qu'il s'agit, avant toute chose, de le réadapter, de réduire sa déficience ou de le normaliser, l'Action sociale est, de manière prédominante, centrée sur la personne, ou le groupe familial. Cette logique, animée par l'idéologie psy, rentre en conflit avec la concep­tion socio-po, qui tendrait à privilé­gier l'intervention sur les «règles du jeu social». Cette forme d'interven­tion, qui ne correspond pas aux at­tentes des «commanditaires», s'avère être à «hauts risques» pour les professionnels en exercice, qui s'y aventurait.

Les rares tentatives dans ce sens, qu'il nous est donné de connaître, ont été suivies d'une reprise en main quasi immédiate, de la part des hié­rarchies et quelquefois de sanctions.

Jusqu'à présent, aucune de ces ques­tions n'ont été réellement abordées. Faute de les prendre en compte et d'y trouver réponse, il est fort à parier que l'état de crise perdure et, àterme, fragilise dangereusement le secteur social.

**Jean Jacques DELUCHEY**

1. - I. HAYANO définit ce terme de la manière suivante : Etude d'une forme sociale par un ou plusieurs de ses membres. Cité dans P. et P. ADLER. 1986
2. - terme emprunté à P. BOURDIEU, 1992

|  |
| --- |
| *- ENTRETIENS AVEC PIERRE BOURDIEU,* ARTICLE DU 14.01.1992, LE MONDE.  - P. ET P. ADLER, *MEMBER SHIP ROLES IN FIELD RESEARCH,* SAGE, NEW-YORK, 1987.  - A. SCHUTZ, *LE CHERCHEUR ET LE QUOTIDIEN,* EDITIONS FRANÇAISES, MERIDIEN, PARIS, 1987. |

|  |  |
| --- | --- |
|  | **e - 4 cl s**  **tri r** |

PROCHAIN TRIMESTRIEL PEPS

La politique de regroupement familial a favorisé l'arrivée en France d'un nombre considérable de femmes, épouses de travailleurs immigrés ; des femmes célibataires ont également immigré dans notre pays. Les familles ont donné naissance à des dizaines de milliers de jeunes, garçons et filles, qui continuent le processus d'acculturation amorcé par leurs parents, dans une société en pleine mutation.

Ce numéro sera consacré aux «immigrées de l'ombre», femmes etjeunes filles, dont les cheminements reflètent l'éventail des voies possibles pour les femmes d'aujourd'hui dans notre société.

En effet la condition des femmes a connu des changements profonds depuis deux décennies : baisse du nombre des mariages, augmentation de celui des divorces et des familles monoparentales, généralisation de la contraception, développement sans précédent du salariat féminin... Comment des femmes issues d'autres cultures vivent elles cette évolution ? Comment les travailleurs sociaux (qui sont souvent des travailleuses sociales) peuvent ils adapter leur intervention auprès des populations d'origine étrangère en tenant compte de ces multiples paramètres ?

Nous tenterons d'apporter des éléments de réponse en abordant les thèmes suivants :

- Divorce, monoparentalité et action sociale : les C.N.R.S.

- Le relogement incertain : politiques de logemént social, interviews d'acteurs.

- Le visible et l'invisible : éducateurs de rue et jeunes filles issues de l'immigration.

- Investissements et stratégies de résistance : l'exemple des P.M.I.

- Des femmes en action

rencontre avec l'association des Femmes du Franc Moisin (St Denis),

rencontre avec les «Nanas Beurs»,

des femmes africaines rencontrent des agricultrices françaises

- Immigrées de l'Est parcours.

Ces articles seront complétés par une fiche de données générales sur la place des femmes d'origine étrangère en France (emploi, taux de chômage, branches professionnelles investies, données connues sur la contraception, le mariage...) ainsi que par une bibliographie et une filmographie. Toutes les contributions à ce dossier sont les bienvenues.

Contact : PEPS - 163 rue de Charenton - 75012 PARIS - Tél : 16 (1) 40 02 09 56